

à l'encontre

n° 1 · octobre 2001

5 francs

Folie meurtrière et désordre impérial

- Durables grandes manœuvres, 2^e partie

Dossier mondialisation

- Mouvement anti-mondialisation: une période test
- Perspectives socialistes face à la mondialisation du capital
- Vers un enracinement social de la «résistance globale»?
- Poser la question de la propriété
- Géopolitique du Plan Colombie

Turquie

- De l'économie de guerre au management de la crise

Syndicats

- Pas de terminus sur la ligne des renoncements syndicaux

Folie meurtrière et désordre impérial (2^e partie)

Durables grandes manœuvres (C.-A. Udry).....3

Dossier mondialisation :

Mouvement anti-mondialisation : une période test9

Perspectives socialistes face à la mondialisation du capital (Claudio Katz).....10

Vers un enracinement social ? (Entretien avec Gigi Malabarba).....16

Poser la question de la propriété (Entretien avec Eric Toussaint)20

Géopolitique du Plan Colombie (James Petras).....22

Turquie

Concentrer richesse et terreur (Murad Akincilar).....31

Syndicats

Allemagne : pas de terminus sur la ligne des renoncements syndicaux (J.-F. Marquis).....36

Nous nous étions engagés dans le n° 0, à publier un numéro 1, de 40 pages, dans un délai de quinze jours. « A l'encontre » sera publié dorénavant sur un rythme mensuel.

Ce numéro permet de mieux cerner le profil de « à l'encontre ».

Le numéro 2 comportera certaines rubriques (livres, notes brèves sur l'actualité...) qui compléteront les articles d'analyse, de débat.

S'abonner à ce périodique, le diffuser, le faire connaître traduiront l'intérêt qu'il rencontre auprès des lectrices et des lecteurs des deux premiers numéros.

à l'encontre

cp 805, 1701 Fribourg
solidarites-fr@bluemail.ch
cp 120, 1000 Lausanne 20
solidarites-va@fastnet.ch
fax : 021/661 20 71
ccp 10-95859-4

10 numéros par année

- abonnement annuel : 50.-
- abonnement de soutien : dès 75.-

Editeur responsable : Alain Gonthier
Mise en page et impression : CODIS, Lausanne

Editorial

Depuis le 7 octobre, la toute-puissante machine militaire des Etats-Unis bombarde un des pays les plus pauvres de la planète. Une illustration exacerbée des rapports entre les pays du « centre » et ceux de la « périphérie ». Sur les quelque 20 millions d'Afghans, plus de 7 millions sont les victimes d'une meurtrière famine ; et ce depuis plus de trois ans ! La faim s'ajoute aux autres souffrances d'un peuple martyrisé depuis plus de vingt ans par des Etats (URSS, Russie, Etats-Unis, Pakistan...), plus ou moins influents, qui arment et s'achètent les services de « seigneurs de guerre », déclarés une fois « amis », l'autre fois « ennemis ». Tout cela en dit long sur l'universalisme des valeurs démocratiques et humanitaires qui engorgent les discours officiels de l'administration Bush et de ses affidés.

Cette guerre ne peut être expliquée par le crime monstrueux du 11 septembre à New York, même s'il a servi de catalyseur. L'histoire du XX^e siècle permet d'établir que le sens et la dynamique de telles entreprises militaires doivent être recherchés dans les intérêts économiques, politiques et stratégiques des élites dominantes et dans la manière dont elles cherchent à les imposer, même si les résultats de ces opérations ne sont pas toujours, au bout du compte, ceux initialement prévus. Sous cet angle, le bombardement de l'Afghanistan possède tous les traits caractéristiques propres aux guerres impérialistes. Renverser le régime des talibans (ex-protégés), « débusquer Oussama Ben Laden » et mettre en place un gouvernement complaisant à Kaboul sont donnés comme les objectifs de cette phase de la « guerre contre le terrorisme ». La presse économique anglo-saxonne ne manque pas de souligner que l'accès aux ressources en pétrole et en gaz de l'Asie centrale ainsi que leur contrôle constituent un dessein plus digne de considération, sur le moyen terme.

La seule composition de la coalition « pour lutter contre le terrorisme » suffit à invalider ses visées procla-

mées. Vladimir Poutine a fait assassiner lors de la conquête de Grozny des milliers de civils. La dictature saoudienne, avec sa police religieuse – *moultawa* – a participé à l'éducation des talibans dans la façon de « rendre la justice ». Le dictateur pakistanais Pervez Musharraf a une vaste expérience de répression de la population – qu'il exerce aujourd'hui – et de manipulation des « groupes intégristes ». Le général anti-talibans Abdoul Rashid Dostum, aussi achetable que versatile, a participé à la destruction de Kaboul. L'énumération pourrait se poursuivre.

En réalité, un genre d'état d'exception international – qui se concrétise par toute une série de mesures répressives et de pressions anti-démocratiques – a été déclaré au nom d'une « guerre générale » contre un ennemi : « le terrorisme ». L'administration Bush – en dehors de toute légalité internationale – affirme une forme de pouvoir territorial mondial : les Etats-Unis – et leurs alliés de circonstance – pourront intervenir partout où « la guerre contre le terrorisme » sera assimilée à de la « légitime défense ». Une procédure rapide (*fast track*) est donc imposée par l'administration Bush pour dicter ses projets – aux plans financier, commercial, stratégique et militaire – et réprimer les mouvements de résistance ainsi que les diverses formes de lutte dans les pays de la périphérie comme dans ceux du centre.

Une vaste coalition internationale contre cette guerre impérialiste peut (et doit) se former. Elle se liera au mouvement de résistance globale qui, avant le 11 septembre, tendait à indiquer la nécessaire mise en cause, à la racine, d'un système capitaliste d'exploitation et d'oppression. Ainsi devrait s'opérer une jonction avec celle et ceux qui, dans les régions aujourd'hui au centre des menées guerrières, luttent pour les droits démocratiques et sociaux et contre les agressions impérialistes. *réd.*

Durables grandes manœuvres

Dans le premier de cette série d'articles (à l'encontre N° 0, septembre 2001), nous avons indiqué combien les attentats meurtriers du 11 septembre se situaient en opposition complète avec les formes et les objectifs de lutte des masses exploitées du monde. Ils ne souffrent d'aucune justification.

L'administration Bush a exposé, sur l'instant, les « coupables » : un secteur de forces islamistes politiques organisées, entre autres, dans le réseau Al-Qaeda (La Base) d'Oussama Ben Laden.

Ce faisant, elle désignait des groupes que les cercles dirigeants américains ont courtisés et appuyés. Cette assistance, au-delà des manipulations tactiques, reposait sur une compréhension que ces courants, idéologiquement réactionnaires, n'offraient aucune solution alternative aux profondes crises multiformes que connaissaient les pays du monde « arabo-musulman », marasme aiguisé par le déchaînement de la mondialisation du capital.

Cependant, l'écho rencontré par ces attentats dans de larges secteurs de la population des pays de la périphérie – et pas seulement au Moyen-Orient ou dans les pays islamiques – renvoie à l'humiliation et à la détresse dans lesquelles ils se trouvent plongés ; mais aussi à une réalité, ainsi qu'à son image largement diffusée, celle d'une terreur étatique entraînant la mort de milliers de civils en Irak, en Palestine, en Turquie ou en Colombie. Comment est-il possible d'ignorer que là résident des facteurs qui mobilisent une « haine », présentée hypocritement et fallacieuse-

ment comme le « résultat naturel » d'une « culture » ou d'une « religion » ?

Une compréhension des grandes manœuvres engagées par les Etats-Unis depuis le 11 septembre doit partir des caractéristiques de l'impérialisme américain, bien documentées au plan historique. Les projets hégémonistes de cet impérialisme, avec leur volet militaire décisif, dressent la toile de fond de la situation au Moyen-Orient. Le budget de la défense adopté par l'administration républicaine de G.W. Bush anticipait, en quelque sorte, la démonstration actuelle de puissance armée meurtrière.

Face à l'« union nationale » mise à l'ordre du jour dans les pays impérialistes, il est nécessaire de faire ressortir une autre unité : celle qui doit se forger, internationalement, contre les injustices sociales et, dès lors, contre les projets impérialistes. Ces derniers conduisent, d'une part, à accentuer toutes les formes de recolonisation de la périphérie et, d'autre part, à accroître l'exploitation des salarié.e.s. à l'échelle mondiale.

Dans ce deuxième article (voir aussi éditorial, en page 2), nous cherchons à mettre en lumière : 1° des évolutions perceptibles depuis la guerre du Golfe qui s'expriment plus distinctement aujourd'hui ; 2° les fondements de la suprématie des Etats-Unis et les contradictions qui en découlent ; 3° un des objectifs des opérations militaires actuelles : une présence américaine en Asie centrale, l'Afghanistan constituant une escale.

Charles-André Udry

Mise en perspective, la guerre du Golfe (1990-1991) apparaît comme un moment charnière dans la mise en œuvre par les élites dominantes des Etats-Unis de leur actuelle politique impérialiste.

Guerre du Golfe : un nouvel envol

Certaines prémices des initiatives militaires, politiques et diplomatiques qui prennent forme aujourd'hui peuvent y être décelées.

• **Des Républiques indépendantes.** Tout début 1991, les vaines tentatives de médiation de Evgueni Primakov – alors que l'opération « Tempête du désert » avait les traits d'une programmation inéluctable – attestaient déjà l'effacement de l'URSS comme « superpuissance ». Son évanouissement allait modifier toute la configuration internationale d'une vaste région. Prennent fin les jeux d'alliances que développait l'URSS avec divers Etats du Moyen-Orient. Mais, surtout, sur les frontières de nombreux pays – de la Turquie à l'Iran – surgissent des « Républiques indépendantes », celles d'Asie centrale.

Elles vont constituer un enjeu à venir non négligeable. Ce chamboulement est d'importance, d'autant plus qu'il modifie des agencements territoriaux mis en place bien avant l'ère soviétique. Cette région constitue, actuellement, un des centres possibles du redéploiement américain.

Au même titre, une analyse de la guerre contre la Serbie (1999) ne pouvait faire l'économie d'une prise en compte des visées impériales sur les divers « corridors » (routes, fleuves, voies ferrées, pipelines...) en direction de l'Eurasie. Ces « corridors » et leurs tracés sont parfois l'objet d'oppositions d'intérêts entre puissances impérialistes, car ils restent toujours des « routes pour le capital » réellement existant¹.

• **Chocs amortis.** Que le pétrole ait été au centre de la guerre du Golfe, l'affaire est entendue. La perspective dans laquelle s'inscrit « cette guerre exceptionnelle, depuis la période initiée en 1945, menée pour des ressources économiques » mérite cependant un peu plus d'attention. Un des spécialistes israéliens de l'économie pétrolière, Paul Rivlin, écrit dans une étude datée d'octobre 2000 : « L'Ouest a effectué un

investissement énorme, politique, militaire et économique pour maintenir la stabilité de l'approvisionnement du pétrole en provenance du Moyen-Orient. Ce fait élémentaire est compris par tous ceux concernés par la politique ayant trait au pétrole dans la région et représente un changement de position par rapport à 1973. Les Etats-Unis disposent maintenant pratiquement d'une présence permanente dans le Golfe afin de dissuader l'Irak et l'Iran. Des chocs [guerres] comme celui qui s'est produit en 1991 (qui n'a conduit qu'à une hausse temporaire des prix du brut) sont nettement moins probables étant donné la présence américaine dans le Golfe. » (Paul Rivlin, *World Oil and Energy Trends: Strategic Implications for the Middle East*, Université de Tel-Aviv, octobre 2000, p. 84)

La présence militaire (et économique) des Etats-Unis doit réguler flux et prix du pétrole sur la durée. Mais, simultanément, elle participe à nourrir des forces politiques islamistes – diversifiées – et des contradictions politiques dans plus d'un pays, ce qui concourt à fragiliser (un peu) sa mainmise². Dans ce sens, soumettre ►

définitivement l'Irak permettrait à Washington, à la fois, d'avoir la haute main sur des réserves pétrolières cruciales et de ne plus susciter les réactions de colère provoquées par un embargo criminel. Rien d'étonnant donc que l'Irak soit mentionné parmi les objectifs possibles de « la guerre contre le terrorisme ».

Depuis le début des années 1990, la politique américaine dite de sécurité va intégrer – cette fois sans aucun camouflage – des éléments qui se trouvent au centre des préoccupations des grands groupes financiers et industriels sous l'égide desquels s'opère la mondialisation du capital : accès sécurisé aux ressources primaires ; maîtrise des réseaux de transport (énergie, marchandises...) et de communications ; ouverture de tous les marchés ; protection des investissements, etc.³ On y reconnaît aussi les objectifs du FMI ou de l'OMC.

• **Nouvelles guerres.** Après la guerre du Golfe, le Département de la défense met l'accent sur des systèmes d'armement – capacités antimissiles de théâtre – qui permettent de mieux protéger les régions où se déploient les forces d'intervention alliées ou américaines contre de possibles ou supposées attaques de missiles. A cela s'ajoute la « sanctuarisation » des Etats-Unis, censée être assurée par le vaste programme de défense antimissile (NMD). La prééminence militaire américaine se renforce encore. Elle va de pair avec de fortes subventions pour la R & D allouées aux groupes industriels américains, particulièrement dans la haute technologie.

La neutralisation des « Etats voyous » remplace la « lutte contre le communisme » pour justifier ces projets d'armement. Assez vite, au cours des années 1990, derrière la liste (changeante) des « Etats voyous », se profilent, tout d'abord, la Chine, mais aussi la Russie, en tant qu'ennemis potentiels sur le moyen terme⁴.

Le « nouvelle guerre contre le terrorisme » – associée aux « interventions humanitaires » – va ajouter une pièce originale aux dispositifs militaires et (géo)politiques.

• **Assurer l'hégémonie.** En 1990, une « Grande Coalition » était patronnée par le général Colin Powell afin de « libérer le Koweït »... et de « partager » les frais de la guerre. Cette formule rappelle celle invoquée aujourd'hui par le même Powell ou

par Rumsfeld, secrétaire à la Défense. La facture risque aussi d'être « coalisée ».

Or, le terme de circonstance « coalition » camoufle, en fait, une tendance forte. Elle s'est concrétisée depuis 1991 : les Etats-Unis ont sans cesse joué la carte OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) pour maîtriser les oppositions d'intérêts pouvant exister entre eux et des puissances impérialistes européennes (France, Allemagne). En même temps, cette option ne réfère pas Washington dans l'utilisation à sa convenance de l'OTAN, telle que la situation présente le démontre.

Au risque de forcer de trait, nous mettrons en relief six éléments à ce propos.

1° Dès 1991-1992, Washington fait connaître son opposition à une « politique de défense européenne » qui affirmerait son autonomie et qui entrerait en concordance avec des rivalités au plan économique. En 1992, Paul Wolfowitz, aujourd'hui proche de Bush fils, a été l'auteur d'un des documents les plus virulents à ce propos, en tant que sous-secrétaire à la Défense et donc bras droit de Dick Cheney, actuel vice-président (*Guardian*, 18 mars 1992). L'hégémonie militaire américaine est étroitement liée à la consolidation et à l'expansion des intérêts économiques⁵.

2° Les initiatives de défense franco-allemandes, puis celles des principaux pays européens, au cours des ans, se sont clairement subordonnées au cadre stratégique défini par l'OTAN, dirigée par les Etats-Unis. Les déclarations de l'ex-secrétaire général de l'OTAN, le social-démocrate Javier Solana (Etat espagnol), sont là pour l'illustrer.

3° La suprématie militaire des Etats-Unis lors de la guerre contre la Serbie, de manière encore plus tranchée qu'à l'occasion de la guerre du Golfe, a éclairé les rapports de force en présence au sein de l'Alliance. L'emprise incontestée des Etats-Unis sur les systèmes d'armement est manifeste. Les forces armées européennes ont dû reconnaître, dans les faits, leur « soumission ».

4° Dans le nouveau Concept stratégique de l'OTAN, adopté en avril 1999, une place de premier rang est donnée à l'interopérabilité des forces armées. Il s'agit, selon le langage officiel, de rendre plus fluides les

missions des différents membres de l'Alliance au travers des GFIM (Groupes de forces interarmées multinationales). La concrétisation de cette « interopérabilité », dont les lignes de force ont été dessinées par les Etats-Unis, assure une primauté au complexe militaro-industriel américain. Cela réduit l'indépendance des programmes européens d'armement et tend, dans certains cas, à les intégrer à ceux des Etats-Unis. En outre, pour conquérir des marchés internationaux, des ententes transatlantiques prennent forme. C'est le cas, pour certains missiles, entre Boeing et MBDA (un groupe où se retrouvent l'euro-péen EADS et l'anglais BAE Systems). La conjoncture va stimuler ces accords (*Wall Street Journal*, 4 octobre 2001).

5° Les limites de la constitution, jusqu'en 2003, d'une force de déploiement rapide des principaux pays européens sont tracées par les diverses observations faites ci-dessus. En outre, malgré des contradictions interimpérialistes, un accord existe sur la substance : la défense des conditions cadre de la mondialisation du capital, avec sa dimension transatlantique. Une bonne illustration nous en est offerte par le Transatlantic Business Dialogue (TABD), créé en 1995⁶. Il peut être défini comme un organisme de négociations et de décisions entre représentants privés et publics du capital concernant les intérêts américains et européens discutés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ainsi, les mandataires des grandes firmes américaines (le président du TABD est James J. Schiro de PriceWaterhouseCoopers) et européennes (le vice-président européen est Michael Treschow d'Electrolux) dialoguent, par exemple, avec les représentants de la Commission européenne et du Secrétariat au commerce des Etats-Unis. Le commissaire français Lamy, social-démocrate, entretient d'excellentes relations avec son équivalent républicain Zoellick. Concertation ne signifie pas toujours entente. Toutefois, un tel organisme participe à définir les intérêts transatlantiques au sein de l'OMC.

Enfin, malgré des convergences au sein de l'Union européenne (UE), l'hétérogénéité est encore suffisante pour qu'un proche allié des Etats-Unis, comme la Grande-Bretagne, puisse neutraliser des initiatives autonomes qui déplairaient à Washington.

Que le discours guerrier de Tony Blair à la Conférence du Labour Party, le 2 octobre, soit transmis en *live* sur la chaîne américaine économique CNBC en dit beaucoup, autant sur le Labour que sur les voies pénétrables du grand capital.

6° Certes, la concurrence entre firmes transnationales, qui possèdent leur enracinement dans divers pays impérialistes, existe et parfois s'accroît. La formation d'un grand groupe de défense et d'aéronautique comme EADS – constitué par des firmes française, allemande, italienne et espagnole – exige des débouchés fournis par les gouvernements européens et participe donc aux projets de défense européens. Mais le marché américain de l'armement représente un segment tout à fait important aussi bien pour EADS que pour BAE (britannique).

Concurrence et partenariat se croisent. Par exemple, les Etats-Unis, par le truchement de l'OTAN, imposent leurs armements aux nouveaux venus : Pologne, Hongrie, Tchéquie... De la sorte, ils contrecarrent une dynamique politique future liée à l'expansion des groupes économiques allemands en Europe de l'est. Lorsque, devant le *Bundestag* allemand, Vladimir W. Poutine insiste sur la fonction de « centre important et effectivement indépendant de l'Europe dans la politique mondiale », il met le doigt sur des oppositions d'intérêts face aux Etats-Unis qui sont bien compris par des fractions de la classe dominante allemande. Mais il faut replacer cela dans le cadre présent des rapports de force militaro-politiques d'ensemble.

Ainsi, l'OTAN sert, entre autres, de vecteur et de bras de levier économiques pour les grandes firmes des Etats-Unis dans leurs relations avec leurs compétiteurs et, souvent, partenaires. L'Alliance complète et renforce la place prééminente de Wall Street au sein de la finance mondiale.

Une suprématie sans égale... et ses périls

Après les attentats du 11 septembre, nous nous trouvons donc face à une situation historique particulière. Jamais au cours du XXe siècle, on n'a assisté à un déploiement mondial, multiforme – militaire, sécuritaire, diplomatique, économique, financier – placé sous la houlette d'une

seule puissance impériale : les Etats-Unis, qui sont sans rivale.

En outre, l'opération « Liberté immuable » prend son essor dans un contexte marqué par une récession de plus en plus « globale » et un krach boursier rampant, sur lequel va encore agir l'annonce des baisses de profits des grandes sociétés. Ce contexte économique ne restera pas sans répercussion sur la gestion conjointe du militaire, du policier, de l'économie et du « social ».

• **Les déficits du souverain.** La suprématie des Etats-Unis trouve son fondement au plan économique, ou plus exactement dans la place occupée par le capitalisme américain au sein d'un système capitaliste international fortement hiérarchisé. Ici, s'intriquent économie et (géo)politique.

Il ne s'agit pas de passer en revue les causes de la croissance au cours de la dernière décennie et du retournement du cycle de l'économie américaine⁷.

Un point doit être souligné, car plus directement en rapport avec le déploiement mondial engagé par l'administration G.W. Bush. *Business Week* (8 octobre 2001) titre et sous-titre ainsi un article : « *Les investisseurs étrangers se dirigent-ils vers la sortie ? Ils n'ont pas fui les Etats-Unis, jusqu'à maintenant, mais cela pourrait changer.* » On peut comprendre l'inquiétude, lorsque le déficit annuel de la balance extérieure courante atteint le record de 445 milliards de \$ en 2000. Cela mesure la contribution du monde à une économie qui jouit des passe-droits du souverain, sous la forme de différents déficits – extérieur, des ménages, des firmes – qui s'enchaînent les uns les autres. Les auteurs de l'hebdomadaire concluent que les Etats-Unis continuent d'avoir un « avantage structurel ». Si les flux de capitaux vers les Etats-Unis perdurent : « *Cela serait une victoire sur le terrorisme.* » En effet, les investissements nets en portefeuille, en provenance de l'extérieur des Etats-Unis, se sont multipliés par presque cinq entre 1993 et 2000. Alors que l'économie ralentissait, « *les étrangers ont acheté pour 298 milliards de \$ de titres jusqu'en juin. A la fin du premier semestre, ils détenaient 1117 milliards de \$ d'obligations.* »

Par « avantage structurel », il est fait référence à cette aptitude à ponctionner et recueillir des capitaux provenant du

monde entier (des pays du centre et de la périphérie), capitaux issus de l'exploitation des salariés, des paysans et de recyclages financiers plus ou moins obscurs.

De plus, par son volume exceptionnel, le marché financier américain est incontournable. De fin 1995 à juin 2001, les actifs financiers détenus par des « étrangers » aux Etats-Unis ont passé de 3500 milliards à 7800 milliards (*Business Week*, 15 octobre 2001). Enfin, les crises dans la périphérie (Amérique latine et Asie) ou au Japon nourrissent l'afflux de capitaux de placement : « *Le fait est que le marché américain affaibli reste encore plus sûr que beaucoup d'autres.* » (*Business Week*, 8 octobre 2001)

Au cours de ses différentes étapes, l'opération dite de « guerre contre le terrorisme » prendra en compte la préoccupation de maintenir cet avantage comparatif des Etats-Unis par rapport aux autres puissances impérialistes. La tenue du dollar (par rapport aux autres devises) et l'étayage de ces flux vers les marchés américains seront une préoccupation permanente des cercles dirigeants ; car ce flot de capitaux de placement a acquis une place déterminante dans la configuration de ce capitalisme dominant.

• **Consensus pour banquiers.** L'hégémonie des Etats-Unis – qui apparaît sans équivalent depuis le début du siècle – ne rime ni avec stabilité accrue dans les diverses régions du monde ni avec une sorte de maîtrise des processus économiques et sociaux. Au contraire.

Un ensemble de mesures structurant la contre-réforme néo-libérale a exacerbé des contradictions propres au système capitaliste international et provoqué des déséquilibres, des instabilités à l'échelle planétaire ainsi que des conflits armés.

Le « consensus de Washington » – selon la formule lancée en 1989 par l'économiste John Williamson – traduisait un accord entre les cercles dirigeants de Washington et, (physio)logiquement, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Cette collusion était organisée autour : de la libéralisation maximale des échanges et des investissements directs à l'étranger ; d'une déréglementation des marchés financiers ; d'une vague de privatisations sans frontière et, conjointement, de mesures de protection accrue de la pro- ▶

priété privée; d'une politique budgétaire très restrictive et de la suppression d'une série de subventions à des biens de première nécessité; de dévaluation des monnaies des pays de la périphérie pour « accroître leur compétitivité à l'exportation » et pouvoir payer la dette (ou, pour certains pays, d'arrimage de leur monnaie au dollar, afin de rassurer les investisseurs-créanciers).

The Economist, dans un supplément spécial consacré à « *La mondialisation et ses critiques* », titre : « *Les anti-globalistes considèrent « le consensus de Washington » comme une conspiration pour enrichir les banquiers. Ils n'ont pas tout à fait tort* » (29.9-5.10. 2001, *Survey*, p. 27). L'hebdomadaire de la place financière a, en grande partie, raison. Si ce n'est que les vues conspiratrices lui appartiennent plus qu'elles ne sont le propre des analystes-militants critiques de la mondialisation du capital.

• **Des cassures.** Depuis quelques années, les effets, sur le moyen terme, des orientations du « consensus de Washington » et des formes d'expansion impérialistes provoquent des « troubles » qui inquiètent le grand Capital. En effet, ce dernier recherche aussi une relative stabilité afin d'assurer la rentabilisation (la valorisation) de ses investissements. En outre, les réponses aux crises multiformes provoquent des contrecoups inopinés.

Stephen Roach, l'économiste en chef de la grande banque Morgan Stanley, traduit cette inquiétude dans un article du *Financial Times* (28.09.2001). Après avoir noté que « [...] les puissances dirigeantes du monde semblent actuellement se rassembler d'une façon extraordinaire après l'attaque » du 11 septembre, il relève les inégalités croissantes entre les pays et les populations du centre et de la périphérie. Dans la foulée, il note que « ces nouvelles alliances peuvent échouer dans un domaine important. Elles peuvent enfoncer un coin encore plus grand entre le monde développé et le monde en développement. De telles cassures géopolitiques pourraient renforcer des différences économiques qui fermentent depuis longtemps et isoler de manière croissante le monde en développement. » Après avoir passé en revue des revers de l'internationalisation du capital au cours d'un siècle et demi, S. Roach conclut : « Les pré-

conditions de ces reculs précédents – une disparité accrue des revenus et des tensions géopolitiques – semblent nous hanter aujourd'hui. Non seulement l'histoire nous enseigne qu'il n'y a rien d'intrinsèquement stable dans la globalisation, mais elle met aussi en lumière que cette dernière sème les éléments de sa propre perte. Malheureusement, cette fois, cela pourrait ne pas être différent. »

Il est moins question de valider cette analyse sur l'avenir de la « globalisation » que de rendre attentif aux préoccupations de véritables mandataires des dominants. Ces derniers réfléchissent aux conditions d'ensemble de valorisation du capital et donc de reproduction du système.

Certes, pour certains, à court terme, dans le contexte d'une véritable recolonisation économique de la périphérie, la mise en place de « protectorats » peut sembler une réponse. Au fond, c'est ce que proposent, aujourd'hui, les Etats-Unis pour l'Afghanistan. Cela est déjà le cas pour le Kosovo. L'historien propagandiste Paul Johnson, dans le *Wall Street Journal* (4.10.2001), ne manque pas de proposer que, sous l'égide du Conseil de sécurité, soit remis en place le système des mandats de la Ligue des nations : « *une forme respectable de colonialisme... qui a servi dans l'entre-deux guerres... en Syrie et en Irak* ». Il poursuit : « [avec le soutien qu'ont les Etats-Unis], il ne devrait pas être difficile d'imaginer une nouvelle forme de mandat de l'ONU qui place les Etats terroristes [lesquels? – réd.] sous une supervision responsable ». Sous un certain angle, l'embargo à l'encontre de l'Irak (du peuple irakien) et les bombardements réguliers représentent une réalisation de cette « supervision responsable ». Le prix humain en est connu; de même que le coût politique pour l'impérialisme au Moyen-Orient.

De manière plus substantielle, ce qui « hante » Stephen Roach et ses pairs sont les contradictions propres à la présente mondialisation du capital. Le constat est fait de la vulnérabilité croissante d'un ensemble d'économies présentées comme « émergentes » : Mexique, Sud-Est asiatique, Russie, Brésil et à nouveau Argentine, Brésil... Les crises-chocs n'ont cessé de se répéter; soit elles sont plus fortes, soit elles laissent des marques bien plus

profondes que celles pronostiquées en 1999 (Asie du Sud-Est).

Une des manifestations (et non des causes) de ces crises réside dans le départ massif et rapide de capitaux. Dans son dossier intitulé « *Un monde nouveau* », *Business Week* (8.10.2001) écrit : « *Beaucoup des traits les plus prometteurs de la mondialisation sont en train d'être mis en question. Pour les marchés émergents, la très large ouverture des marchés financiers promue au cours des années 1990 apparaît comme un danger permanent dans la mesure où – comme une fois de plus – les investisseurs retirent brutalement les fonds du Brésil, de Corée ou d'autres pays qui sont à des milliers de kilomètres de lower Manhattan.* » Ces arrivées et départs de capitaux traduisent la domination impérialiste. Ils accentuent une crise économique qui, elle, fait obstacle à l'appropriation systématique de la richesse produite dans ces pays par les capitalistes du centre et leurs partenaires locaux.

Cependant, l'interrogation majeure au sein des cercles dirigeants impérialistes est la suivante : ces crises-chocs vont-elles rester circonscrites aux économies de la périphérie ou bien trouveront-elles une voie vers les économies du centre, vers les Etats-Unis en premier lieu ? Alors, effectivement, une crise « globale » pourrait redessiner brutalement les traits de l'actuelle mondialisation.

Dans ce sens, la conjoncture économique, diplomatique, militaire actuelle représente un moment possible de redéfinition partielle de certaines options qui ont marqué les années 1990. Cela dépendra de très nombreux facteurs, parmi lesquels se trouvent, d'une part, l'éventail des capacités des salarié-e-s des pays impérialistes et des pays de la périphérie de développer une « résistance globale » et, d'autre part, la possibilité pour l'économie américaine de continuer à ponctionner des ressources de pays du centre et de la périphérie.

De l'Afghanistan à l'Asie centrale

Une fois dégagées les lignes de force de la réorganisation impériale américaine depuis la guerre du Golfe et de la suprématie des Etats-Unis – accompagnées des profondes contradictions produites par la conformation de la mondialisation – une question vient à l'esprit : le « réseau Al-Qaeda » et

Oussama Ben Laden ainsi que ses supporters talibans d'Afghanistan représentent-ils la cible centrale de la campagne militaire des Etats-Unis ?

• **Kaboul, une escale ?** Certes, l'objectif proclamé est plus vaste : « *le terrorisme international* ». Cette réalité reste difficile à circonscrire. Au sein de la vaste « coalition » mise en place, l'entente sur ce thème ne se fera pas aisément et ne durera en tout cas pas. Pour l'heure, l'administration Bush s'en sort : avec une déclaration sur le droit des Palestiniens à un Etat ; avec un silence convenu sur les réseaux hyperintégristes enracinés en Arabie saoudite et qui contestent le clan au pouvoir, allié des Etats-Unis ; et avec d'autres expédients diplomatiques, habituels pour une puissance accoutumée à exercer un droit d'ingérence qualifié – souvent à juste titre – de terrorisme d'Etat.

Avec unanimité, les porte-parole américains et britanniques annoncent que ce genre de « lutte anti-terroriste » sera long et complexe. Cela offre l'avantage de pouvoir travailler sur la concrétisation de plans qui avaient le statut de scénarios et, surtout, de préciser des desseins impériaux dans un contexte où Bush profite d'un appui peu imaginable précédemment.

Si l'objectif premier et prioritaire consiste à « déloger » Oussama Ben Laden et à écarter les talibans – tout en cooptant peut-être une fraction d'entre eux – du pouvoir à Kaboul, les efforts militaires et diplomatiques des Etats-Unis semblent quelque peu disproportionnés. Ou, alors, il s'agirait avant tout de faire une démonstration de force ayant une fonction politique interne – ce qui expliquerait son timing assez serré – en offrant quelques preuves imagées d'efficacité à « l'opinion internationale ». Dans cette hypothèse, qui restreint le champ d'intervention à l'Afghanistan, les Etats-Unis bâtiraient une action de représailles, puis, certains buts déclarés atteints, se retireraient partiellement.

• **Gaz et pétrole d'Asie centrale.** Sans être contradictoire avec cette option, qualifiée d'immédiate, le champ des manœuvres de l'Etat-major américain pourrait être beaucoup plus ample. Examinons une première pièce de ce puzzle.

Comme indiqué plus haut, l'implosion de l'URSS a attribué aux Républiques d'Asie



centrale (Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghiztan) une position beaucoup plus en vue. Dans son ouvrage *Le grand échiquier*⁸, Zbigniew Brzezinski soulignait, dans un chapitre entier, l'importance de ne pas laisser aux seules Russie et Chine le contrôle des ressources de pétrole et de gaz de la mer Caspienne et de l'Asie centrale. La littérature sur ce thème – avec sa dimension parfois de politique-fiction propre au genre – comporte certainement des milliers de pages.

Cependant, après le 11 septembre, dans divers articles consacrés à l'appui reçu, milieu des années 1990, par les talibans – de la part des Etats-Unis, du Pakistan et de l'Arabie saoudite – rappel est fait des projets du consortium pétrolier américain UNOCAL de construire un gazoduc et un oléoduc, partant du Turkménistan, traversant l'Afghanistan, pour déboucher sur l'Océan Indien⁹. Le projet capota, entre autres à cause de la situation très précaire en Afghanistan.

Un des spécialistes reconnus des affaires pétrolières pour le Moyen-Orient, Fareed Mohamedi, dans un article du *Middle East*

Report (juillet-septembre 1997), relevait déjà l'importance, à moyen terme, des ressources en pétrole et en gaz de cette région d'Asie centrale. Il indiquait que des familles saoudiennes participaient à des investissements dans les hydrocarbures au sein de certaines nouvelles Républiques indépendantes.

Paul Rivlin (voir plus haut), en octobre 2000, faisait la recommandation suivante : « *Toute assistance qui peut être donnée aux pays dans la région [Asie centrale] afin de développer leurs économies et de trouver des voies de coopération où il y aurait des gains mutuels rendrait plus aisées la mise en place des pipelines et l'exportation du gaz et du pétrole.* » (p. 85) Une société israélienne – Merhav Group – possède des intérêts importants au Turkménistan. Au cours des derniers mois, une lecture du sérieux hebdomadaire *Oil & Gas Journal (OGJ)* suffit à démontrer les intérêts – dans les diverses acceptions du terme – qui entourent les ressources en gaz (et en pétrole) de cette région. Le 13 août 2001, l'*OGJ* notait : « *La Russie continue à dominer l'approvisionnement en gaz des marchés européens.* » Le 10 septembre, la ►

même publication écrit : « *L'Asie centrale représente aujourd'hui une des plus importantes zones frontières dans le monde pour des recherches géologiques et des analyses, offrant des possibilités pour l'investissement dans les découvertes, le transport et le raffinage d'énormes quantités de ressources en pétrole et gaz... Ceux qui contrôlent les voies [du pétrole et du gaz] de sortie de l'Asie centrale auront une influence sur l'ensemble des destinations et des flux ainsi que sur la distribution des revenus des nouvelles productions.* »

Dans cette « zone frontière », les enjeux recoupent donc aussi bien le contrôle des ressources et de leur transport que les relations stratégiques entre les Etats-Unis et la Russie, mais aussi la Chine, pour ne mentionner que les « acteurs » principaux. Patrick Cockburn, le 19 septembre, correspondant du quotidien anglais *The Independent* à Moscou, résume ainsi la situation : « *La semaine passée, le ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, a affirmé catégoriquement que même dans le cas de figure le plus hypothétique, la Russie ne voulait pas que les Etats-Unis utilisent les bases en Asie centrale pour sa campagne contre l'Afghanistan. Il s'avançait peut-être un peu trop. Abdoul Kamilov, le ministre des Affaires étrangères de l'Ouzbékistan, est apparu peu après en disant que son pays laisserait aux Etats-Unis l'utilisation de son territoire.* » Cockburn poursuit : « *Cela place Moscou devant un dilemme. Il pourrait offrir des corridors aériens aux Etats-Unis sans réduire son influence. Mais que se passerait-il si les Etats d'Asie centrale commençaient à passer des accords avec l'Amérique qui, dans les faits, évincent la Russie ?... Pour la première fois depuis l'implosion de l'URSS, les positions des Etats de l'Asie centrale acquièrent une certaine importance. Moscou est quelque peu décontenancé par de tels intérêts internationaux dans son arrière-cour.* »

Poutine a opté pour la collaboration avec les Etats-Unis. De la sorte, non seulement la Russie pourra poursuivre la guerre en Tchétchénie – avec la bénédiction ou le silence de tous – mais en étant sur le terrain (ou en coparticipant), sa tâche de surveillance de la situation en Asie centrale pourrait être facilitée. Ce choix était quelque peu contraint. En effet, les cliques au pouvoir dans divers Etats jouaient déjà la carte d'un rapprochement avec les Etats-Unis. Pour l'Ouzbékistan, cette option s'insère dans une politique d'ouverture aux investissements étrangers dans le pétrole qui s'est encore accentuée suite aux décrets d'avril 2000¹⁰. Le président Islam Karimov peut, en outre, être assuré d'un appui à sa féroce répression des « islamistes ».

• **Une installation dans l'arrière-cour russe.** Cette projection américaine vers l'Asie centrale avait été éclairée, sous l'angle d'une modification dans la chaîne de commandement des forces armées des Etats-Unis, par Michael T. Klare. En mai-juin 2001, dans la revue *Foreign Affairs*, ce spécialiste reconnu écrivait dans un article intitulé « La nouvelle géographie du conflit » : « *En octobre 1999, dans une exceptionnelle modification de sa géographie militaire, le Département de la défense a déplacé le commandement suprême des forces américaines en Asie centrale de celui de la région Pacifique vers le commandement central. Cette décision n'a provoqué aucun titre de presse, ni d'autres signes d'intérêt aux Etats-Unis, mais elle représente toutefois un changement significatif dans l'orientation stratégique américaine. L'Asie centrale était auparavant considérée comme le sujet d'une préoccupation périphérique, une région limitrophe pour le commandement du Pacifique par rapport à ses principales régions de responsabilité : la Chine, le Japon et la péninsule coréenne.*

Mais cette région qui s'étend des montagnes de l'Oural aux frontières ouest de la Chine a acquis maintenant une importance stratégique à cause des vastes réserves de pétrole et de gaz naturel qui se trouvent sous et tout autour de la mer Caspienne. Dans la mesure où le commandement central contrôle déjà les forces dans la région du Golfe persique, il en découle que son contrôle sur l'Asie centrale signifie que cette région va recevoir une attention soutenue de la part des personnes qui ont la tâche première de protéger le flux de pétrole vers les Etats-Unis et leurs alliés... Derrière ce changement stratégique, il y a une nouvelle importance donnée à la protection de l'acquisition de ressources vitales, spécialement le pétrole et le gaz naturel. »

L'ensemble de ces données laisse donc penser que – au-delà de l'engagement immédiat en Afghanistan – commence à se mettre en place un dispositif qui marque un changement important dans l'extension de la présence américaine dans cette zone stratégique. Des heurts futurs pourraient en découler, d'autant plus que les imprévus caractérisent le déroulement des guerres, surtout « nouvelles ».

Le quotidien *The Wall Street Journal* a suivi l'affaire de près. Vladimir Socor vient d'enfoncer le clou : « *Le Kremlin affirmait que l'Asie centrale – avec ses cinq Républiques anciennement dirigées par l'URSS et maintenant indépendantes – doit être traitée comme une sphère d'influence russe. L'Amérique et plusieurs de ces pays sont en désaccord avec cette déclaration de propriété sur une région stratégique vitale.*

Malgré des tentatives très dures, la Russie a été incapable d'empêcher l'Ouzbékistan et le Kazakhstan de rallier une coalition volontaire antiterroriste dirigée par les Etats-Unis. Et la Russie a échoué à faire basculer la position neutre du Turkménistan... Le déploiement [américain] devrait être le premier pas en direction de la construction d'un système de sécurité effectivement international pour la région, avec un engagement américain actif et à long terme. » (5-6 octobre 2001)

Voilà une façon d'arbitrer, demain, que la banque française BNP-Paribas n'imaginait pas encore cet été : « *La construction de nouvelles voies d'acheminement des hydrocarbures vers les marchés internationaux est perturbée par le grand jeu des puissances mondiales ou régionales (Etats-Unis, Russie, Chine, Turquie), qui rend délicat l'arbitrage entre les logiques commerciales et géopolitiques.* » (Conjoncture, juillet-août 2001)

L'Afghanistan est placé aujourd'hui au centre des grandes manœuvres militaires. Une fois de plus, le peuple afghan – victime depuis fort longtemps de conflits où des Etats régionaux et des puissances internationales n'ont jamais hésité à utiliser par procuration « des combattants de la liberté » – va payer un prix effrayant. Mais l'armada « antiterroriste », sur le moyen terme, va servir à bien d'autres buts dont l'intérêt est fort éloigné des rations alimentaires qui accompagnent les bombes. (5.10.2001, à suivre). ■

1. Voir sur ce point l'ouvrage du chroniqueur économique du quotidien italien *Il Sole/24 Ore*, Alberto Negri, *La pace e la guerra*, Il Sole, 1999.
2. Voir à ce propos *Middle East Report*, automne 2001, N° 220, « Shaky Foundations. The US in the Middle East ».
3. Voir Claude Serfati, *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*, Editions Textuel, 2001.
4. Voir Gilbert Achcar, *La nouvelle guerre froide. Le monde après le Kosovo*, PUF, Actuel Marx, 1999.
5. Voir David N. Gibbs, « Washington's New Interventionism », in *Monthly Review*, septembre 2001.
6. Voir Pollack et Shaffer, *Transatlantic Governance in the Global Economy*, Rowman & Littlefield Publishers, 2001.
7. Voir François Chesnais, Gérard Duménil, Dominique Lévy, Immanuel Wallerstein, *Une nouvelle phase du capitalisme*, Editions Syllepse, 2001.
8. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard : American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, Basic Books, 1997.
9. Voir Institute for Afghan Studies, étude de Fahrad Adad, *What Benefits would Pipelines provide for Afghanistan. A Business Case Study*, 28 juillet 2001 (sur le Net), et *Libération*, 17 septembre 2001.
10. Voir « Uzbekistan proposes attractive conditions for direct foreign investments oil and gas sector of economy » (www.oaric.com/ouzpetrole.htm).

Une période test

Ce dossier (pages 10-30) sur le mouvement international contre la mondialisation du capital a été préparé avant le 11 septembre. Son point de départ : la mobilisation très importante, fin juillet, à Gênes.

- Or, après l'attentat criminel du 11 septembre, une « guerre contre le terrorisme » a été lancée par les Etats-Unis, appuyés par leurs alliés européens. La portée de cette troisième guerre conduite par les Etats-Unis au cours d'une décennie – Golfe en 1990-1991 et Serbie-Kosovo 1999 – ne doit pas être sous-estimée. Ce d'autant plus qu'elle intervient dans un contexte de retournement marqué de la conjoncture économique. Toutes les implications de ce déploiement militaire impérialiste – adossé à une nouvelle « guerre froide contre le terrorisme » – sont encore difficiles à prendre en compte. Néanmoins, ce serait faire preuve d'une irréflexion excessive que de considérer ces grandes manœuvres militaro-politiques comme un conflit relativement ponctuel. Si c'était le cas, il suffirait, tout bonnement, d'affûter quelques arguments et de reconduire les mobilisations passées, auxquels il conviendrait d'ajouter un volet supplémentaire « contre la logique de guerre ». Des interrogations plus soutenu nous paraissent indispensables.

- A Québec comme à Gênes une jonction s'est produite entre un secteur du mouvement ouvrier organisé (avant tout syndical) et les multiples forces engagées dans les mobilisations « anti-mondialistes ». De plus, ce mouvement de protestation se développe dans un climat différent de celui du début des années 1990. Ainsi *The Economist* remarque qu'« au mieux elles [les institutions internationales comme l'OMC ou le FMI] ne peuvent attendre qu'une acceptation à contrecoeur de la part de l'opinion publique » (*Survey*, p. 3, 29 septembre 2001). Et, lorsque les « firmes multinationales... commencent à raconter comment elles ne vont plus mettre le profit au premier rang, les gens (à juste titre) pensent qu'elles mentent » !

Depuis septembre-octobre, les bombardements et la campagne de propagande – orchestrée de manière bien rodée – n'ont pas fait exploser les piliers de cette contestation diffuse à l'encontre des diverses

expressions économiques, sociales, politiques et culturelles de la mondialisation capitaliste. Néanmoins, le cadre change et les enjeux deviennent, en quelque sorte, plus concrets sous l'effet d'une guerre et d'une récession qui mettent au jour la réalité des rapports de force effectifs entre classes – et leurs diverses représentations – au sein des divers pays et sociétés, à l'échelle internationale. Lorsque l'Argentine plonge dans l'abysse, la revendication la plus élémentaire pose de suite la question du pouvoir. L'ampleur d'une manifestation à l'occasion d'un sommet européen ou d'une rencontre de l'OMC se situe dans un registre différent.

- Climat de guerre et renversement de la conjoncture économique – avec sa cohorte de licenciements et de hausse du chômage – interviennent à un moment où le mouvement de résistance globale est encore relativement récent et incertain (comme de normal) sur de multiples questions ; sans même mentionner son inexistence dans des parties fort importantes du monde. Mais, surtout, le mouvement ouvrier organisé (syndical) reste, pour l'essentiel, soumis aux injonctions d'ensemble des politiques gouvernementales et patronales dans la majeure partie des pays impérialistes. La réorganisation, au sens le plus fort du terme, d'un mouvement anticapitaliste des salarié-e-s est encore balbutiante, syndicalement et politiquement.

Les gouvernements – de droite comme socio-démocrates qui se font les hérauts de la « guerre contre le terrorisme » – et les appareils syndicaux feront tout pour brider des luttes de salarié-e-s et faire obstacle à une jonction, plus soutenue, entre le mouvement de résistance global, les actions contre la guerre et les organisations de salarié-e-s.

En outre, un fait doit être enregistré : il est plus difficile de résister, avec un certain succès, à des licenciements brutaux « justifiés » par la faillite ou le marasme d'une industrie (attribués frauduleusement à l'attentat du 11 septembre) que de mettre en cause les licenciements effectués par une entreprise bénéficiaire qui vise à soutenir le cours de ses actions en Bourse. Le sentiment d'impuissance peut reprendre le des-

sus et pousser à une « politique de concertation » dont les perdants sont déjà désignés.

- L'acceptation d'une modération revendicative par les syndicats allemands, fort bien accueillie par le social-démocrate Schröder et le patronat, fournit un premier indice du climat de « paix sociale qu'exige la guerre ».

Aux Etats-Unis, le dirigeant de l'AFL-CIO, John Sweeney, a accordé son appui complet à Bush ; la participation officielle à la manifestation « pour la justice globale » prévue à Washington pour le 30 septembre a été annulée par la centrale syndicale. Le dirigeant du syndicat de l'automobile au Canada, Buzz Hargrove, veut décommander la mobilisation prévue, à l'échelle internationale, pour les 9-10 novembre.

Cependant, ces prises de position ont suscité des oppositions significatives dans les rangs syndicaux américains. Ce qui est nouveau. Après quelque six ans de réorganisation, le syndicalisme aux Etats-Unis se trouve à un carrefour. Plier devant « l'unité nationale » et les menaces de rétorsion ou les repousser, se replier ou maintenir une solidarité internationale, voilà les options qui se présentent à une force sociale cruciale pour l'avenir de tout le mouvement de résistance globale.

- L'ensemble du mouvement contre la mondialisation du capital se trouve face à deux interrogations : 1° Comment développer un large mouvement anti-guerre et anti-impérialiste, car la mondialisation capitaliste réellement existante possède les traits concrets d'un impérialisme où le militaire occupe une place de choix ? En outre, le soutien aux revendications du peuple palestinien doit se réaffirmer, si une jonction – même limitée – veut être établie avec des forces qui, sans cela, seront emprisonnées dans une idéologie rétrograde et sans issue (« intégrisme islamiste »). 2° Comment faire face à une politique d'ordre – qui met à nu le visage de la « démocratie capitaliste » bornée par les droits souverains de la grande propriété privée – conduite au nom d'un effort conjoint de « lutte contre le terrorisme » et d'« effort patriotique » afin de « combattre » une crise économique qui serait née le 11 septembre ? – *cau*

Perspectives socialistes face à

Le développement d'un mouvement de résistance à la mondialisation du capital pose le problème de la tension entre des propositions radicales et modérées, entre des projets anti-impérialistes et ceux visant à « humaniser » le capital.

Par Claudio Katz *

Sont ainsi mises à l'ordre du jour les questions de réforme du capital ou d'émancipation face au capital. C'est autour du programme à préciser que se constitue un axe de débat dans ce mouvement.

Le problème de la taxe Tobin

La mise en place de la taxe Tobin est une des principales revendications. Cette proposition a été lancée, depuis 1998, par attac. Cette dernière a placé la revendication dans le contexte de campagnes de dénonciation du rôle parasitaire propre au capital spéculatif. Les créateurs d'attac se proposent de développer « *un mouvement d'éducation populaire orienté vers l'action* ».

Attac propose d'imposer les opérations d'achat et de vente de devises, en insistant sur le fait que seules 3 à 8 % des opérations sur devises concernent des transactions commerciales. Cette imposition, estime attac, devrait freiner la spéculation car elle rendrait plus chères les opérations de vente et d'achat – les aller et retour. De plus, elle permettrait une redistribution des fonds captés en faveur de réformes sociales dans les pays de la périphérie.

Cette proposition est présentée avec diverses nuances. Toutefois, sur le fond, elle représente une imposition progressive sur le capital financier en faveur des secteurs les plus pauvres de la société. Car elle vise à canaliser les sommes qui seraient obtenues vers des mesures répondant aux besoins sociaux des populations des pays sous-développés. L'application d'une telle imposition, à partir de mobilisations à la base, permettrait une redistribution des revenus qui renforcerait la confian-

ce politique et la capacité de lutte des exploité-e-s; leur cohésion augmenterait.

La taxe Tobin ne peut s'appliquer qu'à l'échelle internationale. Et elle n'est pas envisageable sans intégrer les quatre ou cinq marchés financiers décisifs – Europe, Etats-Unis, Japon – qui concentrent la quasi-totalité des opérations sur les devises. L'application d'un tel impôt détruirait toutes les élucubrations élaborées sur « l'immatérialité de la monnaie » et mettrait en lumière le sens effectif que prendrait un tel prélèvement sur les « flux financiers » dans la société dite d'information. La taxe Tobin pourrait pratiquement exister si elle était appliquée à New York, Londres, Paris, Francfort et Tokyo et si une coordination s'effectuait pour son prélèvement. Il serait tout à fait envisageable que des batailles soient menées sur le plan pénal contre ceux cherchant à commettre un délit d'évasion fiscale.

La dimension mondiale de ce type d'imposition fiscale pourrait devenir un élément d'une lutte internationaliste contre les activités prédatrices du capital financier. En ce sens, elle s'assimile à des revendications démocratiques ayant valeur universelle, telles que le jugement et le châtiement des criminels qui ont perpétré des génocides et qui jouissent de l'impunité dans leur « refuge national » (par exemple, Pinochet).

Juger internationalement des criminels et pénaliser avec une taxation le capital financier représentent des revendications populaires légitimes dont la mise en application peut se faire selon des modalités différentes. Au cours de certains débats, il a été affirmé que la taxe Tobin est une « utopie réformiste », parce qu'elle susciterait un alourdissement des coûts sur les transactions financières sans empêcher les mouvements spéculatifs. Il est certain qu'une taxation n'éliminerait pas les multiples manipulations financières qui s'amplifient ou se contractent suivant l'impact du cycle économique sur le volume de la monnaie et du crédit. Mais cela n'annule pas la légitimité de revendiquer l'application d'un impôt progressif sur ces transactions spéculatives. Comme toutes les taxations de ce

type, sa mise en œuvre ne corrigerait aucun des déséquilibres du capitalisme mais permettrait une certaine amélioration des conditions de vie des opprimé-e-s.

L'expérience indique que faire aboutir de telles revendications contribue à une mobilisation pour des objectifs socialistes, dans la mesure où à travers des victoires limitées peut se dessiner un combat plus stratégique afin d'ériger une société libre de l'exploitation. Pour cette raison, la discussion sur la taxe Tobin doit se concentrer sur son rôle en tant qu'instrument de mobilisation des opprimés bien plus que sur son impact en tant que taxation. Ce qui est décisif, c'est son efficacité pour faciliter des conquêtes qui consolident la force politique et les conditions de lutte des salarié-e-s.

La dimension redistributive internationale traduit l'aspect le plus progressiste de cette revendication. Toutefois, il ne fait pas de doute qu'elle reste insuffisante pour atteindre les objectifs qu'elle se propose. C'est dans ce sens que divers programmes d'attac envisagent d'étendre la taxe Tobin à des marchés autres que le marché des changes, c'est-à-dire celui des actions et obligations. S'y ajoute une imposition sur les investissements directs à l'étranger (IDE). Ce genre de propositions est aussi important que les différentes mesures mises en avant pour combattre la fraude fiscale (suppression des paradis fiscaux, élimination du secret bancaire, revendications qui sont incorporées à ces plates-formes).

Toutefois, l'impact de ces revendications dépendra très largement des modalités de leur concrétisation, autrement dit de savoir si elles se seront imposées par « un mouvement d'en bas ».

Comment se battre pour cette taxation

La taxe Tobin est ouvertement rejetée par les néo-libéraux. Ils affirment que l'interférence dans les activités de change aboutirait à gripper la « stabilisation spontanée » de ce marché et, de plus, à provoquer des migrations de capitaux en direction des paradis fiscaux. Mais s'il est difficile d'admettre « l'équilibre naturel » du marché des changes, il est encore plus difficile

* Economiste et professeur à l'Université de Buenos Aires. Texte publié en août 2001.

la mondialisation du capital

d'ignorer que le recouvrement de cette taxation s'effectuerait, pour l'essentiel, auprès de dix opérateurs résidant à New York et à Londres. « L'émigration de capitaux » crainte ne serait pas un processus spontané, anonyme et incontrôlable. Ce serait un acte d'évasion fiscale qui exigerait d'adopter des mesures punitives et des sanctions à l'encontre de ceux qui tenteraient d'éviter cette imposition.

Ce qui est en jeu n'est pas l'optimisation de l'activité bancaire, mais une redistribution des revenus accumulés par les groupes dominants. Les néo-libéraux rejettent la taxe Tobin parce qu'ils défendent de façon jusqu'au-boutiste le capitalisme et identifient le bien-être avec l'appropriation privée et la croissance des profits. Evidemment, ils ne peuvent pas considérer que le progrès d'une société nécessite : d'organiser un affrontement contre le capital et son pouvoir et non pas de prendre des mesures visant à le séduire ; d'affaiblir le règne du marché et non pas de l'étayer ; d'éliminer l'expropriation de la plus-value

et non pas de la rendre éternelle. Dans cette perspective, la taxe Tobin, appliquée dans le cadre d'une mobilisation sociale, ferait obstacle aux objectifs du capital en canalisant une part plus grande des revenus vers la majorité de la population, ce qui serait une avancée pour le développement social et non le contraire comme le prétendent les néo-libéraux.

Mais si les néo-libéraux affirment qu'un simple impôt ferait obstacle au fonctionnement du capitalisme, beaucoup des défenseurs de la taxe Tobin magnifient son impact et attribuent à celle-ci la vertu d'éliminer les excès spéculatifs pour favoriser l'investissement productif. Cette approche fait porter la responsabilité exclusive des déséquilibres présents aux financiers. Elle suppose l'existence d'une division rigide entre spéculateurs et industriels. Elle tend à ignorer le rapport entre ces deux groupes qui s'articulent autour de la gestion des grandes firmes. Ces dernières utilisent parfois leurs fonds en direction d'opérations financières, parfois

d'opérations productives. Les banquiers comme les entrepreneurs, par leurs pratiques, nourrissent la crise actuelle et les deux secteurs vivent de l'exploitation des salariés. Tous deux bénéficient de la même oppression sociale et sont au commandement du même système économique qui provoque de graves surcapacités de production (avec fermeture d'entreprises, licenciements, chômage) et cela au même moment où quelque trois quarts de la population mondiale paupérisée ne peut avoir accès à des biens élémentaires. Aussi bien George Soros que Bill Gates, pour faire image, sont responsables du mal-être et malheur de très larges secteurs de la population mondiale.

La taxe Tobin est une initiative politiquement progressiste parce qu'elle impose le capital et non pas parce qu'elle vise spécifiquement la finance. Toute imposition des profits industriels devrait être soutenue avec le même enthousiasme. Autrement, une approche visant à châtier les « banquiers parasites » pour transférer des ►

La manifestation du 21 juillet 2001 à Gênes.

Photos Alexandre de Charrière



ressources en direction des industriels « investisseurs » équivaldrait simplement à accentuer l'extraction de la plus-value.

Un impôt frappant les activités des entreprises transnationales, par exemple, serait tout aussi adéquat qu'une imposition des transactions financières. D'ailleurs, même dans sa version la plus radicale, la taxe Tobin ne pourrait éliminer les manipulations spéculatives financières parce que le capitalisme austère et étranger à la spéculation n'a jamais existé et n'existera jamais. Ce système économique se développe autour de l'usage de la monnaie comme moyen de circulation, instrument de paiement, fonds de réserve et monnaie internationale ; et l'une ou l'autre de ces fonctions induit une spéculation.

Certes, la dimension rentière financière est un trait propre de l'économie contemporaine. Mais cette particularité dérive des déséquilibres existant dans la sphère productive d'où surgissent les processus de surproduction, la chute tendancielle du taux de profit et l'étroitesse du pouvoir d'achat. Seule une économie impliquant une gestion planifiée sur la base d'une propriété socialisée pourrait commencer à corriger ces déformations et c'est pour cela qu'il faut envisager la bataille pour la taxe Tobin dans une perspective anticapitaliste.

La présentation de cet impôt comme une action visant exclusivement les spéculateurs tend à faire croire que son application ne provoquerait pas des inconvénients aux entrepreneurs liés à la production. Mais cette façon de voir les choses entre en contradiction avec le développement de la revendication à partir de l'action populaire. En effet, aucun capitaliste, qu'il soit un investisseur financier, industriel ou dans les services, ne serait favorable à un affaiblissement de sa domination de classe. Il n'existe pas deux voies : ou l'impôt vise à favoriser les exploités (les industriels contre les

« parasites financiers »), ou il vise à renforcer les luttes populaires. Et c'est seulement dans cette dernière perspective qu'il est raisonnable de se battre pour l'obtenir, et cela à travers une mobilisation « d'en bas ».

Cela ne signifie pas qu'il soit simple que les fonds obtenus par la taxe Tobin soient affectés aux besoins populaires. De même, ce genre d'application ne sera pas facilement assimilable par le système capitaliste. Personne ne peut prédire le type de rapport de force qu'exige l'obtention d'une telle revendication. La seule chose qu'il est possible d'affirmer, c'est qu'il est préférable de se battre pour tenter de l'obtenir que d'y renoncer. Des victoires qui seraient acquises grâce à de telles luttes ne peuvent pas déboucher sur « une stabilisation du capitalisme ». Au contraire, elles susciteraient une érosion du système et renforceraient le combat pour une émancipation socialiste. Une taxe Tobin « facilement applicable » et inoffensive pour l'ensemble du capital serait une mesure de régulation financière totalement sans rapport avec les besoins populaires. Ce serait un type d'imposition qui ressemblerait à ce que le Chili a décrété entre 1991 et 1997 quand il était obligatoire que 30% des capitaux qui entraient dans le pays y soient maintenus en tant que réserves pendant un an. Cette mesure a contribué simplement à la consolidation du modèle néolibéral et n'a eu aucun impact favorable pour les travailleurs.

La taxe Tobin est une arme à double tranchant. Comme élément d'un programme de revendications minimales, servant à stimuler une mobilisation populaire et intégrant une dynamique anticapitaliste, elle favorise l'action des opprimés. En tant que mesure de régulation financière instrumentalisée par les classes dirigeantes, elle n'est autre qu'un instrument de cette domination.

La politique face à la dette extérieure

Une autre exigence des mouvements de résistance à la mondialisation du capital est celle de l'annulation totale de la dette extérieure du tiers-monde. Attac affirme que cette revendication est aussi importante que la taxe Tobin pour mettre fin à la dictature des créanciers.

Toutefois, les deux revendications n'ont pas la même signification dans les pays du

centre (les pays impérialistes) et les pays de la périphérie (les pays dominés). Et cela parce que la taxe Tobin ne peut être concrétisée que dans les pays développés alors que l'annulation de la dette est une nécessité impérieuse pour les pays dépendants. Certes, ce sont des mesures complémentaires qui touchent le capital financier et qui pourraient favoriser les populations paupérisées, d'autant plus si les fonds réunis avec la taxe Tobin servaient à aider les pays qui ne reconnaissent plus leur dette extérieure. Mais les peuples latino-américains, africains ou asiatiques ne peuvent instaurer effectivement une « taxe Tobin régionale », parce que cet impôt n'a d'effets pratiques que s'il est récolté sur les marchés du centre, qui concentrent la quasi-totalité des opérations sur devises.

Dans les pays périphériques, la bataille pour le non-paiement de la dette est beaucoup plus importante que celle pour une taxation des flux financiers. Dans les pays dévastés par la misère, par le pillage commercial et les opérations de spéculation financière, il est impossible d'espérer un « effet Tobin » afin de résoudre les problèmes issus du drainage des ressources qu'impose le paiement du service de la dette.

En Amérique latine, en particulier, la nécessité d'annuler cet endettement a été posée à diverses reprises depuis la crise mexicaine de 1982. La perspective de freiner la régression sociale du continent en renégociant des compromis réapparaît en période de relance ; mais elle se dissipe aussitôt qu'éclate une crise. Le paiement des intérêts de la dette génère une hémorragie structurelle de devises qui empêche de combattre l'asphyxie de la production. Néanmoins, dans cette région, il existe des expériences de moratoire sur la dette qui ont échoué et dont la répétition a abouti à une aggravation de l'étouffement économique.

Divers épisodes de cessation involontaire du paiement du service de la dette ont débouché sur des ajustements économiques inflationnistes (hausse vertigineuse des prix) ou déflationnistes (chute des prix, chute de la consommation et de la production). Cela s'est vérifié au Mexique après 1982, en Bolivie en 1985, au Pérou dans la moitié des années 80, en Argentine en 1989-90 et en Equateur en 2000. Ce furent des expériences traumatiques que les néolibéraux présentent comme des effets dus

Après Gênes, quelle voie pour le mouvement « anti-mondialisation » ?



au « non-paiement de la dette ». En réalité, ces crises étaient la conséquence de l'aggravation d'une dette dont le service ne pouvait plus être honoré. Ces situations de moratoire de fait ont provoqué le chaos économique et ont discrédité la revendication de moratoire ; ce que les gouvernements de droite ont utilisé pour mettre en pratique des politiques de privatisation et d'austérité anti-populaire.

Dès lors, lorsqu'on propose le non-paiement de la dette, il faut expliquer pourquoi cette mesure ne provoquerait pas les mêmes effets catastrophiques que ceux des moratoires de fait. La différence réside en ce qu'un moratoire prémédité, planifié et volontaire n'est pas une mesure provisoire visant à restaurer la capacité de paiement. C'est une façon de rompre radicalement et définitivement avec le système d'oppression qui règne sur la périphérie. Cela implique de ne pas reconnaître la dette – prouvée illégitime et frauduleuse – et d'abandonner le cadre des négociations avec le FMI, mettant par là fin aux inspections des créanciers.

Dans cette perspective, le moratoire s'intègre dans un programme anti-impérialiste intégral qui, nécessairement, inclut le contrôle des changes, la nationalisation des banques et le monopole étatique du commerce extérieur. Ces mesures neutraliseraient les instruments qui sont habituellement utilisés par les créanciers pour coincer les débiteurs : organisation de la fuite des capitaux, opposition à toute mesure fiscale, etc.

Il ne fait pas de doute qu'une telle bataille est difficile à mener de façon isolée. C'est pour cette raison qu'il faut promouvoir la configuration d'un « bloc des pays endettés ». Jusqu'à maintenant, les bourgeoisies de la périphérie ont préféré faire payer la dette à leur peuple et ne pas envenimer leurs relations avec leurs partenaires impérialistes. Dans de nombreux cas, cette attitude renvoie à un fait élémentaire : les classes dominantes des pays de la périphérie détiennent une partie des obligations liées à la dette et tirent profit du versement des intérêts. C'est pour cette raison qu'on ne peut pas conditionner le début du non-paiement à la formation antérieure d'une alliance des pays endettés.

Un moratoire, décrété dans le cadre d'un processus de transformation anticapitaliste,

serait tout à fait favorable à la population. Les revenus issus de ce moratoire pourraient être consacrés à la construction d'une économie fondée sur la propriété socialisée et la gestion planifiée.

Deux perspectives pour le moratoire

Dans la propagande faite par quelques membres d'attac, on présente l'annulation de la dette du tiers-monde comme une mesure qui serait aisément digérée par le système financier international. Pour ce faire, il est indiqué que la dette du tiers-monde ne représente que 5% du total des dettes mondiales et que, dès lors, les banques, les fonds de placement et les fonds de pension pourraient absorber sans grands inconvénients cette annulation. De même, on indique que cette mesure ne ferait pas obstacle à la présence des ex-pays endettés sur le marché mondial et que l'annulation aurait des effets similaires aux déclarations de non-paiement effectuées par les Etats-Unis au XIX^e siècle, par la Russie en 1918 et par différents pays latino-américains après 1930. Il est estimé que cette annulation « ne produirait aucun cataclysme » et qu'elle permettrait des réductions de la dette similaires à celles obtenues par la Pologne en 1991 et la Russie en 1998.

Cette façon de voir tente de prouver ce qui ne peut être démontré : c'est-à-dire qu'un moratoire sur grande échelle n'entraînerait pas de risques pour le capitalisme. Cette supposition ne repose sur aucun fondement, car personne ne connaît l'impact financier d'une telle mesure. Peut-être que les créanciers pourraient absorber la perte. Mais il est tout aussi possible que le contraire se produise. Pour certaines banques, cette perte serait secondaire. Pour d'autres, elle provoquerait un effondrement. Ces alternatives ne dépendent pas simplement du montant de la dette, mais tout autant des conditions économiques existant au moment où s'effectue le non-paiement. Bien que la dette du tiers-monde constitue à peine 5% du total des dettes à l'échelle mondiale, ce montant n'est pas sans importance pour les créanciers. Parfois, une cessation de paiement limitée passe inaperçue. En d'autres occasions, elle provoque une crise majeure. L'histoire des grands krachs est pleine d'épisodes apparemment insignifiants qui ont précipité une catastrophe.

Etant donné l'absence de coordination qui caractérise le fonctionnement du capitalisme, il est impossible de prévoir si un scénario post-moratoire serait marqué par des changements restreints ou par une grande récession. Pour la même raison qui fait qu'aucun économiste du courant dominant n'a pu pronostiquer comment, où et quand les dernières crises financières se sont produites (la crise asiatique a éclaté comme une surprise), les économistes critiques ne peuvent sérieusement prévoir si un moratoire sur grande échelle serait un événement sans grande importance. Si l'on veut tranquilliser les banques en leur disant que le système financier pourrait résister à une telle épreuve, ce type de message est strictement inutile parce que les financiers connaissent parfaitement les risques d'un moratoire en chaîne dans le tiers-monde.

Il faut dire la vérité. Si le non-paiement est appliqué de manière sérieuse, les créanciers y répondront en ayant à l'esprit aussi bien l'ampleur de leurs pertes que l'effet politique d'un tel acte d'affirmation de souveraineté. Un moratoire général n'est pas une mesure inoffensive, sans risque. Toutefois, il convient de la mettre en pratique parce qu'il est préférable de le faire que de continuer à supporter les effets de la spoliation actuelle. Un moratoire initie une lutte émancipatrice qui ne sera pas simple ni facile, mais qui sera moins dure que les effets de la soumission actuelle.

En outre, il est erroné de présenter l'histoire des moratoires comme une suite de processus qui se sont terminés de façon heureuse pour les débiteurs. Toutes les expériences récentes de cessation de paiement partielle, forcée et transitoire ont abouti à un enchaînement accru des peuples latino-américains, asiatiques et de l'Europe de l'est. De plus, cela ne fait pas sens de comparer les situations de cessation de paiement déclarée par une puissance au XIX^e – les Etats-Unis – ou par des pays développés dans une situation de sortie de guerre – l'Allemagne d'après la Première Guerre mondiale – avec des processus qui mettraient face à face des créanciers impérialistes avec leurs débiteurs de la périphérie. Dans le premier cas, il s'agit de mesures de non-paiement qui traduisent une modification de rapports de force entre puissances. Dans le second, il

est fait référence à des situations structurelles de subordination et de dépendance.

Payer ou ne pas payer prend une signification complètement différente dans chaque contexte. Il faut établir la distinction entre ces divers contextes, car il est vital de comprendre que l'élément central d'un processus économique n'est pas la dette mais le régime social qui constitue le sous-bassement du service ou du non-service de la dette. Le non-paiement de la dette pourrait inaugurer un mouvement d'émancipation s'il fait partie d'une transformation de la société. Par contre, il pourrait conduire à de nouvelles difficultés s'il ne mettait pas en question la domination du capitalisme.

Programme et orientation pour l'action

La taxe Tobin et l'annulation de la dette constituent les deux thèmes les plus diffusés d'un programme alternatif d'ensemble au néo-libéralisme, tel qu'il est discuté lors des réunions du mouvement anti-mondialiste. Dans la plate-forme de ce mouvement on retrouve : des impôts généralisés et coordonnés visant la richesse (le patrimoine) dans tous les pays, des mécanismes pour garantir des prix stables pour les produits de base, des mesures de protection pour les pays de la périphérie, l'abolition des droits de propriété intellectuelle, des sanctions à l'encontre de la destruction de l'environnement et des mesures de régulation à l'échelle mondiale articulées sur le respect de la journée de 8 heures et l'interdiction du travail des enfants.

Une telle plate-forme combine des revendications élémentaires des travailleurs (salaires, droits sociaux, etc.) avec des mesures de défense de la production des pays de la périphérie et des propositions de protection d'ensemble de l'environnement. Un tel programme traduit les avancées mêmes de la mondialisation du capital et l'impossibilité qui en découle de garantir seulement à l'échelle nationale ou régionale la défense des droits sociaux, le développement des activités agricoles et industrielles de base et la protection de l'environnement.

Mais ce qui fait obstacle à l'application de ces divers projets n'est autre que le maintien de deux piliers centraux du capitalisme – le profit et la concurrence – qui sont

des éléments empêchant la coopération et la coordination requises pour mettre en place des mesures générales au plan du travail, de l'écologie et de la redistribution de la richesse. Certes, quelques revendications ont été conquises dans plusieurs pays (les 8 heures de travail) et d'autres pourraient l'être. Mais l'expérience montre que, dans le cadre du capitalisme, toutes les avancées populaires suscitent des rétorsions qui, comme la généralisation de la flexibilité du travail face à la réduction du temps de travail, menacent ou neutralisent des revendications obtenues. Plus s'affirme la dimension internationale des problèmes (par exemple, dans le domaine de l'environnement), moins grande est la capacité du capitalisme d'y répondre de façon partielle.

Le capital fait obstacle de manière intrinsèque au bien-être des peuples et tend à contrecarrer les concessions que la classe dominante peut faire en période de prospérité, face à des luttes sociales. L'actuelle agression néo-libérale à l'encontre des conquêtes de la période faisant suite à la Seconde Guerre mondiale est un exemple évident de cette règle. Pour cette raison, une perspective socialiste est l'unique garantie de réalisation du programme des mouvements de résistance. Ce n'est pas une condition pour obtenir chacune des revendications avancées, mais c'en est une pour assurer leur concrétisation pleine et entière. Compléter le programme du mouvement avec des mesures visant la propriété privée des moyens de production et avancer en direction d'une gestion démocratique et planifiée de l'économie constituent le chemin d'un possible succès.

Une telle orientation est différente de la stratégie qui veut remettre à l'ordre du jour les régulations keynésiennes de l'après-guerre sans dire pourquoi ce modèle s'est épuisé il y a déjà plusieurs décennies. On oublie d'indiquer que le capitalisme «keynésien» est entré en déclin à la suite d'une inflation croissante, d'une chute du taux de profit, d'une surproduction et d'une pression revendicative des travailleurs. Sa restauration est des plus improbables, étant donné les changements enregistrés dans le fonctionnement internationalisé du capital, mais aussi parce que sa restauration se heurterait aux mêmes contradictions qui ont provoqué son déclin. Savoir jusqu'à

quel point ce modèle peut être remis en œuvre est un exercice de spéculation. Par contre, réfléchir sur les causes de sa crise et de sa chute sert à mettre en lumière les nécessités d'une perspective socialiste.

Les partisans d'un retour au keynésianisme visent à opposer la dimension industrielle de cette régulation du capitalisme au néo-libéralisme financier dominant aujourd'hui. Ils associent le premier modèle avec l'investissement productif et le second avec le parasitisme boursier. Toutefois, même s'il est indéniable que le capital financier a récupéré des positions perdues dans les années 50 et 60, le centre de gravité de l'accumulation dans la période la plus récente se situe dans les entreprises transnationales et non pas dans le secteur bancaire. Ces grandes sociétés absorbent des ressources financières pour maximiser leurs profits industriels au travers d'une réorganisation de la division internationale du travail. L'offensive du capital vise, dès les années 80, à accroître l'extraction de plus-value et à rétablir le taux de profit grâce à la canalisation des fonds mobilisés par la libéralisation financière. Ce processus a été mené de façon conjointe par des banquiers et des industriels.

Quelques orientations plus radicales présentent la reconstruction d'un «capitalisme productif», dans les pays de la périphérie, comme une étape intermédiaire en direction d'un développement socialiste ultérieur. Les tenants de cette politique supposent que l'éradication du néo-libéralisme permettrait de reconstruire une activité industrielle, ce qui à son tour améliorerait la distribution des revenus, créant ainsi un cadre optimal pour la mise en place d'un système socialiste. Mais un tel schéma d'étapes successives n'a aucune consistance logique et ne peut s'appuyer sur aucun précédent historique et sur aucune construction empirique un peu sérieuse.

Le socialisme est une nécessité et une possibilité de la lutte actuelle, et les seules étapes et phases qu'exige sa concrétisation dérivent de la maturation d'un tel projet dans la conscience populaire. Sur ce terrain-là, on ne peut sauter des étapes parce que la temporalité de l'évolution politique est établie par les protagonistes eux-mêmes du changement social. Toutefois, au plan des objectifs visés n'existe pas une temporalité plus lente ou plus rapide pour le

socialisme, mais la décision de mettre en œuvre ou de renoncer à cette perspective.

Institutions et marchés

La lutte mondialisée contre le FMI, la BM et l'OMC ouvre le débat classique sur la suppression ou la réforme de ces organismes. Ces institutions forment un directoire collectif des grandes sociétés transnationales qui élaborent les règles de concurrence internationales à partir des nécessités du capitalisme. Ces organismes ne peuvent pas se transformer en institutions représentant les aspirations de l'ensemble de la population, parce qu'ils existent afin d'assurer la domination économique des banques et des entreprises multinationales. Bien qu'elles tentent de faire face à leur « perte de prestige » et de corriger les « déformations de leur politique », jamais ces institutions ne pourront se convertir en structures représentatives de « l'ensemble de la société ».

Une des grandes réussites du mouvement « anti-mondialiste » est d'avoir canalisé l'énorme hostilité populaire qui existe à l'encontre de ces institutions. Mais ces campagnes de dénonciation doivent être approfondies et non pas tempérées à partir de visées illusoirement consistant à « améliorer la transparence de l'OMC » ou à « augmenter l'aide du FMI aux pays endettés ». Ce type d'attente ne repose sur aucun fondement car, dans ces institutions, on débat surtout de l'ouverture aux importations des pays de la périphérie (pour ce qui est de l'OMC) ou des modalités de socialisation des pertes financières des créanciers (pour ce qui est du FMI). « Appuyer les pays endettés » signifie dans le langage du Fonds monétaire appliquer encore plus de privatisations et d'ajustements structurels.

Un exemple d'orientation erronée se proposant d'impulser une réforme du FMI nous est donné par la proposition suivante : créer une nouvelle monnaie universelle, en supposant qu'à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) ¹ on pourrait démocratiser les relations entre les pays. On oublie ici que la monnaie n'est pas un instrument malléable qui peut s'adapter aux aspirations égalitaires des peuples. La monnaie traduit, de façon concentrée, le pouvoir des grands propriétaires des moyens de production, de distribution, etc. Tant que cette domination est maintenue, la tyrannie du

capital ne va pas s'atténuer, même si les DTS remplacent le dollar et si les promoteurs de ce changement obtenaient plus de voix dans le cadre des réunions du FMI.

Pour satisfaire les revendications du mouvement « anti-mondialiste », la dissolution du FMI, de l'OMC et de la BM est nécessaire. Ces institutions doivent être remplacées par des organes qui favorisent la coopération des peuples de toute la planète.

Quelques auteurs – par exemple Walden Bello, économiste originaire des Philippines – proposent de créer de nouveaux organismes internationaux qui priorisent les critères de pluralisme et de décentralisation. Ils prennent comme modèle des institutions telles que le BIT, la Cnuced et même le GATT (l'ancêtre de l'OMC). Ils proposent également la mise en place d'institutions issues des processus d'intégration régionale (Mercosur, ASEAN, Union européenne) qui stimuleraient une « déglobalisation » afin de dépasser « le manque de légitimité » des institutions centralistes existantes.

Mais où réside la différence entre ces institutions « alternatives » et le FMI ou l'OMC ? Ne consiste-t-elle pas simplement à compléter ces derniers sur des questions spécifiques ? Aucune des entités régionales qui se sont forgées au cours des dernières décennies ne défend des intérêts entrant en opposition avec les institutions (FMI, OMC) qu'elle serait censée remplacer ou compléter. L'UE est l'instrument des grandes sociétés du Vieux Continent et le Mercosur représente les bourgeoisies périphériques qui ont mis en œuvre dans la dernière décennie une politique aboutissant à une paupérisation sans précédent.

Dans la périphérie, la proposition de consolider les blocs régionaux revient à recréer le modèle de substitution des importations (freiner les importations pour développer des industries aptes à produire les biens non importés) et « d'industrialisation endogène » qui a été enterré par le néo-libéralisme. Mais ressusciter un tel projet sans expliquer les raisons passées de son échec conduit à une impasse. Il ne fait pas de doute que l'adoption de barrières douanières et de mesures fiscales visant à défendre les économies nationales face à la concurrence impérialiste est absolument nécessaire pour éviter que soit

détruite toute activité productrice nationale. Mais la validité de telles mesures transitoires ne justifie pas la reprise d'un vieux projet de développement autocentré des pays dépendants.

Les modèles de capitalisme national – ou régional – autonome sont encore moins viables aujourd'hui qu'il y a quarante ans. Ils ne peuvent se développer à moyen terme parce que l'internationalisation des forces productives empêche la transformation d'économies dépendantes fragiles en pays prospères développés. Pour faire face à ce défi, il faut adopter des politiques socialistes de gestion planifiée de l'économie, avec une dimension d'extension internationale.

Cette conclusion est ignorée dès lors qu'on interprète le désastre social créé par le néo-libéralisme comme obéissant de façon exclusive à « la dictature financière des marchés » et non au fondement de cette dernière dans le régime capitaliste, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production, le travail salarié, l'accumulation privée du capital et l'extraction de la plus-value. Le marché n'est pas la cause des crises actuelles. Il a préexisté au capitalisme et il continuera durant un certain temps après le développement du capitalisme, sans provoquer les déséquilibres catastrophiques de la période actuelle. Les effets déstabilisateurs du marché peuvent être tempérés et son action est susceptible d'être partiellement régulée par une gestion planifiée. Le grand défi présent consiste à lutter contre la tyrannie du capitalisme et non pas, de façon restrictive, contre ses formes mercantiles.

Ces mêmes questions se posent dans le cadre du commerce international. Pour dépasser « l'irrationalité du libre-échange », réduire les inégalités entre pays développés et ceux de la périphérie, humaniser les échanges et réorganiser l'intercommunication culturelle, il faut mettre fin aux relations de domination impérialistes.

Citoyenneté et socialisme

Dans les déclarations du mouvement « anti-mondialiste », le « citoyen » est une figure dominante. On parle de « construire un espace public cosmopolite », « d'élargir l'espace public international » et « d'introduire le contrôle citoyen sur le FMI et l'OMC » afin de redonner une influence à ►

la société civile. Ces propositions ne tiennent pas compte que dans une même action citoyenne s'entremêlent des droits populaires avec des formes d'oppression. L'action citoyenne exprime des conquêtes démocratiques (comme le suffrage universel) mais étaye aussi la gestion gouvernementale des institutions des classes dominantes. « L'espace public » canalise des protestations et des aspirations populaires, mais, simultanément, il renforce la gestion étatique par le biais d'une bureaucratie privilégiée qui, pratiquement, exerce le pouvoir en association étroite avec les représentants des grandes sociétés.

La citoyenneté n'est pas un droit neutre. Elle consacre les libertés politiques formelles, mais elle est déconnectée de l'exploitation des travailleurs. Ainsi, durant les périodes de prospérité économique, l'expansion des conquêtes citoyennes a toujours été accompagnée d'une consolidation des formes et des institutions de domination bourgeoise. Il ne faut pas oublier que la légitimation de ce pouvoir se renforce lorsqu'on veut limiter les luttes sociales des salariés à une simple extension des frontières de la citoyenneté.

Limiter les luttes du mouvement « anti-mondialiste » à un cadre institutionnel citoyen dilue la dynamique sociale d'affrontement avec le FMI, la BM et l'OMC. On oublie que les manifestants de Seattle ont formellement les mêmes droits constitutionnels – en tant que citoyens – que les banquiers de Davos, mais n'ont pas la même capacité d'exercer le pouvoir. Soros et Rockefeller sont tout aussi citoyens que les jeunes qui protestent à l'occasion de chaque réunion de ces institutions, mais Soros, Rockefeller et leurs pairs dessinent le futur de la société parce qu'ils sont propriétaires des moyens de production.

Il y a des citoyens exploités qui oppriment des citoyens exploités et la classe dominante utilise les structures institutionnelles pour gommer ces antagonismes. Sous le capitalisme, la citoyenneté est prisonnière de ce carcan. La sphère économique et les processus de domination qui lui sont attachés acquièrent une indépendance face à la sphère politique. Les privilèges des dominants ne découlent pas, premièrement, d'un pouvoir extra-économique, mais reposent fondamentalement sur l'appropriation privée des principales ressources. C'est pour cette raison que les capitalistes peuvent concéder des droits politiques complets à des travailleurs tout en renforçant, en même temps, la domination qu'ils exercent sur eux en tant que salariés. La citoyenneté est un droit passif dont l'exercice habituel préserve la fiction de l'égalité politique dans un système structuré autour de l'inégalité sociale.

La radicalisation du programme du mouvement « anti-mondialisation » est décisive pour son développement. Cette dynamique permettra de reconquérir des acquis sociaux perdus, de renverser des rapports de force favorables au capital et de forger de nouveaux espaces pour l'intervention de la gauche. Après une décennie marquée par l'hégémonie néo-libérale, la voix des socialistes se fait à nouveau écouter, son message gagne des adhésions et canalise une partie de la révolte en cours. ■

1. Les DTS ont été créés en 1969. C'est une monnaie internationale émise par le FMI au profit de tous ses adhérents. Ce sont des crédits non remboursables. Le but de la création des DTS est d'augmenter les liquidités internationales. Le volume des DTS dans l'ensemble des liquidités internationales reste très faible.



Perspectives du

Vers un

Divers mouvements associatifs, forces politiques, militants et militants italiens ont joué un rôle important pour constituer le Genoa Social Forum et préparer la grande mobilisation de juillet 2001 à Gênes. Parmi les animateurs du Genoa Social Forum, un syndicaliste et un militant qui de longue date a organisé la solidarité avec les mouvements de lutte et de résistance en Amérique latine nous a donné son point de vue sur la signification de cette mobilisation.

Gigi Malabarba a travaillé durant vingt-cinq ans à l'usine Alfa Romeo de Arese, près de Milan. Il y était délégué syndical et un des responsables dans l'usine de la FIOM, fédération de la métallurgie affiliée à la CGIL (la centrale syndicale italienne qui avait des liens historiques avec le Parti communiste italien). Par la suite, Gigi Malabarba a été coordinateur et porte-parole national d'une des coordinations des Cobas (Comités de base) dans l'industrie. Certains Cobas se sont regroupés, entre autres ceux issus de l'industrie et du secteur de l'enseignement, pour former une confédération syndicale nationale Cobas.

*Lors des élections italiennes du 13 mai 2001, **Gigi Malabarba** a été élu au Sénat (l'une des deux chambres du système parlementaire italien) sur les listes du Parti de la refondation communiste (PRC), dans la circonscription où habite la majorité des ouvriers ayant travaillé et travaillant dans l'usine Alfa Romeo de Arese.*

La manif de Gênes du 21 juillet – qui a rassemblé entre 200 000 et 250 000 personnes malgré le refus des trois grandes confédérations syndicales italiennes d'y adhérer (CISL, UIL, CGIL) – a rencontré un succès énorme. Quel est ton évaluation de la phase actuelle de développement du mouvement anti-globalisation ?

Gigi Malabarba – Il faut effectivement relever tout d'abord le fait « historique » que tu as déjà évoqué dans ta question : la manif de Gênes a été la première manif de

enracinement social ?

masse depuis des décennies en Italie, qui s'est déroulée sans la participation des grandes centrales syndicales ou d'un parti politique ayant une influence de masse, comme pouvait l'avoir à son époque le PCI. Il est très significatif que, dans ces conditions, l'on arrive à obtenir une participation d'une telle ampleur. C'est un succès extraordinaire, au-delà des difficultés, des contradictions et des drames qui se sont produits lors des journées de Gênes. Cette énorme disponibilité à la mobilisation ne pourra pas être effacée.

L'autre élément fondamental qu'il faut mettre en évidence est le processus de maturation politique, même s'il est encore faible et limité. Nous avons déjà eu des indices en ce sens avec des mobilisations dans le secteur public, notamment dans les écoles, la santé, tout comme dans certains secteurs de l'industrie. Lors des manifestations de Naples du mois de mars 2001, nous avons déjà pu constater une très forte « empreinte sociale » du mouvement anti-globalisation, grâce à la présence massive de travailleur-euse-s précaires et de chômeur-euse-s. Gênes a certainement représenté le couronnement de cette disponibilité allant s'accroissant à la mobilisation qui s'est manifestée dans le courant de la dernière année. L'un des « précédents » les plus significatifs a été la grève et la manifestation des travailleurs métallurgistes quinze jours auparavant. A cet égard, il faut remarquer la participation réciproque aux deux initiatives : celle du Genoa Social Forum (GSF) à la journée de mobilisation de la FIOM du 6 juillet, et celle de la FIOM au GSF et à la manifestation du 21 juillet à Gênes.

Comment vois-tu la question de l'intégration du monde du travail dans le cadre des mobilisations anti-globalisation ?

Il y a une compréhension de plus en plus grande que la bataille est la même. En effet, la globalisation capitaliste frappe avant tout les conditions de vie et de travail des salarié-e-s, et cela à l'échelle planétaire. Le mouvement syndical doit donc être en mesure de fournir une réponse à la hauteur du défi, et par conséquent le plus

possible en syntonie avec le mouvement anti-globalisation. En Europe, nous n'avons pas encore connu ce qui s'était produit aux Etats-Unis lors des manifestations de Seattle et Washington des deux dernières années, avec la participation active aux mobilisations anti-globalisation de secteurs importants du syndicat AFL-CIO. A Québec, la jonction avec le mouvement syndical (la fédération des travailleurs du Québec) a été très importante. En ce sens, les journées de Gênes ont représenté pour l'Europe la première expérience de jonction de mouvements à caractère différent. En ce qui concerne l'Italie, si la gauche syndicale – tant celle interne à la CGIL que celle représentée par les Cobas – était déjà partie prenante du mouvement, aucun secteur significatif des grandes confédérations syndicales n'y avait encore adhéré. La participation de la FIOM aux mobilisations anti-G8 de Gênes représente un fait très important, qui favorisera certainement un approfondissement des contacts et des synergies. De ce point de vue, le forum sur les questions du travail, qui a eu lieu lors des discussions organisées par le GSF à Gênes, a été particulièrement significatif et a fait apparaître une réelle possibilité de convergence entre les deux mouvements, syndical et anti-globalisation. Certes, il s'agit d'une dyna-

mique qui reste pour l'instant circonscrite à des noyaux plutôt restreints des deux composantes. Mais elle représente néanmoins des prémices très positives, susceptibles de développements ultérieurs. Il s'agit en effet d'une précondition indispensable pour construire un rapport de force à la hauteur du défi, qui soit capable de garantir les bases matérielles pour que la bataille anti-globalisation ait de réelles possibilités de succès. L'importance que revêt la jonction entre les deux mouvements commence à être perçue dans toute son ampleur. Il faut remarquer que la question du travail a été longtemps négligée par la grande majorité des forces associatives qui se sont engagées dans le mouvement anti-globalisation. Cela fut aussi le cas lors de la préparation du GSF. Cependant, la grève des métallurgistes et l'adhésion de la FIOM au GSF ont en quelque sorte permis de changer la donne, d'opérer un tournant. Aujourd'hui, de plus en plus de militants associatifs saisissent le rôle central que joue le conflit capital-travail et sont conscients que cette question doit être prise en considération.

Par rapport à la poursuite et au renforcement du travail unitaire, que penses-tu de la présence, lors des manifestations anti-globalisation, des ►



aits « Black-blocks », dont les actions ont, comme nous l'avons vu à Gênes, des conséquences directes pour le mouvement ?

Il est clair qu'il faut de la part de la coalition – le Forum social italien – qui se constitue en vue de Porto Alegre II un effort de préparation très minutieux des prochaines échéances. L'on doit notamment se fixer comme objectif d'éviter que les scénarios de mobilisation définis de manière largement unitaire par un ensemble de composantes déjà très hétérogènes entre elles ne soient bouleversés par les actions de groupes très minoritaires. Une discussion a déjà commencé sur la question de l'autodéfense des cortèges au travers de structures de service d'ordre. Cette discussion doit se poursuivre. Il faudra en particulier évaluer si cela est suffisant, ou bien s'il faut envisager d'autres mesures et formes d'organisation pour éviter l'infiltration et l'instrumentalisation des cortèges de la part de ces groupes.

Tout cela renvoie toutefois à une discussion plus générale sur la nature desdits « Black-blocks ». J'ai l'impression que le mouvement a dans son ensemble une appréciation fondamentalement correcte de ce phénomène. Nous ne pouvons pas nous limiter à l'adoption de mesures de type services d'ordre, car le problème est également politique. Incontestablement, au-delà des infiltrations de la part de groupes d'extrême droite et de la police, ces milieux dits de « casseurs » – qui n'ont aucun véritable profil politique et qui sont, de manière erronée, assimilés à des groupes anarcho-insurrectionnels – exercent une attraction réelle sur certains secteurs de jeunes. Ces derniers perçoivent ce type d'actions comme une occasion d'agir et comme une forme d'expression auxquelles ils peuvent donner leur adhésion. Il y a donc un certain nombre de points communs avec d'autres phénomènes de marginalisation sociale qui se manifestent de manière violente dans les sociétés et les métropoles du monde occidental, comme le phénomène de l'hooliganisme dans les stades de foot ou d'autres formes de rébellion sociale violente.

Du point de vue politique, je suis convaincu que toutes les conditions sont réunies pour que l'écrasante majorité du mouvement anti-globalisation soit à l'avenir en

mesure de réduire au maximum l'influence de ces groupuscules tout comme l'impact des actes violents lors des manifestations. Cependant, il est clair qu'il faudra réfléchir à l'opportunité de certaines formes de manifestation. Je pense notamment à certaines actions placées sous la définition de « désobéissance civile ». A Gênes, la « désobéissance civile » a été choisie en tant que méthode certes radicale mais en même temps de refus de la confrontation physique directe avec les « forces de l'ordre ». En effet, même les porte-parole des associations qui l'avaient proposée et appuyée se rendent aujourd'hui compte que ce type d'actions se prête facilement à l'infiltration et à l'instrumentalisation, risquant ainsi de perdre très rapidement sa signification symbolique originale et de dégénérer.

La participation directe du mouvement syndical et de franges de plus en plus consistantes de travailleurs, appartenant à des générations différentes, implique de prendre en considération la présence, au sein du mouvement, de formes de culture et d'expression politiques partiellement différentes. Ainsi, tout ne peut pas être résolu en adoptant le modèle « Seattle ». Quelqu'un a parlé à juste titre de mouvement de mouvements. Ces derniers doivent donc trouver ensemble, démocratiquement, les formes les plus efficaces pour réaliser leurs objectifs communs.

Le succès de la manifestation, la stratégie de répression adoptée par le gouvernement italien et les critiques parues dans la presse, tant italienne qu'internationale, par rapport aux brutalités commises par les forces de police peuvent-ils à ton avis représenter des indices d'une délégitimation croissante de la mondialisation capitaliste ?

Je crois effectivement qu'on peut parler d'une crise de légitimité du système capitaliste, car l'écho et la sympathie que suscite le mouvement dans des secteurs relativement consistants de la société, et en particulier des couches populaires, sont absolument évidents. Au point qu'il y a aujourd'hui la possibilité pour le mouvement de « faire irruption » – pour ainsi dire – dans les institutions parlementaires et d'exercer une influence sur des secteurs de

ladite intelligentsia qui, après des décennies d'hibernation, réintroduisent dans leur univers culturel des éléments propres aux antagonismes sociaux fondamentaux qui travaillent la société. Le développement du mouvement anti-globalisation a réussi à modifier le climat. Le fait que la presse reflète dans une certaine mesure les revendications du mouvement en est en quelque sorte la preuve la plus tangible.

Ce tournant s'est opéré en dépit de la stabilité du cadre politique et du cadre syndical, qui n'ont fondamentalement pas évolué. Car le gouvernement de centre gauche, qui a subi une défaite écrasante aux élections du 13 mai dernier, a été le pivot des politiques néo-libérales en Italie et les trois grandes centrales syndicales ont joué le rôle de courroie de transmission de ces politiques dans le monde du travail. Le nouveau gouvernement de centre droite n'aura certainement pas une autre orientation, bien au contraire. Ces deux coalitions, en compétition entre elles mais de fait très proches politiquement, représentent la quasi-totalité de l'échiquier politique et institutionnel.

Aujourd'hui il est possible de mener une bataille contre l'hégémonie du modèle capitaliste en partant des échecs et du malaise social profond engendrés par les politiques néo-libérales. Et cela d'autant plus qu'a disparu l'alibi de l'existence d'une alternative – qui ne l'a en vérité jamais été – représentée par le « socialisme réellement existant » des pays de l'ex-bloc de l'Europe de l'Est. Je suis convaincu qu'il est aujourd'hui possible de relancer l'espoir d'une alternative et d'une construction d'un projet anticapitaliste et socialiste différent, fondé sur la démocratie et la participation, ainsi que sur un mouvement ouvrier adapté au défi, c'est-à-dire réellement internationaliste, mais également marqué par l'approche critique du féminisme et de l'écologisme.

Tu as bien souligné l'importance du travail politique unitaire au sein du mouvement anti-globalisation, qui reste très varié et hétérogène. Cependant, se pose aussi en même temps la question de la reconstruction d'un courant socialiste révolutionnaire...

Il s'agit d'une « bataille » historique et traditionnelle pour l'hégémonie dans le mou-

vement ouvrier, mais qui se pose aujourd'hui dans un contexte fondamentalement nouveau. Si, durant un siècle, le cadre dans lequel la gauche anticapitaliste agissait afin de gagner la majorité de salarié-e-s à une perspective de rupture révolutionnaire était celui d'un mouvement ouvrier composé de partis de gauche et de syndicats de masse, aujourd'hui ce cadre n'existe plus. Il faut donc reconstruire un cadre dans lequel puissent agir les forces qui se reconnaissent politiquement dans une perspective de rupture radicale avec la société capitaliste. Je pense que ce cadre est aujourd'hui représenté par cette constellation hétérogène d'organisations et d'associations qui ont adhéré à l'expérience du Forum de Porto Alegre et qui se reconnaissent dans une critique commune des méfaits du néolibéralisme. De plus, une réflexion commence sur les alternatives au système capitaliste.

La tâche des révolutionnaires – en plus de la participation active à la construction d'un front commun contre le néolibéralisme – est celle de favoriser la maturation, au sein de ce cadre, de positions politiques anticapitalistes plus cohérentes et structurées. Pour cela, l'existence d'une subjectivité politique – dont les formes organisationnelles restent à définir – ayant une vision d'ensemble et un projet politique global est absolument indispensable. Mais il faut la concevoir comme l'une des multiples composantes et ressources du mouvement. Le Parti de la refondation communiste a été accepté dans le GSF comme l'une des nombreuses organisations qui y ont apporté leur contribution. Le fait qu'on ait enfin dépassé cette attitude néfaste, très en vogue dans les partis communistes de formation stalinienne, qui consistait en une prétention d'hégémonie a priori dans le mouvement doit être salué comme un fait très positif. L'hégémonie politique doit être gagnée sur la base d'une capacité de convaincre les autres.

Certes, il peut y avoir une dynamique conduisant des composantes du mouvement à dire que cela n'a plus aucun sens de construire des formations politiques. Cela serait à mon avis une erreur. En effet, si l'on confie au mouvement la responsabilité d'élaborer un projet politique d'ensemble, on risque soit de réduire la représentativité et la dimension de masse du

mouvement, soit d'avoir une direction politique trop diffuse. Il est important d'éviter qu'une force politique ne revendique, pour elle, un droit de préemption sur la direction du mouvement. La capacité d'une force politique d'influer sur l'orientation d'ensemble doit se fonder sur une participation effective.

Une autre composante importante qui a participé au GSF et, plus en général, au mouvement anti-globalisation est représentée par l'association attac. Quel doit être à ton avis le rôle des militants de Refondation communiste dans la construction de cette association en Italie ?

En simplifiant, nous pouvons identifier différents niveaux. Il y a l'organisation large, le lieu de recherche et d'élaboration d'initiatives politiques communes suscitant un large consensus. C'est le Forum Social Mondial, dont la première rencontre internationale a eu lieu en janvier 2001 à Porto Alegre et dont le dénominateur commun est l'anti-libéralisme. A l'intérieur de ce mouvement il y a la nécessité, comme nous l'avons déjà indiqué, de faire émerger une subjectivité politique clairement socialiste et révolutionnaire. Mais il y a également un niveau intermédiaire, qui reflète l'exigence de construire une composante progressivement plus consciente dans son orientation anticapitaliste. Attac peut jouer ce rôle, comme peuvent aussi le jouer d'autres mouvements sociaux qui ont fait récemment irruption sur la scène politique internationale. Le mouvement paysan Via Campesina, avec d'autres mouvements sociaux, joue aujourd'hui ce rôle de consolidation d'une composante à orientation anticapitaliste au sein du FSM. La rencontre du mois d'août au Mexique avec Via Campesina (dont font partie les Sans Terre brésiliens, la Confédération paysanne de Bové et les mouvements indiens) et attac est un indice que cette composante mieux définie politiquement est en train de se coaguler et de prendre des initiatives.

En ce qui concerne attac-Italie, les forces qui en font aujourd'hui partie sont au plan social beaucoup plus liées qu'auparavant à des secteurs du salariat. En effet, avec le temps ont adhéré à attac des organisations de chômeur-euse-s et de travailleur-euse-s précaires, des structures syndicales de

base et des courants syndicalistes critiques, ainsi que des regroupements de jeunes et d'étudiants. Ces milieux sont intéressés à collaborer avec un groupe d'intellectuels pour animer cette association. La première assemblée nationale d'attac-Italie, qui s'est déroulée au mois de juin passé, a rencontré un succès remarquable, justement parce qu'elle a vu la présence simultanée de ces différents milieux sociaux. Il y a donc la possibilité concrète qu'attac-Italie puisse également contribuer à la définition et à la radicalisation à gauche du mouvement international.

Par rapport à la deuxième rencontre internationale du FSM à Porto Alegre en 2002, quels sont tes attentes et tes objectifs ?

Beaucoup dépend de ce qui se passera dans les différentes réalités nationales et régionales auparavant. Le scénario n'a pas encore été écrit ! Tout le monde parle, par rapport à Porto Alegre 2001, d'une meilleure définition programmatique. Cela dépend aussi de la capacité d'interagir et d'entrer en écho avec les différentes réalités régionales et locales, et de réinjecter le patrimoine d'expériences de luttes et de mobilisations accumulé dans le nouveau Forum.

En effet, le mouvement est certes global, mais il ne peut toutefois pas renoncer à un enracinement social sur le plan local et régional. L'Italie peut là aussi peut-être jouer un rôle. Avec la relance de la lutte des métallurgistes cet automne peut s'opérer une rencontre avec les mobilisations anti-globalisation, autour de novembre.

Si ce cas de figure devait se concrétiser, nous serions en mesure d'apporter un résultat tangible en termes d'expérience de lutte et d'élaboration d'une plate-forme revendicative commune, qui pourrait être repris et valorisé aussi sur le plan international lors de la deuxième rencontre du FSM. Porto Alegre 2002 pourrait recueillir ce patrimoine d'expériences politiques et sociales concrètes. Cela créera la possibilité de « pousser à gauche » l'ensemble des organisations et des associations qui participeront à la deuxième rencontre internationale du FSM. ■

Entretien réalisé par Carola, Michele, Acacio, juillet 2001

« Il faudra poser

Le G8 a décidé de constituer un fonds de lutte contre le sida et les maladies infectieuses. Quel avis portes-tu sur cette décision ?

Eric Toussaint – Les résultats de cette initiative précise sont scandaleux et doivent être dénoncés de manière systématique. Le G8 a annoncé la création d'un fonds de 1,3 milliard de dollars représentant une somme absolument ridicule. Pour comparaison, les dépenses militaires des pays membres du G7 atteignent annuellement environ 600 milliards de dollars. De plus, le milliard de dollars prévu ne constitue nullement les dépenses annuelles de ce fonds mais représente seulement la somme à atteindre sur plusieurs années. Ensuite, il a été clairement indiqué que le fonds aurait pour but d'acheter des médicaments patentés, ce qui signifie que les dépenses vont servir à acheter aux firmes pharmaceutiques des médicaments que les plus pauvres des pauvres de cette planète ne sont pas à même de payer. A travers cette opération, c'est en fait les pouvoirs publics qui vont apporter un soutien aux entreprises pharmaceutiques privées qui de toute manière ne rencontrent pas une demande solvable dans les pays d'Afrique subsaharienne ou dans les autres pays pauvres, où ces maladies prennent la forme d'épidémies. C'est donc bel et bien une aide des pouvoirs publics aux industries pharmaceutiques. Voilà pourquoi j'affirme que cette annonce est une supercherie. Remarquez aussi que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) avait calculé qu'elle aurait besoin d'au moins 9 milliards de dollars par an pour pouvoir lutter de manière significative, dans les pays les plus touchés, contre le sida, les maladies endémiques liées aux voies respiratoires, le paludisme et la malaria.

Les partisans de l'annulation de la dette étaient nombreux à Gênes et représentent une composante du mou-

vement anti-mondialisation. En tant que militant du CADTM, quel bilan fais-tu de l'avancée de cette campagne et quelles sont à ton avis les perspectives qui se profilent ?

Je pense qu'on assiste à une radicalisation importante de la campagne qui était jusqu'à présent largement dominée par les mouvements liés aux Eglises (catholiques-romaines ou réformées). Leur orientation était modérée. Ce que la direction du mouvement demandait, c'était l'annulation de la partie impayable de la dette des pays les plus pauvres, soit une revendication très éloignée de la demande d'annulation complète de la dette extérieure publique de l'ensemble du tiers-monde. Cela a toutefois évolué lorsque les directions des Eglises – notamment le Vatican – qui voulaient mettre fin à la campagne se sont confrontées au refus des militants de base mécontents que les pays du G7 n'aient même pas répondu positivement à leurs exigences minimales.

Dans le même temps, des campagnes radicales ont gagné fortement en influence. Elles sont menées par le CADTM, le réseau citoyen pour l'annulation de la dette en Espagne, une coordination des campagnes du Sud appelée Jubilé Sud, ou 50 Years Is Enough aux Etats-Unis. Il en résulte que le combat autour de la question de la dette est maintenant dominé par sa fraction radicale. Le problème est de réussir à ce que le mouvement ne s'essouffle pas, ce qui implique, d'une part, de lui donner une structure internationale suffisamment forte et, d'autre part, de combiner la question de la dette au problème d'alternatives en matière de financement du développement. On ne peut pas s'arrêter à une stricte annulation de la dette. Il faut réfléchir aux autres politiques à appliquer et donc aux alternatives à proposer. C'est dans ce sens qu'une réunion importante a eu lieu les 13 et 14 août à Mexico, à l'initiative de Via Campesina (coalition réunissant des centaines d'organisations paysannes), de la CUT (centrale syndicale) du Brésil, d'attac et de Focus on the Global South. Cette assemblée a réuni les mouvements sociaux qui avaient souscrit à la déclaration de Porto Alegre de fin janvier 2001.

Les pays d'Amérique latine sont touchés par une grave crise sociale et économique, dont un des facteurs est le paiement de la dette et de ses intérêts. Penses-tu que, sur ce continent, la revendication de l'annulation de la dette ou le refus de paiement de cette dette peut prendre un caractère de masse et ainsi avoir un effet déstabilisateur pour les gouvernements et la bourgeoisie locale ?

La question de la dette a pris un caractère de masse dans plusieurs pays d'Amérique latine. C'est manifestement le cas du Brésil, de l'Argentine et de l'Equateur. En Equateur, la CONAI (Coordination nationale des indigènes d'Equateur) et la coordination des mouvements sociaux mettent la question du non-paiement de la dette dans leurs revendications principales depuis trois ans. Or cela n'est quasiment jamais expliqué lorsqu'on présente ce mouvement comme une lutte contre la hausse des prix des combustibles suite aux ajustements structurels du FMI. Cette lutte comporte pourtant une plate-forme qui intègre plus largement : les droits des indigènes, le non-paiement de la dette, la fermeture de la base américaine de Manta. Au Brésil, en septembre 2000, un plébiscite a été organisé par le MST (mouvement des travailleurs sans terre), la CUT, attac, le Jubilé Sud, et la Conférence nationale des évêques (secteur issu de la théologie de la libération) rassemblant quelque 6 millions de participants. Plus de 80 % des participants se sont prononcés pour le non-paiement de la dette. En Argentine enfin, on assiste à une suite de grèves générales, de mouvements d'occupation des routes (Piqueteros), à des grèves sectorielles. Le thème unificateur est le rejet de l'accord entre le FMI et le gouvernement portant sur le paiement de la dette et le brutal plan d'austérité.

La dette constitue donc un thème de masse qui est cependant dépourvu d'une revendication tout à fait concrète, bien qu'en Argentine la dynamique tend à se concrétiser au plus haut point. Reste à savoir si les forces politiques et syndicales seront aptes à faire face à une exigence d'annulation,

1. Eric Toussaint est président du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde). Il est auteur de *La Bourse ou la Vie. La finance contre les peuples*, Syllepse, 2e éd., 1999 ; *Le bateau ivre de la mondialisation. Escales au sein du village planétaire*, Syllepse, 2000.

la question de la propriété »

qui place l'affrontement social et politique à un très haut niveau.

Si, au Brésil, des appareils politiques, comme la direction du PT (Parti des travailleurs), sont opposés à faire de la question du non-paiement de la dette un thème central, c'est qu'ils veulent éviter l'affrontement avec les institutions de Bretton Woods et leur classe capitaliste dans son ensemble. Ainsi ils louvoient, ce qui a un effet retardateur sur la capacité d'accumulation du mouvement. C'est pourquoi je me situe beaucoup plus du côté du MST, du secteur radical de la CUT, du secteur radical du PT ou des secteurs radicaux en Argentine qui pensent faire du non-paiement de la dette un cheval de bataille pour créer une situation qui change qualitativement. En effet, si un pays comme l'Argentine, contraint à rembourser 20 milliards de dollars, et cela pour 85 % à des institutions privées, arrête le remboursement de la dette, cela créera un choc financier international, c'est évident. Il existe d'ailleurs déjà une inquiétude profonde sur ce qui va se passer si un tel cas de figure se présente.

Porto Alegre II sera une des prochaines échéances centrales du mouvement anti-mondialisation. Le premier sommet de Porto Alegre de janvier 2001 avait comme objectif de rassembler les diverses composantes du mouvement et d'élaborer des pistes d'alternatives. Quel bilan fais-tu de cette première rencontre ? A-t-elle répondu à tes attentes ? Et quels sont, à ton avis, les enjeux du prochain Forum Social Mondial ?

Tout d'abord, je pense que le prochain Porto Alegre sera clairement plus massif. On parle déjà de 50 000 à 100 000 participants alors qu'il y en avait 10 000 à 12 000 au précédent. Deuxièmement, je pense qu'on va être amenés à clarifier des éléments de débats sur les alternatives à proposer. Elles ne pourront faire l'économie de partir de la centralité qu'occupe la contradiction Capital-Travail, avec ses diverses concrétisations, dans le processus de mondialisation néo-libérale. Or, une telle perspective ne va pas de soi pour cer-

taines composantes qui appellent à la réunion de Porto Alegre. Dans tous les cas, les débats vont venir sur les points nodaux qui sont l'enjeu de la mondialisation du capital. Notamment les débats sur la propriété, à l'heure où l'on privatise massivement. Affirmer s'opposer aux privatisations, et ajouter que certains biens sont des biens patrimoines de l'humanité – la biodiversité, les semences, l'eau, l'air –, implique un transfert du secteur privé au domaine public de pans entiers de l'économie, ce qui pose directement le problème de la propriété. Le débat sur la propriété va donc certainement occuper une place pour la première fois lors de la prochaine édition de Porto Alegre. Dans un cadre d'alliances sociales larges, il s'agira d'introduire cette thématique et d'autres afin de permettre que des gens puissent, à leurs rythmes, progresser, définir leurs positions et préciser accords et divergences, tout en gardant un cadre unitaire sur des objectifs définis. C'est là un point sur lequel j'insiste, car je pense que, malgré les limites du mouvement, quelque chose de nouveau et

d'enthousiasmant s'affirme : c'est l'existence d'une vraie élaboration par des composantes du mouvement et en leur sein même. Par exemple, la coalition de Via Campesina pose le problème du commerce international, de la production alimentaire, de manière plus avancée et plus intéressante que ne le faisaient jusqu'à présent des organisations révolutionnaires. Cela signifie que le mouvement social est en train de produire des éléments d'une alternative.

S'il faut apprendre *du* mouvement nous pouvons aussi apprendre *au* mouvement des éléments de l'apport historique, programmatique que les organisations, les militants anticapitalistes peuvent lui amener. Intégrer, par exemple, dans l'élaboration la lutte contre une mondialisation néolibérale et patriarcale. L'émancipation des femmes, qui me paraît fondamentale, n'a pas encore été pleinement intégrée par le mouvement. ■

*Entretien réalisé par Marc Gigase
et George Waardenburg, juillet 2001*



Géopolitique

Nous publions ici un article de James Petras, paru en mai 2001, sur les enjeux du Plan Colombie. James Petras enseigne la sociologie à l'Université de Binghamton (New York) et collabore à diverses revues de gauche, telle la Monthly Review. Il montre la place que ce plan occupe dans la politique de Washington à l'égard de l'ensemble de l'Amérique latine, du triangle Equateur-Colombie-Venezuela en particulier. Il l'inscrit également dans l'évolution des stratégies mises en œuvre par les Etats-Unis pour assurer la domination de leurs intérêts dans ce continent : du soutien actif aux coups d'Etat dans le Cône Sud dans les années 1960 et 1970 à la politique contre-insurrectionnelle en Amérique centrale dans les années 1980.

James Petras

Pour bien comprendre le Plan Colombie, il faut le situer dans une perspective historique tant par rapport à la Colombie que par rapport aux récents conflits d'Amérique centrale. Le Plan Colombie est à la fois une « nouvelle » politique et une continuation de l'engagement passé des Etats-Unis.

Au début des années 1960, sous le président John F. Kennedy, Washington avait lancé son programme de contre-insurrection en formant des forces militaires spéciales conçues pour attaquer des « ennemis intérieurs ». En Colombie, cela visait les communautés d'autodéfense, particulièrement dans la région de Marquetalia. Le Pentagone a poursuivi par la suite sa présence contre-insurrectionnelle en Colombie.

Le Plan Colombie du président Clinton est donc l'extension et l'approfondissement de la « guerre intérieure » du président Kennedy. Les différences sont à chercher dans les justifications idéologiques de l'intervention des Etats-Unis, dans l'échelle et l'ampleur de l'implication de Washington et dans le contexte régional.

Sous Kennedy, la contre-insurrection était justifiée par la menace du communisme international ; aujourd'hui c'est la menace de la drogue qui joue ce rôle. Mais hier

comme aujourd'hui, la base historique et sociologique du conflit est totalement niée.

La seconde différence majeure entre le Plan Colombie de Clinton et le programme de contre-insurrection de Kennedy, c'est l'échelle et l'ampleur de l'intervention. Le Plan Colombie est un programme à long terme, qui se chiffre en milliards de dollars et qui implique des fournitures d'armes modernes à grande échelle. Le programme de contre-insurrection de Kennedy était plus modeste. Cette différence d'échelle des opérations militaires ne découle d'aucune différence stratégique ou politique. Sa cause réside dans le contexte politique différent en Colombie et dans le monde. Dans les années 1960, les guérillas colombiennes étaient un petit groupe isolé. Aujourd'hui elles sont une formidable armée opérant à l'échelle nationale.

Un autre facteur historique à considérer en discutant du Plan Colombie est la croissance récente des conflits régionaux, c'est-à-dire l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale. Le Plan Colombie est lourdement influencé par le fait que Washington a réussi à réaffirmer son hégémonie grâce aux prétendus « accords de paix » signés en Amérique centrale. Ce succès a reposé sur le recours à la terreur d'Etat, aux déplacements massifs de populations, à des dépenses militaires à grande échelle et à long terme, à des conseillers militaires, et enfin à l'offre d'un règlement politique impliquant la réintégration des commandants de la guérilla dans la politique électorale. Le Plan Colombie est basé sur ces succès de Washington en Amérique centrale et sur la conviction de l'administration américaine qu'elle peut reproduire en Colombie la même formule – terreur contre paix – qui a si bien marché en Amérique centrale.

Le présent article est une analyse des intérêts géopolitiques et des préoccupations idéologiques qui guident le Plan Colombie, des conséquences de l'escalade militaire US, ainsi que du diagnostic erroné que fait Washington de la « question colombienne ». Je terminerai par une discussion de quelques-unes des conséquences négatives inattendues dont Washington risque de

faire l'expérience en poursuivant sa politique militaire en Colombie.

Le Plan Colombie et le triangle radical

Ses critiques décrivent le Plan Colombie comme une politique élaborée et mise en œuvre par Washington, visant à éliminer militairement les forces de guérilla en Colombie et à réprimer les communautés paysannes rurales qui les soutiennent. Les cerveaux de la politique des Etats-Unis, eux, décrivent le Plan Colombie comme un effort pour éradiquer la production de drogue et son commerce en attaquant les sources de production qui sont situées dans les régions influencées ou contrôlées par la guérilla. Selon cette argumentation, puisque les guérillas sont associées avec les régions productrices de coca, Washington a envoyé ses équipes de conseillers militaires et son aide militaire pour détruire ce qu'ils appellent les « narco-guérillas ».

Plus récemment, particulièrement à la suite des succès politiques et militaires des deux principaux mouvements de guérilla, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée nationale de libération (ELN), Washington a progressivement reconnu que sa guerre est dirigée contre ce qui est désormais appelé l'insurrection de la guérilla.

Même si les enjeux économiques en Colombie même sont substantiels, la question plus vaste et plus importante, pour Washington comme pour l'oligarchie dominante à Bogota, est l'accumulation rapide et massive de forces. L'engagement militaire des Etats-Unis en Colombie a une dimension géopolitique. Les stratèges de Washington sont préoccupés par plusieurs évolutions géopolitiques, qui pourraient affecter négativement le pouvoir impérial des Etats-Unis dans la région et au-delà.

- Premièrement, la question de l'insurrection colombienne fait partie d'une matrice plus vaste qui est en train de remettre en cause l'hégémonie des Etats-Unis dans la partie septentrionale de l'Amérique du Sud et dans la zone du canal de Panama.

du Plan Colombie

- Deuxièmement, les conflits dans la région sont liés au pétrole, à sa production, à sa commercialisation et à la fixation de son prix (le Venezuela est membre de l'OPEP, etc.).

- Troisièmement, si les noyaux durs des conflits avec l'empire des Etats-Unis sont situés en Colombie, au Venezuela et en Equateur (le triangle radical), il y a croissance d'un mécontentement de gauche et nationaliste dans des pays adjacents clés, particulièrement au Brésil et au Pérou.

- Quatrièmement, l'exemple d'une résistance qui réussit dans les pays du triangle radical résonne déjà dans des pays plus au sud, comme le Paraguay et la Bolivie, sensibles à l'impact des luttes politiques menées par les mouvements indiens-pay-sans des hauts plateaux de l'Equateur ainsi qu'aux « appels boliviariens » du président Hugo Chavez du Venezuela. De même, une conscience nationaliste-populiste est toujours présente en Argentine.

- Cinquièmement, la force du triangle radical, particulièrement la diplomatie du pétrole et la politique indépendante du président Chavez, a démolé la stratégie des Etats-Unis visant à isoler la révolution cubaine et elle a contribué à davantage intégrer Cuba dans l'économie régionale. En outre, les contrats avantageux de fourniture de pétrole accordés par le président Chavez (du commerce à des prix subventionnés) ont renforcé la détermination des régimes des Caraïbes et de l'Amérique centrale à résister aux efforts de Washington visant à faire de la mer des Antilles une zone protégée des Etats-Unis.

Les guérillas et les mouvements populaires constituent un défi politique et social sérieux à la suprématie des Etats-Unis dans la région. Le Venezuela, de son côté, représente un défi sur les plans de la diplomatie et de la politique économique dans le bassin caraïbe et au-delà, grâce à son leadership dans l'OPEP et à sa politique étrangère non alignée.

En termes plus généraux, le triangle radical peut contribuer à miner la mystique qui existe autour de la prétendue invincibilité de l'hégémonie américaine et à dégonfler

l'idée qu'il serait inévitable de se soumettre à l'idéologie du libre marché.

En termes plus spécifiques, le conflit entre le triangle radical et le pouvoir impérial des Etats-Unis attire l'attention sur le fait qu'une grande partie de ce qui est décrit comme « le globalisme » repose sur des fondations qui sont tout simplement les relations sociales de production et le rapport de force entre classes sociales à l'intérieur des Etats-nations. Ce constat est particulièrement important pour le conflit qui oppose en Colombie les FARC aux Etats-Unis.

Mon postulat est que sans fondations solides, sociales, politiques et militaires, à l'intérieur de l'Etat-nation concerné, le projet impérial et les réseaux globaux qui

l'accompagnent sont mis en péril. C'est pourquoi il vaut la peine de regarder de très près la nature de la guerre que Washington mène par procuration en Colombie. Par l'intermédiaire de son client, le régime colombien, Washington tente de détruire les guérillas et de décimer et démoraliser leurs partisans, afin de restaurer les fondations locales du pouvoir impérial.

La géographie du défi lancé à Washington

Dans les années 1960 et 1970, le défi au pouvoir impérial des Etats-Unis se situait dans le cône sud de l'Amérique latine, au Chili, en Argentine, en Uruguay et en Bolivie. Washington y a répondu en ►





appuyant des coups d'Etat militaires et la terreur d'Etat pour renverser des gouvernements et terroriser l'opposition populaire, jusqu'à la soumission.

Durant les années 1980, c'est l'Amérique centrale qui est devenue la clé de voûte du défi révolutionnaire au pouvoir impérial des Etats-Unis. La révolution nicaraguayenne et les mouvements populaires de guérilla au Salvador et au Guatemala ont constitué un sérieux défi aux régimes clients et aux intérêts géopolitiques et économiques des Etats-Unis. Washington a militarisé la région en y déversant des milliards de dollars d'armements, en finançant une armée mercenaire au Nicaragua et le terrorisme militaire d'Etat au Salvador et au Guatemala. Au prix de plus de 200 000 morts au Guatemala, 75 000 au Salvador et au moins 50 000 au Nicaragua, la guerre d'usure menée par Washington a finalement réussi à imposer une série d'accords de paix restaurant des régimes clients des Etats-Unis et l'hégémonie de Washington.

A la fin des années 1990 et au début du nouveau millénaire, la géographie de la résistance à l'empire US s'est déplacée vers la partie nord de l'Amérique du Sud, c'est-à-dire la Colombie, les hauts plateaux orientaux de l'Equateur et le Venezuela.

- En Colombie, les forces des guérillas réunies contrôlent ou influencent de larges parts du territoire : au sud de Bogota, jusque vers la frontière équatorienne ; au nord-ouest vers Panama, ainsi que plusieurs poches à l'est et à l'ouest de la capitale et des unités de milice urbaine. Parallèlement aux mouvements de guérilla, des mobilisations paysannes à grande échelle et des grèves générales convoquées par les syndicats ont secoué de manière croissante le régime du président Pastrana.

- Au Venezuela, l'équipe du président Hugo Chavez a gagné plusieurs élections, réformé les institutions de l'Etat (le Congrès, la Constitution et le pouvoir judiciaire) et elle a adopté une position indépendante en politique étrangère, conduisant l'OPEP vers la fixation de prix du pétrole plus élevés, développant des liens

avec l'Iraq et élargissant les relations diplomatiques et commerciales avec Cuba.

- En janvier 2000, la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (CONAIE), qui est un puissant mouvement indien paysan lié à des officiers subalternes de l'armée et à des syndicalistes, a renversé le régime du président Mahuad. L'armée est intervenue pour renverser à son tour la junte populaire, mais la CONAIE et ses alliés furent capables de remporter des succès importants lors des élections législatives qui suivirent. Conséquence : le projet stratégique du Pentagone d'encercler les guérillas colombiennes en construisant une base militaire en Equateur, à Manta, a été sérieusement combattu.

Dans ces trois pays, des mouvements armés ou civils, ainsi que le régime Chavez à Caracas, ont mis en question l'interventionnisme de Washington et sa promotion du programme néo-libéral.

Cette résistance a lieu dans une région qui est riche en pétrole : le Venezuela est un important fournisseur des Etats-Unis ; la Colombie produit du pétrole et possède de substantielles réserves non exploitées ; il en va de même, à plus petite échelle, pour l'Equateur. Le pétrole est une arme à double tranchant : il encourage une politique interventionniste agressive de Washington (comme le Plan Colombie et l'intervention contre la junte populaire équatorienne) ; en même temps, il peut servir de levier pour défier la domination des Etats-Unis, comme Chavez l'a démontré.

Cependant, même si le pétrole est à la fois une ressource stratégique pour l'approvisionnement de l'empire US et un atout économique pour des nationalistes – leur permettant de défier tout boycott et de financer leurs alliés potentiels –, le Plan Colombie ne peut pas être interprété uniquement comme le produit de la matrice géo-économique de ce triangle nord de l'Amérique du Sud, particulièrement riche en pétrole.

Le Plan Colombie est aussi une stratégie plus large visant à contenir et à affaiblir l'attrait que l'avance révolutionnaire colombienne exerce au sein d'autres pays latino-américains. L'existence, sur des territoires qui se jouxtent, des FARC, de la CONAIE et du régime Chavez les renforce mutuellement. Si le projet nationaliste-

populiste du Venezuela tire ses racines de la révolte populaire face à la corruption, au pourrissement des institutions politiques et à la misère de la majorité du peuple, l'existence d'un mouvement social-révolutionnaire puissant aux portes du Venezuela renforce ce pays contre toute politique de déstabilisation inspirée par les Etats-Unis. De même, le refus du régime Chavez d'autoriser les avions de reconnaissance US à pénétrer l'espace aérien vénézuélien pour localiser les forces de guérilla colombiennes diminue la pression militaire sur ces dernières. Le fait qu'en Equateur un mouvement indien-paysan de grande dimension s'oppose à la militarisation yankee de la frontière Equateur-Colombie affaiblit l'effort de guerre impérial. Le ralliement du gouvernement équatorien à la dollarisation de l'économie du pays et à la construction d'une base militaire US l'ont délégitimé, dans un contexte de paupérisation croissante et de tensions socio-politiques de plus en plus aiguës.

Le triangle radical et le conflit avec l'empire US peuvent déborder sur des pays voisins. Le Pérou, un client dévoué des Etats-Unis, dirigé jusqu'il y a peu par un chef de la police secrète parrainé par la CIA, Vladimiro Montesinos, se trouve dans une période d'instabilité : mouvements populaires de masse et politiciens néo-libéraux se disputent pouvoir et influence. Au Brésil, le Parti des travailleurs (PT), le parti de la gauche réformatrice, a gagné une série d'élections municipales importantes, entre autres la mairie de Sao Paulo, alors que le parti du président Cardoso poursuit sa spirale descendante. Plus important, le Mouvement des paysans sans terre (MST) continue d'organiser l'occupation de grandes propriétés foncières en réussissant à résister à la répression de l'Etat, dans des campagnes très tendues socialement. Plus au sud, d'importantes mobilisations paysannes et urbaines ont paralysé de plus en plus fréquemment les économies de la Bolivie et du Paraguay ; tandis qu'en Argentine les provinces sont en rébellion continue, les *piqueteros* coupant les axes routiers et attaquant les institutions politiques municipales.

C'est dans ce contexte de mobilisation continentale grandissante qu'il faut voir le Plan Colombie, comme une tentative de décapiter l'opposition la plus radicalisée,

la plus avancée et la mieux organisée contre l'hégémonie des Etats-Unis.

Jusqu'à présent, le surgissement dans le triangle radical de cette opposition à multiples facettes a bloqué, voire a fait reculer les efforts de Washington sur divers terrains. Sa volonté historique d'isoler la révolution cubaine de l'Amérique latine et des Caraïbes a été mise en échec. La visite de Chavez à Cuba et l'accord Cuba-Venezuela sur le pétrole consolident l'approvisionnement en énergie de Cuba. La Conférence ibéro-américaine de Panama, en novembre 2000, a totalement isolé les diplomates du Département d'Etat, en appelant les Etats-Unis à abolir la Loi Helms-Burton, qui impose l'embargo contre Cuba. Les démarches prudemment calibrées de Washington visant à affaiblir le régime Chavez ont été repoussées. L'OPEP a élu à sa tête un Vénézuélien, Ali Rodriguez. Les pays des Caraïbes se sont empressés de demander et de signer des accords pétroliers favorables avec le Venezuela. Le conflit du Proche-Orient a renforcé Chavez face aux Etats-Unis : en témoignent son attaque publique contre le Plan Colombie et les réactions favorables du Brésil, du Mexique et d'autres pays importants.

La stratégie de Washington suit une « approche en dominos ». Le Plan Colombie signifie : d'abord vaincre les guérillas, ensuite encercler et mettre sous pression le Venezuela et l'Equateur avant de passer à l'escalade de la déstabilisation intérieure. L'objectif stratégique est de reconsolidier le pouvoir de Washington dans la partie nord de l'Amérique du Sud, d'assurer un accès sans restriction au pétrole et d'imposer au reste de l'Amérique latine l'idéologie qui prétend qu'il n'y a « pas d'alternatives à la globalisation ».

Entretenir la mystique

Un enjeu du Plan Colombie est de préserver la mystique de l'invincibilité de l'empire ainsi que le dogme du caractère irréversible des politiques néo-libérales.

L'élite au pouvoir à Washington sait que les croyances des peuples opprimés et de leurs dirigeants sont tout aussi efficaces pour préserver le pouvoir des Etats-Unis que l'exercice effectif de la force. Tant que les régimes latino-américains, de même que leurs oppositions, continuent de croire

qu'il n'y a pas d'alternative à l'hégémonie des Etats-Unis, ils se conformeront aux principales exigences formulées par Washington et ses représentants au sein des institutions financières internationales. La croyance que le pouvoir des Etats-Unis est intouchable et que ses exigences ne peuvent pas être remises en cause par un Etat-nation – croyance que la rhétorique de la globalisation fortifie encore davantage – a été un facteur essentiel du renforcement de la tutelle matérielle des Etats-Unis (c'est-à-dire l'exploitation économique, la construction de bases militaires, etc.)

Si la domination des Etats-Unis est mise à l'épreuve et que, dans une région, une lutte populaire y résiste avec succès, cette mystique s'érodera et les peuples – et même les régimes – ailleurs dans le monde commenceront à remettre en question la politique des Etats-Unis. Les forces d'opposition bénéficieront alors d'un nouvel élan pour défier les régulations néo-libérales qui facilitent le pillage de leurs économies. Là où se produisent de telles déstabilisations, le capital fuira devant la menace d'un renouveau de réformes nationalistes et socialistes et de mesures structurelles redistributives. Le repli sur des marchés plus restreints, combiné à la pression des risques et des marges bénéficiaires déclinantes au sein de l'empire US, menacera alors la position du dollar. Une baisse du dollar rendrait à son tour plus difficile le financement de l'immense déficit des comptes courants de l'économie américaine.

C'est la crainte de cette réaction en chaîne qui est à la racine de l'hostilité, où que ce soit, de Washington à toute remise en question pouvant déboucher sur la mise en mouvement d'une opposition politique à grande échelle et durable. La Colombie est un tel cas. En tant que tels, les intérêts économiques et politiques des Etats-Unis en Colombie ne sont pas si importants que cela. Pourtant la possibilité d'une lutte émancipatrice réussie dirigée par les FARC, l'ELN et leurs alliés populaires pourrait affaiblir la mystique, mettre en mouvement des mobilisations dans d'autres pays et – peut-être – même procurer un début de colonne vertébrale à quelques leaders latino-américains. Le Plan Colombie est censé empêcher que la Colombie ne devienne un exemple démon-



trant que des alternatives sont possibles et que Washington peut être vaincu.

Plus important, une alliance Cuba-Venezuela-Colombie pourrait constituer un bloc politique et économique puissant, réunissant le savoir-faire cubain en matière sociale et de sécurité, le poids énergétique du Venezuela et, de la part de la Colombie, son pétrole, sa main-d'œuvre, son agriculture et son industrie. Ces économies complémentaires pourraient devenir un pôle alternatif à l'empire centré sur les Etats-Unis. Le Plan Colombie est organisé pour détruire la clé de voûte potentielle de cette alliance politique : l'insurrection colombienne.

Phrases vides et réalités concrètes

La nature du Plan Colombie est d'être une opération clairement militaire dirigée par les Etats-Unis afin de détruire leur adversaire de classe dans le but de consolider leur empire en Amérique latine. La rhétorique antidrogue est destinée à la consommation intérieure et ne constitue pas un guide opérationnel pour l'action.

Les chefs de la guérilla et leurs mouvements comprennent cela parfaitement et agissent en conséquence. Ils mobilisent la base sociale qui les soutient, assurent leurs fournitures militaires et organisent une stratégie anti-impériale appropriée.

Confrontés à cette brutale polarisation politico-militaire, définie clairement par chacun des deux adversaires en présence, de nombreux intellectuels, universitaires et présumés progressistes battent en retraite et se cachent derrière des abstractions apolitiques, coupées des configurations de pouvoir effectives et de la lutte de classes qui a lieu dans la réalité. Ils invoquent le « système capitaliste mondial », l'« accumulation du capital à l'échelle mondiale », les « défaites historiques », l'« âge des extrêmes ».

Ce sont des phrases vides, écrites en grands caractères, répétées comme des incantations, qui n'expliquent rien et obscurcissent la base spécifique, politique et de classe, des mouvements anti-impéria- ▶

listes et des luttes de classes qui vont s'amplifiant.

Etant donné l'importance stratégique aux yeux de Washington du dénouement de la crise colombienne, ainsi que le potentiel que recèle cette lutte comme bélier pour ébranler l'hégémonie des Etats-Unis en Amérique latine, il est manifeste que l'accumulation du capital US dépend pour une part importante des résultats des luttes politiques à l'intérieur des Etats-nations. Qui plus est, une victoire politico-militaire des Etats-Unis en Colombie isolerait Chavez et faciliterait les efforts pour affaiblir son régime, ce qui est particulièrement important compte tenu de la centralité du pétrole, en tant que première source d'énergie, pour les Etats-Unis. Tant que les FARC et l'ELN existent et constituent un « plus grand mal » extrémiste aux yeux de Washington, ceux qui décident de la politique des Etats-Unis sont bien obligés de manœuvrer avec prudence face à la politique étrangère de Chavez, de crainte que ce dernier ne radicalise sa politique intérieure, en convergence avec la gauche colombienne. Jusqu'à maintenant, malgré toutes ses déclarations nationalistes en matière de politique étrangère, Chavez a pratiqué une politique budgétaire plutôt orthodoxe; il a respecté les investisseurs étrangers et il en a même invité de nouveau; il a également honoré scrupuleusement le paiement de la dette extérieure (et intérieure) du Venezuela. Washington a donc dû mettre en œuvre des stratégies complexes envers ses adversaires dans le triangle Colombie-Equateur-Venezuela, maintenant des relations froides mais correctes avec le régime Chavez au même moment où il procédait à une nette escalade de son appui à la guerre contre les FARC/ELN.

Les divers registres de la politique de Washington

Face aux différentes oppositions qu'il affronte dans la région, Washington poursuit une politique sur plusieurs registres.

- En Colombie, où un client des Etats-Unis contrôle l'appareil d'Etat et où les guérillas constituent un défi au système lui-même, le Département d'Etat a déclaré une guerre à outrance. Les priorités sont la centralisation et l'expansion de la machine de guerre et la marginalisation des organisations

populaires autonomes de la société civile. Si Washington tolère la zone démilitarisée, contrôlée par les FARC et où les négociations de paix ont lieu, l'administration américaine est déterminée à resserrer l'encerclement militaire de la région, en prenant militairement le contrôle le long de la frontière (particulièrement la frontière entre la Colombie et l'Equateur) et en préparant un assaut militaire général et sans merci contre la direction des guérillas à l'intérieur de la zone démilitarisée.

Dans ce cadre, la stratégie militaire des Etats-Unis s'est concentrée de plus en plus ces dernières années sur l'expansion des forces paramilitaires et le renforcement de leur efficacité opérationnelle. Depuis plus de dix ans, la CIA a aidé à former ces groupes paramilitaires, en prétendant le faire pour combattre le cartel de la drogue. Ces trois dernières années, c'est par l'intermédiaire de son aide militaire à l'armée colombienne que Washington a démultiplié son appui clandestin aux forces paramilitaires, tout en tolérant leurs activités dans la drogue.

Les terroristes paramilitaires jouent un rôle essentiel dans le Plan Colombie: ils se chargent de la « purification sociale » agressive de régions entières, en éliminant les activistes paysans soupçonnés de sympathies pour la guérilla. Les forces paramilitaires, dont les effectifs sont estimés à environ 10 000 hommes, sont la « carte » de Washington pour saboter les négociations de paix et transformer le conflit colombien en guerre totale. La tactique de Washington consiste à faire pression pour que les paramilitaires soient inclus dans les négociations de paix comme tierce partie, afin de fournir ainsi l'occasion à Pastrana de se poser en médiateur centriste entre les deux extrêmes pour imposer un règlement qui maintienne le statu quo socio-économique. Cela va très probablement provoquer une rupture des négociations et une guerre totale.

A l'égard des paramilitaires, Washington joue un double jeu. Chaque année, les rapports du Département d'Etat les condamnent sur le papier. Mais, dans les faits, les paramilitaires reçoivent de Washington un appui à grande échelle, par l'intermédiaire de l'aide militaire à l'armée colombienne.

En Colombie, les Etats-Unis poursuivent une démarche presque exclusivement mili-

taire, qu'accompagnent seulement quelques subsides mineurs à des ONGs que les Etats-Unis veulent mettre de leur côté en les faisant travailler sur des cultures alternatives à la coca.

- Au Venezuela par contre, Washington souhaite éviter de déclencher prématurément une confrontation. Le Département d'Etat réalise que le rapport de force au Venezuela n'est pas favorable à une action politico-militaire directe. Chavez a réformé la justice, gagné les élections au Congrès, nommé des officiers généraux respectueux de la Constitution et il s'est assuré d'un soutien majoritaire solide au sein de la population. Pour le moment, les alliés de Washington, qui se trouvent parmi la bourgeoisie d'affaires, dans les partis traditionnels et au sein de l'appareil d'Etat, ne sont pas en position de procurer à Washington des canaux efficaces pour financer et diriger un effort de déstabilisation. La stratégie de Washington reste donc pour l'instant limitée à une guerre de propagande visant à créer, demain, des conditions favorables pour une déstabilisation à grande échelle et un coup d'Etat civil et militaire.

La tactique des Etats-Unis au Venezuela est donc exactement l'inverse de sa politique à l'égard du régime colombien. Pour s'opposer à Chavez, Washington met en garde contre les dangers autoritaires de sa centralisation du pouvoir. Le Département d'Etat plaide pour une plus grande autonomie au sein de la société civile en faveur des élites, qui sont ses clients. Le but de Washington est de fragmenter le pouvoir et d'établir une plate-forme sur laquelle réorganiser les partis traditionnels vénézuéliens, actuellement discrédités. En Colombie, les Etats-Unis appuient les programmes d'austérité de Pastrana et du FMI. Au Venezuela, par contre, ils montent en épingle la pauvreté de masse et le chômage, dans l'espoir de susciter une désaffection populaire à l'égard du régime Chavez.

- En Equateur comme en Colombie, Washington soutient à fond l'option centraliste du gouvernement, la répression des mouvements sociaux ainsi que la marginalisation de l'opposition au parlement équatorien. La dollarisation de l'économie et la concession aux Etats-Unis d'une base militaire sont les plus sûrs signes de la conver-

sion de l'Equateur au statut d'Etat client des Etats-Unis.

Il est trop tôt pour formuler un jugement définitif sur cette politique à plusieurs registres.

Dans ses premiers stades, le Plan Colombie a conduit à un emploi plus agressif des forces paramilitaires et à un plus grand nombre de victimes civiles, mais il n'a pas permis un refoulement (« roll back ») véritable des guérillas. L'approfondissement de la crise de l'économie colombienne a accru l'impopularité du régime Pastrana dans les villes. L'affaiblissement de la position politique de Pastrana a été mis en évidence par ses pertes sévères lors des élections municipales de la fin 2000.

Au Venezuela, le régime Chavez consolide son pouvoir institutionnel, trouvant un appui renforcé au sein des syndicats grâce à des nouvelles élections libres, tout en gardant un soutien massif dans la population.

En Equateur, les mouvements sociaux et la coalition indienne-paysanne conservent leur pouvoir de mobilisation, même si les alliés de Washington ont réussi, au moins temporairement, à imposer des accords militaires avec les Etats-Unis et, par le biais de la dollarisation, une subordination ouverte de l'économie équatorienne au Département du Trésor des Etats-Unis.

Les conséquences de l'escalade militaire des Etats-Unis

Le Plan Colombie est typiquement une guerre de basse intensité, qui combine de la part du gouvernement des Etats-Unis un financement et un armement à grande échelle avec un faible engagement de troupes sur le terrain. Mais cette guerre de basse intensité a d'ores et déjà eu sur les paysans et les travailleurs de Colombie un impact de haute intensité qui est en train d'internationaliser le conflit.

Malgré leurs habituels démentis, les agences militaires et de renseignements de Washington ont été très actives pour diriger les forces paramilitaires colombiennes qui déciment les civils, c'est-à-dire essentiellement les paysans qui, dans les villages, soutiennent les FARC ou l'ELN. Paysans, militants des communautés, instituteurs et autres personnes accusées d'un

tel soutien sont assassinés en masse pour terroriser le reste de la population. Dans les régions occupées par l'armée colombienne, conseillée par les Etats-Unis, de fréquentes rafles des paramilitaires ont provoqué l'exode de plus d'un million de paysans. La terreur paramilitaire fait partie du répertoire des tactiques de contre-insurrection conçues à Washington pour vider les campagnes et priver les guérillas de soutien logistique, de nourriture et de nouvelles recrues.

Avec l'escalade de violence du Plan Colombie, des milliers de paysans fuient au-delà des frontières pour se réfugier au Venezuela, en Equateur, à Panama et au Brésil. Inévitablement, les attaques des paramilitaires menées au-delà des frontières contre les réfugiés ont élargi le conflit militaire. Les familles des militants de la guérilla obligées de fuir maintiennent leurs liens et leurs contacts. Les zones de frontières sont devenues des zones de guerre où des réfugiés vivant dans une abjecte misère sont parties au conflit et constituent des cibles pour l'armée colombienne. Plutôt que de limiter le conflit civil, le Plan Colombie étend et internationalise la guerre, exacerbant l'instabilité dans les régions adjacentes des pays voisins.

Le Plan Colombie représente clairement une escalade dans la nature et la visibilité de l'engagement des Etats-Unis en Colombie. On estime à trois cents leurs conseillers militaires, auxquels il faut ajouter les mercenaires qui pilotent les hélicoptères, recrutés auprès d'entreprises privées de sécurité « sous-traitantes ». Cela signifie que l'engagement des Etats-Unis est descendu de la planification, de la conception et de la direction de la guerre jusqu'au niveau opérationnel tactique. En outre, les décideurs des Etats-Unis ont eu recours à tous les leviers financiers dont ils disposent pour récompenser les officiers colombiens complaisants et coopératifs et pour punir ou humilier ceux qui ne se plient pas assez aux ordres ou aux conseils venus de Washington.

L'impression (et la réalité) qui prévaut chez les Colombiens est que le Plan Colombie est en train de transformer une guerre civile en une guerre nationale. Il n'y a absolument aucun doute que la classe dominante colombienne et des secteurs de la moyenne bourgeoisie sont favorables à

une intervention militaire des Etats-Unis plus grande et plus directe encore. Pour les paysans par contre, la présence accrue des Etats-Unis signifie un emploi accru de défoliants chimiques, des raids militaires de plus en plus agressifs et destructeurs pour éradiquer la coca et les cultures vivrières, et pour éliminer les gêneurs. Le Plan Colombie est en train de transformer une guerre civile en une guerre de libération nationale. Cette dimension nationaliste pourrait susciter des soutiens urbains accrus à la guérilla chez les étudiants, les intellectuels et chez les syndicalistes, tout en poussant les paysans apolitiques dans le camp de la guérilla, par simple réflexe de survie pour eux et leur famille.

En mettant au premier plan une réponse militaire à l'insurrection populaire, le Plan Colombie militarise la société colombienne et accentue l'exode hors du pays des gens qualifiés et de bien d'autres citoyens, qui fuient par crainte des forces militaires et paramilitaires qui se déchaînent dans les villes. Mettre la Colombie sur pied de guerre intimide le Colombien moyen ; mais cela aliène également de nombreux Colombiens de la petite bourgeoisie, qui se voient exposés à des perquisitions arbitraires et à des interrogatoires. La perte de cet espace urbain, limité, à l'intérieur duquel une société civile colombienne a pu continuer jusqu'à présent de s'exprimer, va pousser au développement de l'activité clandestine de certains, tandis que d'autres se sentiront forcés de se retirer encore plus de la vie publique. Le gouvernement considère les revendications syndicales et civiques comme « subversives pour l'effort de guerre ». Les opposants civils sont considérés comme « une cinquième colonne agissant pour le compte des guérillas ». Conséquence : le nombre déjà record des syndicalistes et des journalistes assassinés augmente encore plus. Tandis que certains sont intimidés, d'autres vont se détourner radicalement de l'Etat.

Le Plan Colombie coûte 3,5 milliards de dollars à l'Etat colombien, à un moment où le gouvernement impose des mesures d'austérité et des coupes dans les dépenses sociales qui frappent les salariés. En accroissant les dépenses militaires colombiennes, le Plan Colombie accroît l'opposition à l'Etat au sein de la population. Cela, en retour, ne peut que renforcer l'exigence ►

de la part des militaires colombiens et des dirigeants de Washington que l'appareil répressif soit renforcé encore plus. Les politiques néo-libérales et la militarisation du conflit requièrent un Etat centralisé plus fort et le rétrécissement et l'étouffement de la société civile, en tout cas pour les classes populaires. Le renforcement de l'Etat et sa détermination à mener une guerre sur deux fronts – la guerre militaire dans les campagnes, la politique d'austérité néo-libérale dans les villes – n'ont pas seulement pour résultat d'approfondir la polarisation entre le régime et la population civile, mais ils isolent aussi le régime de plus en plus. Celui-ci devient dès lors encore plus dépendant de Washington et des organismes militaires et paramilitaires qui se multiplient dans les villes et dans les campagnes.

Le diagnostic de Washington : ses faiblesses et les réalités

Pour l'essentiel, le Plan Colombie opère sur la base de trois postulats erronés :

1. Washington extrapole une fausse analogie avec ses victoires en Amérique centrale ;
2. Washington se base sur une série d'équations erronées quant à la nature des guérillas colombiennes et quant aux sources de leur force ;
3. Washington accorde une importance disproportionnée à la drogue comme base du pouvoir de la guérilla et se fixe exagérément sur cet aspect.

Le défi que les FARC et l'ELN lancent au pouvoir ne saurait être comparé aux luttes de guérilla qu'a connues l'Amérique centrale dans les années 1980.

Pour commencer il y a le facteur temps : les guérillas colombiennes ont derrière elles une plus longue trajectoire, qui leur a permis d'accumuler une abondante réserve d'expériences pratiques, particulièrement à propos des pièges que recèlent des accords de paix qui échouent à transformer l'Etat et ne placent pas les réformes de structure du pays au centre du compromis conclu.

Deuxièmement, la direction de la guérilla des FARC est composée, pour la plus grande partie, de dirigeants paysans ou de personnes qui ont noué des liens profonds avec les campagnes, à la différence des commandants d'Amérique centrale qui étaient pour la plupart des intellectuels

issus des classes moyennes, désireux de retourner à la vie urbaine et à une carrière politique électorale.

Troisièmement, la géographie est différente. Non seulement la Colombie est beaucoup plus grande, mais la topographie favorise la guerre de guérilla. En outre le rapport politique de la guérilla à son terrain est bien meilleur en Colombie. Par leur origine sociale et leur expérience, les guérillas colombiennes sont mieux familiarisées avec le terrain dans lequel elles mènent la guerre.

Quatrièmement, la direction des FARC a placé des réformes socio-économiques au centre des négociations qu'elle mène avec le gouvernement, à la différence des mouvements centro-américains qui ont mis la priorité sur la réinsertion des ex-commandants dans le processus électoral.

Cinquièmement, les guérillas colombiennes sont entièrement autofinancées et ne sont donc pas exposées aux pressions et aux marchandages de soutiens extérieurs, comme cela a été le cas en Amérique centrale.

Sixièmement, les FARC ont déjà fait l'expérience d'un accord de paix, entre 1984 et 1990, qui a vu l'assassinat de milliers de leurs partisans et sympathisants et aucun progrès dans la réforme du système socio-économique du pays.

Finalement les guérillas ont observé les accords d'Amérique centrale et elles ne sont guère impressionnées par les résultats : l'hégémonie du néo-libéralisme, l'impunité des militaires qui ont violé les droits de l'homme, l'enrichissement de nombreux ex-commandants de la guérilla dont quelques-uns se sont d'ailleurs même joints aux appels en faveur de l'intervention des Etats-Unis en Colombie.

Etant donné ces différences, la politique à double registre de Washington – qui parle de paix, finance des cultures alternatives, tout en intensifiant la guerre et en poussant à l'éradication des cultures de coca – est condamnée à l'échec. La carotte d'un accord de paix pour les commandants et le bâton de la guerre d'usure contre la base populaire ne réussiront pas à amener les FARC à conclure une paix qui s'accompagnerait de leur insertion électorale, avec maintien de la continuité institutionnelle et

militaire du pays, tandis que le néo-libéralisme poursuivrait ses ravages.

Le deuxième postulat erroné des responsables de Washington, c'est l'analyse simpliste qu'ils font des sources du pouvoir des FARC. Les penseurs stratégiques de Washington tirent un trait d'égalité entre les FARC et le commerce de la drogue. Vu de Washington, c'est la drogue qui leur permettrait de recruter des combattants à coups de millions de dollars, tandis que leurs « tactiques de terreur » leur permettraient d'intimider la populace et de contrôler des territoires entiers. Pour Washington, les équations sont très simples : FARC = drogue, drogue = dollars, dollars = recrues, recrues = terreur, terreur = croissance du territoire contrôlé.

Une approche aussi superficielle néglige toutes les dimensions historiques, sociales et régionales du conflit et elle reste aveugle à la dynamique sociale qui explique l'influence croissante des FARC. Pour commencer, elle néglige le processus historique de la formation des FARC, de leur croissance dans certaines régions et de leur succès auprès de certaines classes sociales. Les FARC sont devenues une formation de guérilla redoutable au travers de l'accumulation de forces sur la durée, non pas d'une manière linéaire, mais avec des reculs et des avancées. Sur 35 ans, ce sont les liens de famille, l'expérience de vivre et de travailler dans des régions abandonnées ou harcelées par l'Etat qui ont joué un grand rôle dans le recrutement et la construction du mouvement. Par tâtonnements, en tirant les leçons des erreurs commises, par la réflexion et l'étude, les FARC ont été capables d'accumuler un vaste bagage de compréhension pratique des bases matérielles et de la psychologie du recrutement de masse, et de la conduite de la guerre de guérilla. Les FARC, en se faisant tout au long de leur histoire les champions de la réforme agraire et des droits des paysans, ont été capables avec un succès considérable de former des cadres paysans qui font le lien entre les villageois et les chefs guérilleros et peuvent communiquer dans les deux sens. Ce sont ces liens et ces expériences historiques, bien plus que la taxe sur le commerce de la drogue, qui sont décisifs pour expliquer le développement des FARC.



En fait, c'est l'évolution historique et politique des FARC qui ont façonné le rôle de la taxe que les FARC prélèvent sur les ventes de drogue et non l'inverse, la drogue qui déterminerait leur politique. La décision de taxer les trafiquants de drogue et de réinvestir les fonds ainsi recueillis dans le mouvement révèle en fait le caractère politique du mouvement, que n'infirment pas quelques cas isolés d'enrichissement individuel. Dans les zones contrôlées par les FARC, la drogue n'est ni vendue ni consommée. Les FARC protègent les producteurs paysans, mais ce sont les alliés politiques et militaires des Etats-Unis ainsi que les banques qui commercialisent la drogue et qui blanchissent les profits de cette activité.

Socialement, les FARC sont insérées dans la structure de classes du pays par leur implantation dans les villages et la défense des intérêts des paysans. Les FARC recrutent parmi les paysans et parmi les pauvres des villes avec qui ils travaillent et auxquels les relient souvent des liens de famille. En déracinant les villageois, les déprédations des militaires et des paramilitaires font des jeunes paysans des recrues disponibles et volontaires pour les armées de la guérilla. La même chose se passe avec le programme d'éradication des cultures de coca : en détruisant les moyens d'existence des paysans, ils créent des conditions propices à l'appel aux armes de la guérilla. La force de la guérilla dans les

provinces ne découle pas seulement de l'exploitation et des abus des élites économiques dominantes, mais également de la concentration des dépenses publiques et de la consommation à Bogota (et dans une moindre mesure dans les autres grandes villes). La polarisation ville-campagne, historique en Colombie, a contribué à la constitution d'armées rurales, tant par certains politiciens régionaux que par les guérillas. En intervenant de façon arbitraire et violente dans les campagnes, l'armée, qui sert l'élite politique de Bogota et les grands propriétaires terriens régionaux, a approfondi le fossé entre la classe politique et les paysans. Beaucoup de paysans en viennent à se sentir plus proches des guérillas. Finalement, les cerveaux de la politique des Etats-Unis exagèrent la place centrale qu'occuperaient dans la guerre de guérilla les revenus tirés de la drogue. Personne ne va nier que la taxe sur la drogue soit un facteur important, une source de revenu nécessaire pour financer armes et achats de nourriture. Mais cela n'est guère suffisant.

En fait, ce que les idéologues du Plan Colombie ignorent ou sous-estiment, c'est l'importance des luttes des FARC en défense des intérêts de base des paysans (la terre, l'accès au crédit, les routes, etc.), l'éducation politique des FARC et leur attrait idéologique, les services sociaux, l'ordre et la sécurité qu'elles fournissent. Dans la plupart de leurs rapports avec la

population rurale, les FARC représentent l'ordre, l'honnêteté et la justice sociale. Si les taxes sur la drogue permettent d'acheter des armes, c'est bien cet ensemble d'activités sociales, politiques et idéologiques qui leur valent les sympathies dans les campagnes et qui rendent les paysans réceptifs à leur appel aux armes. Ce ne sont pas les taxes sur la drogue et les armes qui achètent la loyauté de classe et le dévouement des villages. Sinon les forces militaires et paramilitaires seraient véritablement invincibles ! La force des FARC se base sur la combinaison de leur attrait idéologique et de la résonance de leurs analyses et de leurs pratiques politiques avec la réalité quotidienne de la vie paysanne. Pour couper l'herbe sous les pieds des FARC, Washington devrait changer la réalité socio-économique que le Plan Colombie est justement censé défendre.

Résultats et perspectives d'un diagnostic erroné

Le Plan Colombie est un exemple typique de l'action d'un pouvoir impérial qui investit massivement armes et argent pour soutenir un protégé loyal, en l'occurrence le régime Pastrana qui s'appuie de plus en plus sur la coercition (les forces militaires et paramilitaires), et des alliés politiques et économiques qui s'approprient les terres et dépossèdent les familles paysannes. L'armée dépend de conscrits sans motiva- ►

tion et elle entraîne des militaires professionnels, coupés du peuple, loyaux seulement envers leur hiérarchie et qui ne sont pas du tout familiers du terrain où le combat se déroule. Les officiers sont formés à l'emploi d'armes de haute technologie et ils sont préoccupés surtout par leur carrière. En général, le programme de militarisation dirigé par les Etats-Unis n'a pas remonté le moral très bas qui règne chez les conscrits et même parmi les officiers subalternes. La tactique employée cible des couches de la population civile dont de nombreux soldats sont issus. La destruction à grande échelle de cultures et de villages séduit peu les conscrits normaux : c'est bien pourquoi l'armée s'appuie sur les assassins payés par les groupes paramilitaires pour mener la « sale guerre ». Le Plan Colombie provoque la peur et la fuite parmi les paysans et les formations paramilitaires réussissent peut-être à recruter quelques-uns des jeunes déracinés. Néanmoins il est douteux, pour des raisons qui ont trait tant à l'histoire, à la biographie individuelle qu'au contexte socio-économique, que les forces paramilitaires puissent réussir à égaler les FARC/ELN dans la mobilisation de nouvelles recrues.

La poursuite et l'approfondissement de la guerre ainsi que l'isolement croissant du régime conduisent à un engagement militaire renforcé des Etats-Unis. D'ores et déjà leurs conseillers militaires sont présents pour enseigner et diriger la guerre high-tech et pour assumer la direction opérationnelle à proximité du champ de bataille. Washington pousse à étendre les bases opérationnelles de la contre-insurrection à des régions nouvelles. Ces nouvelles garnisons deviendront la cible des forces de guérilla. Si l'armée colombienne n'est pas à la hauteur pour défendre les bases avancées où opèrent les conseillers nord-américains, cela sera-t-il le prétexte pour envoyer davantage de troupes des Etats-Unis ? Cela serait alors le début d'un enchaînement conduisant à un engagement direct de troupes terrestres des Etats-Unis sur le terrain.

S'il est vrai qu'on peut se poser de sérieuses questions quant au degré et à la profondeur de l'implication militaire future des Etats-Unis, il n'y a aucun doute que le Plan Colombie signifie un approfondissement de la guerre qui minera certainement encore plus profondément l'économie colombienne. Les revenus de l'Etat seront asséchés pour payer la guerre ; les offensives aériennes et terrestres produiront toujours plus de réfugiés et les économies locales puis nationales de toute cette région de l'Amérique du Sud seront déstabilisées. Les camps de réfugiés deviennent souvent des bouillons de culture d'extrême-

misme, l'extrémisme des déracinés. La drogue, la contrebande et d'autres activités criminelles vont fleurir et déborderont tous les efforts des pays voisins pour contrôler leurs frontières. L'expérience montre que les Etats-Unis ne seront pas capables d'éviter l'extension géographique des effets de la guerre. Ce qui s'étend au loin tend toujours à revenir comme un boomerang.

Effets en retour (blowback) imprévus

Le mot *blowback* («souffle en retour») se réfère aux effets négatifs imprévus de l'engagement des Etats-Unis dans des guerres outre-mer. Par exemple, l'entraînement par les Etats-Unis d'exilés cubains et de fanatiques islamiques afghans pour combattre le communisme a abouti à constituer des gangs de trafiquants de drogue hautement organisés, qui ont commencé par approvisionner les marchés des Etats-Unis et de l'Europe, pour passer ensuite à des activités terroristes, certains en venant même à attaquer des cibles aux Etats-Unis. [Cet article date de mai 2001 !]

Lorsque le chef de la DEA (la Drug Enforcement Administration de Washington) ou certains idéologues du Plan Colombie parlent de narco-guérillas, ce ne sont pas les gros trafiquants de drogue colombiens qu'ils évoquent. Ce qu'ils appellent les narco-guérillas, ainsi que les paysans qui cultivent la coca, touchent moins du 10% des revenus générés par la drogue car ils ne taxent et ne produisent que la matière première. Les grands profits du trafic de drogue sont réalisés avec la transformation en cocaïne, la commercialisation sur les marchés d'exportation et le recyclage des fonds ainsi accumulés. Or ceux qui se chargent de ces différentes étapes, les vrais puissants et bénéficiaires dans le trafic de stupéfiants, se trouvent être tous des alliés stratégiques des Etats-Unis dans la guerre contre-révolutionnaire.

Si l'on prend la peine de regarder les chemins empruntés par la drogue au travers des Caraïbes et de l'Amérique centrale, ils passent tous par des régimes qui sont des protégés des Etats-Unis, jouissant manifestement d'appuis officiels. La même chose vaut en Asie du Sud et au Moyen-Orient : la production, la transformation et le transport de la drogue suivent un parcours qui passe par des protégés ou d'anciens protégés des Etats-Unis. La Turquie est la plaque tournante de tout le commerce européen de la drogue, avec la protection active des militaires turcs et de leurs services secrets. Ceux-ci sont profondément liés non seulement au commerce de la drogue en Afghanistan, en Birmanie et dans quelques

républiques ex-soviétiques, mais également aux gangsters bosniaques et plus particulièrement albanais, dont les activités sont facilitées par le fort appui militaire et politique qu'accordent les Etats-Unis à l'Albanie, au Kosovo et à la Bosnie. Forts d'appuis officiels, ces gangsters ont combiné drogues, traite des blanches et trafic d'armes.

Parfois, les alliés stratégiques des Etats-Unis et leurs protégés anticommunistes se sont retournés contre eux, dans plusieurs cas après avoir été équipés et entraînés par la CIA. Par exemple, ce sont d'anciens associés de la CIA qui ont organisé des cellules terroristes ayant fait sauter des bombes contre des cibles telles que le World Trade Center de New York en 1993. [Cet article date de mai 2001 !]

La Colombie offre le même potentiel de conséquences imprévues. Les trafiquants qui achètent les feuilles de coca, transforment la pâte et produisent le produit fini (la poudre de cocaïne), collaborent avec les groupes paramilitaires ou en sont directement membres. De hauts gradés de l'armée, des grands propriétaires terriens et un nombre non négligeable de banquiers et autres respectables capitalistes recyclent l'argent de la drogue dans l'immobilier et la construction, etc. Comme toutes les enquêtes passées et présentes le montrent, les profits des affaires outre-mer sont blanchis dans de grandes banques aux Etats-Unis et en Europe. Ce sont des alliés politiques clés des Etats-Unis en Colombie et d'influents élites de la banque aux Etats-Unis qui sont les principaux acteurs dans le business de la drogue. Cela mine la crédibilité du prétexte idéologique fondamental du Plan Colombie et révèle sa vraie motivation impériale.

Le grand écart entre l'idéologie antidrogue officielle des Etats-Unis et les liens effectifs de Washington avec la narco-armée et les narco-paramilitaires de Colombie devient toujours plus évident. Cela ne peut manquer de susciter des désaccords au sein même des Etats-Unis.

Pour le moment, il n'y a pas de perspective d'un mouvement d'opposition à grande échelle aux Etats-Unis. Par contre en Colombie, au Venezuela, en Equateur et dans le reste de l'Amérique latine, toutes régions qui portent le fardeau de la guerre pour sauver l'empire, les progrès de la lutte révolutionnaire en Colombie ont mis à nu des contradictions qui traversent leurs propres sociétés et qui s'étendent bien au-delà, à l'ordre économique mondial. Cela aura des conséquences considérables pour leur futur et pour la domination impériale des Etats-Unis. ■

(Traduction Robert Lochhead)

Concentrer richesse et terreur

Murad Akincilar*

La République de Turquie est un Etat dominé par une classe dirigeante qui n'a rien d'autre à vendre que sa « position géostratégique ». Celle-ci lui a permis d'obtenir divers types de soutiens économico-militaires; ce qui a eu une importance particulière lors des périodes de crise. Cette méthode de réanimation, appliquée par les puissances impérialistes, s'est effectuée indépendamment des atrocités commises à l'encontre d'une grande partie de la population. On pourrait même dire que, plus d'une fois, l'aide n'était autre qu'une forme de récompense pour les mesures répressives prises à l'encontre des forces sociales et politiques contestant le régime en place.

En outre, les agressions militaires envers les pays voisins (Grèce-Chypres, Irak, Syrie) n'ont jamais constitué un obstacle à une aide économique et militaire en provenance des puissances occidentales. En effet, l'Etat turc, après la Seconde Guerre mondiale, a été un fidèle allié de l'impérialisme. Il en a fait la démonstration, entre autres, à l'occasion de la guerre de Corée. L'alliance avec l'Etat sioniste – qui vient de s'exprimer une fois de plus publiquement lors de la visite, en août 2001, d'Ariel Sharon – s'inscrit dans cette continuité.

Jusqu'au milieu des années 80, le socle social du régime turc, dictant son destin, résidait dans l'alliance-coexistence entre un capital financier – qui a été artificiellement et prématurément institutionnalisé dès la décadence de l'Empire ottoman (1908) et ce malgré la faiblesse de l'infrastructure industrielle du pays – et le capital marchand ayant son centre de gravité en Anatolie.

L'Etat républicain turc a été fondé (1921) en réprimant toute identité autre que celle de l'appartenance à une « entité turque » et en donnant une position primordiale à l'armée. Cette dernière doit être la garante d'une prétendue homogénéité sociale et nationale du pays. En outre, le régime, avec un certain pragmatisme, a su établir

une jonction avec un secteur petit-bourgeois en offrant un espace politique au courant sunnite de l'islam (dans le premier parlement, les dirigeants religieux turcs et kurdes disposaient de positions non négligeables).

Face à un tel Etat, toute opposition quelque peu sérieuse se transforme en « collaboration avec l'ennemi ». Elle est dès lors accusée immédiatement d'être un facteur de « *division de la totalité indivisible de l'Etat et de la nation* ».



Manifestation contre le chômage.

Un effondrement économique

Suite à une récession marquée dès 1999, la Turquie a chaviré (novembre-décembre 2000) dans une crise financière et économique, caractérisée par les médias turcs comme la plus profonde dans l'histoire du pays. Le PIB s'élevait en 2000 à 202 milliards de dollars. Or, les estimations pour 2001 annoncent un PIB de 165 milliards de dollars. Un effondrement. L'indicateur du revenu par tête d'habitant – indicateur qui ne tient pas compte de la très forte inégalité d'accès à la richesse sociale – donne le résultat suivant: 3000 dollars *per capita* pour 2000, 2300 pour 2001. C'est la première fois depuis 1986 que le revenu par tête d'habitant tombe au-dessous de 3000 dollars.

Dans un tel contexte, le Conseil de sécurité nationale (MGK), formé essentiellement par les militaires et des hauts fonctionnaires, est en train d'imposer une nouvelle version de « l'Etat de sécurité nationale ». Un peu plus de vingt ans après le coup d'Etat de septembre 1980 – qui répondait à une période spécifique de crise sociopolitique –, le noyau dur de l'Etat turc remet, une fois de plus, au premier plan les instruments politiques et idéologiques de la « sécurité nationale » afin d'appliquer son plan d'austérité. Il vise à éliminer (par la force) toute tentative d'opposition. Dès lors, chaque mouvement de grève est qualifié, immédiatement, d'atteinte à la « sécurité nationale ». Il en va de même pour une mobilisation de petits commerçants ou d'étudiants.

La crise économique présente est le résultat logique d'une économie de guerre. En effet, depuis la fin des années 70, s'est développée une guerre de basse intensité. Elle n'a pas été menée uniquement contre le peuple kurde – même si des forces considérables ont été (et sont) mobilisées à cet effet –, mais aussi contre tout mouvement populaire menaçant la stabilité du régime et l'unité (« *totalité indivisible* ») de l'Etat.

Une brutale paupérisation

L'autre facette de la crise d'endettement extérieur et intérieur, qui s'est soldée en février-mars 2001 par le décrochage de la livre face au dollar et une brutale dévaluation, est un marasme social extrêmement profond. La situation au plan social est aggravée par la migration forcée des Kurdes pauvres. Cette dernière s'est accélérée depuis août 1984, c'est-à-dire depuis l'essor de la lutte armée de libération. En rétorsion, afin d'éliminer la base sociale du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), les militaires ont dépeuplé des régions entières. Ces migrations forcées ont abouti au « gonflement » des zones suburbaines des grandes villes.

A cela s'ajoutent les brutales et massives suppressions d'emplois (quelque 1,5 million depuis le mois de mai 2001) dans les zones industrialisées. L'acuité de cette crise sociale peut être illustrée de la sorte: ►

* Nous publions ici le premier d'une série d'articles d'un économiste et syndicaliste turc.

Chronologie politique

1876-1908: réformes constitutionnelles dans le cadre de l'Empire ottoman, réformes qui ont un soutien parmi de larges couches populaires.

1916-19: démantèlement de l'Empire ottoman entre autres sous les coups de boutoir des puissances impérialistes.

1920: congrès de Bakou et fondation du Parti communiste de la Turquie (PCT).

1921: exécution du comité central du PCT, par des forces nationalistes, à l'occasion de son retour du congrès de Bakou. Ces militants communistes voulaient participer à la lutte nationale contre l'invasion de l'Anatolie par les forces des puissances coloniales (Angleterre, France, Italie, Grèce).

1923: fondation de la République turque, avec à sa tête la figure de Kemal Atatürk, ancien colonel de l'armée ottomane, nationaliste.

1925: soulèvement kurde sous la direction féodale de cheik Said; 1927-31: soulèvement nationaliste kurde de Ararat; 1936-38: soulèvement nationaliste kurde de Dersim. Tous ces soulèvements ont été écrasés.

1930-39: période de consolidation du régime kémaliste et lancement du mouvement des cadres « Kadro » sous la houlette d'ex-dirigeants du PCT. Le PCT était interdit et détruit. Ses cadres vont participer à la création d'un mouvement « indépendantiste, ni socialiste, ni capitaliste », qui appuiera le mouvement kémaliste et participera à façonner une partie de son idéologie nationale.

1939-43: soutien du régime kémaliste au régime hitlérien. Emprisonnement des communistes (Nazim Hikmet et Dr Hikmet Kivilcimli) qui s'opposent à la guerre déclenchée par le régime nazi. De plus, ces derniers marquent la résistance contre la liquidation du mouvement communiste indépendant, alors que le régime stalinien avait fait le silence – et de fait accepté – la destruction du PC.

1947-50: dans le cadre de la guerre froide, l'impérialisme américain accroît son emprise sur la Turquie. Cette dernière participe de l'extension du Plan Marshall et connaît un processus accéléré d'industrialisation capitaliste. Après 1947, le système de parti unique est remplacé par un système pluripartiste contrôlé par les militaires et les sommets de l'Etat.

1951: opération spectaculaire contre des forces communistes extrêmement faibles (quelques intellectuels, quelques militants ouvriers), mais qui servait à consolider l'emprise du régime et à stimuler une idéologie antisocialiste et anticommuniste.

1960: essor de la bourgeoisie industrielle et accélération des migrations internes vers les grandes villes turques (Istanbul, Izmir, Adana, Ankara, etc.).

1961: coup d'Etat qui traduit la modification des rapports de force entre la bourgeoisie urbaine (industrielle, commerçante, financière) et les anciennes classes de grands propriétaires ruraux. Les premiers prennent les rênes du pouvoir politique.

1961-68: renaissance du mouvement anti-impérialiste et émergence de syndicats indépendants.

Juin 1970: soulèvement ouvrier dans les usines à Istanbul.

Mars 1971: coup d'Etat militaire qui conduit

à l'exécution des dirigeants des mouvements révolutionnaires récemment formés et à l'emprisonnement de secteurs syndicaux indépendants.

1977-80: gouvernement du Front national. Se développent un climat de guerre civile, de grèves de masse; grossissement et multiplication d'organisations se définissant comme révolutionnaires. Au cours de cette période, 5300 ouvriers, étudiants et intellectuels sont tués.

1977-78: crise économique. Massacres à Istanbul à l'occasion du 1er Mai et à Maras contre les Alawites, courant religieux progressiste.

Septembre 1980: coup d'Etat militaire et mise en place de politiques néo-libérales. Une politique de destruction physique de la gauche est instaurée. S'ouvre la période symbolisée par le pouvoir politique de Turgut Ozal, ancien président de l'Association des métallurgistes. C'est une version turque du thatcherisme et du réaganisme.

1981: fondation du Front de la Résistance unie contre le fascisme auquel participent le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, créé en 1979) et 7 autres mouvements révolutionnaires ayant opté pour la lutte armée.

1984: début de la lutte de guérilla au Kurdistan.

1989-91: essor du mouvement revendicatif ouvrier suite aux mobilisations du printemps 1989. Soulèvement civil dans les villes kurdes (soulèvement appelé en langue kurde « Serhildan », soit soulèvement). Fin du gouvernement ANAP de Ozal. Apparition de nouveaux syndicats dans le secteur des services publics.

1991: mise en marche d'une politique d'exécutions sélectives des opposants. Les bases militaires turques et américaines jouent un rôle important dans la guerre de Golfe.

1991: remise en liberté conditionnelle des ex-dirigeants de l'extrême gauche et fondation des partis légaux de la gauche renonçant à la lutte armée.

1991-93: exclusion du parlement par la force des parlementaires de HADEP (Parti de la démocratie du peuple), qui a recueilli l'essentiel des suffrages kurdes, malgré la répression.

1994: crise économique et plan d'austérité initié le 5 avril.

1992-94: fondation du Commandement de la formation et de l'endocinement (EDOK), structure jouant un rôle clé au sein du système de commandement de l'armée. Développement des relations politico-militaires avec Israël.

1996: accélération du programme des privatisations, qui débouchera aussi sur une réorganisation de la structure de la propriété rurale, avec une forte concentration en faveur de grands capitalistes ruraux.

1999: capture de Ocalan et lancement de la politique « pour une république démocratique » par le PKK.

2000: remise en liberté de tous les accusés des bandes armées d'extrême droite et des chefs des troupes paramilitaires issues des structures étatiques. Attaques contre HADEP et aggravation de la répression au Kurdistan et dans les prisons.

2001: l'armée reçoit une allocation budgétaire de 7,6 milliards dollars, alors que les dépenses pour l'éducation et la santé s'élèvent respectivement à 6 milliards et 1,8 milliard.

quelque 70% des jeunes de moins de 24 ans vivant dans la périphérie d'Istanbul n'ont jamais eu la possibilité de se rendre dans le centre de cette mégalopole. Cela constitue un indice de leur exclusion sociale.

Pour la première fois depuis 1978 se développe un processus de paupérisation de couches de petits entrepreneurs et de petits commerçants. Ce secteur social avait déjà été politiquement réprimé. En effet, il constituait la base du Parti du bien-être (islamiste) dont le dirigeant le plus connu était Necmeddin Erbakan (au gouvernement entre juin 1996 et juin 1997). Ce parti a été interdit, sous la pression des militaires. Il est réapparu sous le nom de Parti de la vertu (FP). A nouveau, la Cour constitutionnelle a pris des mesures visant à interdire ses activités. Pour justifier ces mesures, le régime a invoqué sa tradition « laïque » et sa volonté de lutter contre le « danger noir », ce qui a facilité l'appui de l'Union européenne et des Etats-Unis. Cela a permis de faire silence sur un élément révélateur de la nature du régime turc: ce n'était que (!) le 37^e parti politique interdit depuis la création de la République. Il va sans dire que l'essentiel des partis bannis se situait à gauche sur l'échiquier politique.

Continuité répressive et révision des alliances sociales

Les mesures prises à l'encontre du Parti de la vertu indiquent un changement dans la gestion politique de la crise. En effet, au cours de celle de 1977 – qui mena la Turquie au coup d'Etat de 1980 – et au cours de celles de 1991 et 1994, les représentants du capital financier (qui ont leur place au sein des cercles militaires) cherchaient toujours à établir une certaine alliance avec les classes moyennes urbaines et des secteurs de la paysannerie. Cet accord était fonctionnel à leur volonté de museler la classe ouvrière des villes et les couches populaires.

Aujourd'hui, le capital financier a modifié sa tactique socio-politique. Une restructuration s'est opérée en son sein. En effet, neuf banques d'origine nationale, sous les coups de boutoir de la crise financière, ont été liquidées. Elles ont perdu l'appui qu'elles recevaient jusqu'alors de l'appareil d'Etat. Cela a abouti à une configuration plus concentrée et plus internationali-

sée du capital financier. Ce dernier, pour dicter sa politique d'austérité – telle qu'élaborée conjointement avec les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) –, doit simultanément affirmer un ordre répressif et prendre des mesures qui mettent en question la survie de secteurs entiers des classes moyennes, que ce soit dans l'agriculture, la distribution ou le petit crédit.

La gestion des crises précédentes n'impliquait pas le non-recours à la répression. En effet, pendant la crise de 1977, l'alliance entre Demirel (Parti de la justice), Turkes (Parti de l'action nationaliste) et Erbakan (Parti du salut national) n'a pas hésité, lors des célébrations du 1er Mai, à organiser le massacre de travailleurs (41 morts). Dès le commencement de la crise de 1991 une nouvelle vague d'exécutions extrajudiciaires a pris forme. Face aux mouvements revendicatifs des ouvriers qui font suite aux difficultés socio-économiques de 1994, le régime a de nouveau fait appel à la répression frontale ouverte: il fait ouvrir le feu sur les manifestants dans les quartiers pauvres d'Istanbul. Ainsi, à l'occasion du 1^{er} Mai 1996, on dénombrera 44 morts, dont 36 avec une seule balle dans la tête...

Aux mesures policières s'ajoutent d'autres sanctions. Par exemple, en 1994, le gouvernement social-démocrate libéral annula unilatéralement les contrats collectifs nationaux des 620'000 ouvriers du secteur public. Pourtant, le premier ministre, Madame Tansu Ciller, les avait déjà contresignés.

Cette période marque aussi le début de l'endettement intérieur massif par le placement (auprès des secteurs bourgeois dominants) de bons du Trésor (obligations d'Etat) portant des taux d'intérêt très élevés. Le total du versement des intérêts et le remboursement des bons du Trésor aux 16'300 principaux détenteurs équivalait à la somme de 6 trillions de livres, ce qui correspondait au montant qui aurait dû être versé aux travailleurs du secteur public si leur contrat collectif signé avait été maintenu!

L'étranglement de la petite-bourgeoisie

Aujourd'hui, la redistribution des revenus en faveur de la mince couche dominante

est encore plus brutale. On constate, par exemple, que les entrées fiscales de l'Etat reposent pour l'essentiel sur les prélèvements touchant les salariés. Ainsi, l'impôt à la source sur les salaires fournit 63 %, en 2000, des recettes fiscales. Par contre, les entreprises, qui échappent à un impôt sur les bénéfices depuis 1983, contribuent seulement pour 8 % du total des rentrées fiscales de l'Etat.

Outre la contribution des salariés, ce sont essentiellement les revenus de secteurs de petits et moyens commerçants qui alimentent les caisses étatiques. L'impôt sur le chiffre d'affaires du petit et moyen commerce fournit 29 % des recettes fiscales. Cette répartition des sources de revenus fiscalisés de l'Etat traduit bien le renforcement d'une redistribution très inégalitaire de la richesse par la politique de l'Etat.

Il est nécessaire de préciser encore le sort réservé au secteur de la petite-bourgeoisie traditionnelle dans la mesure où la politique néo-libérale a modifié les relations entretenues, par le passé, entre, d'un côté, les couches dominantes du capital financier et de l'appareil d'Etat et, de l'autre, les diverses fractions de la petite-bourgeoisie. Sous les effets de la crise financière, de la brutale récession et des mesures d'austérité, le nombre de faillites explose. Selon la Chambre du commerce d'Ankara, plus de 60 % des petites entreprises ont fermé leurs portes depuis le mois de mars 2001. Selon la Chambre du commerce de la deuxième ville industrielle de Turquie, Adana, au début août 2001, 24 % des petites et moyennes entreprises ont fait faillite et les capacités de production sont utilisées à hauteur de 30 %. Ces seules indications exemplifient la brutalité et l'ampleur de la crise présente.

Comme toute crise, elle suscite un processus de destruction prioritaire des secteurs petits et moyens du capital. Ce mécanisme est amplifié et rendu plus sélectif par les instruments dont dispose l'Etat. Un exemple: le fonds de compensation pour les entreprises exportatrices – le système économique turc dépend fortement des exportations, bien qu'en 2000 elles n'aient couvert que 50 % des importations – finance prioritairement les quelques gros exportateurs au désavantage des petits et moyens. Cela est confirmé par une déclaration récente du président de la Chambre

des exportateurs. Autre exemple: sous le prétexte de mesures à l'encontre de l'ex-Parti de la vertu, des entreprises liées à cette formation politique ont été fermées, notamment le plus grand producteur de biscuits.

Concentration de la richesse et polarité sociale

Dans la période antérieure à l'explosion de la crise, une fraction de la classe dominante a réussi à capter une part importante de la richesse au travers du mécanisme de l'endettement de l'Etat. Elle se portait acquéreur de bons du Trésor – pour financer le déficit – qui lui rapportaient un taux d'intérêt réel (taux d'intérêt nominal moins taux d'inflation) de 32 %. Pour nourrir ces rentiers, l'Etat devait imposer un transfert brutal de ressources en provenance des salariés et de la petite-bourgeoisie.

La concentration de la richesse ressort bien d'une étude de Mehmet Sönmez, ancien permanent de la centrale syndicale officielle, le Disk. Il a montré qu'au cours de la première moitié de l'année 2000, 19'000 familles d'Istanbul, soit 1 % du total des familles enregistrées, ont capté autant de revenus que le total des revenus des 1,03 million de familles des villes d'Izmir, d'Adana et de Bursa. Le 2 % des personnes les plus riches d'Istanbul (environ 38'000 familles) disposait au cours de cette période de l'équivalent du total des revenus de la population d'Ankara.

Un double processus de concentration de la richesse apparaît. D'une part, les super-riches se concentrent à Istanbul et traduisent l'acuité du développement inégal régional. D'autre part, la polarité sociale, déjà extrême avant la crise, s'accroît sous ses effets, particulièrement dans la mesure où les couches moyennes, comme indiqué plus haut, sont touchées de plein fouet.

Pendant les seuls quarante premiers jours suivant la crise ouverte en mars, les licenciements dans l'industrie du textile se sont élevés à 121 000; or, ce secteur est la locomotive des exportations à bas prix, car à bas « coûts salariaux ». Pour les mois de mars et d'avril 2001, la perte du pouvoir d'achat est évaluée à 41 %. Et cela concerne l'économie formelle; les pertes d'emplois et la contraction des revenus dans le secteur informel sont encore plus rudes, ►

mais impossibles à quantifier. Toutefois, le fait que l'on estime de 40 à 55 % la part de la population active ne disposant d'aucune couverture sociale indique non seulement l'ampleur de la précarisation du travail, la place de ce genre de force de travail dans le fonctionnement global de l'économie (divers processus de sous-traitance à tous les échelons), mais aussi le rôle de cette armée de réserve industrielle pour « discipliner » les travailleurs du secteur dit formel. La violence de la paupérisation, en période de crise, frappe spécialement cette fraction du prolétariat. Le travail des enfants (moins de 14 ans), très répandu, doit être envisagé comme partie intégrante de ce vaste secteur de main-d'œuvre flottante.

La priorité : une Turquie stable

Dans un tel contexte, les classes propriétaires de la Turquie sont unanimement d'accord sur la nécessité de mesures répressives pour assurer « l'ordre » et sur le programme économique aboutissant à une paupérisation accrue des secteurs déjà les plus défavorisés. Des nuances politiques peuvent s'exprimer sur les choix sectoriels de dépenses budgétaires à opérer dans le cadre d'une économie marquée par les impératifs « de la guerre et de la sécurité nationale ».

D'un côté, la haute hiérarchie militaire, le Parti d'action nationaliste (MHP)¹ – qui détient le Ministère de la défense nationale, la « gauche » kémaliste² et anti-kurde (de Bülent Ecevit, chef du gouvernement depuis janvier 1999 et membre du DSP, Parti de la gauche démocratique) défendent la conception d'une « Turquie dynamique » dans la région proche- et moyen-orientale et « l'annihilation du terrorisme ». Il ne peut qu'en découler un refus de toute réduction des dépenses militaires conventionnelles aussi bien que contre-insurrectionnelles. L'ancien ministre de l'Intérieur, l'ultra-nationaliste Mehmet Agar, n'a-t-il pas répondu à un journaliste qui lui demandait d'où venaient et où allaient des stocks d'armes non déclarés : « *Messieurs, nous avons fait mille opérations pour sauvegarder le pays.* »

D'un autre côté se dessine une option – certes envisagée à partir de points de vue différents – que l'on pourrait qualifier « d'ouverture démocratique encouragée par l'Union européenne ». Parmi ses suppor-



Une victime de plus pour la cause des prisonniers.

ters, on peut citer : le président de la République, Ahmet Necdet Sezer (qui a remplacé en mai 2000 Süleyman Demirel) ; le Parti de la mère patrie (ANAP), dirigé par Mesut Yılmaz ; la photocopie de quatrième qualité du blairisme : le Parti du peuple de la République (CHP), dirigé par Baykal, qui a le soutien des politiciens social-démocrates du Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP)³, dirigé par Uras. Cette perspective a reçu l'assentiment du conseil présidentiel du PKK.

Or, un fait à lui seul permet d'éclairer le jeu des démocraties européennes avec leurs politiciens de toutes tailles et de toutes couleurs qui donnent des leçons sur l'universalité des valeurs démocratiques. Ainsi, un parti, le MHP, membre de l'actuelle coalition gouvernementale, collaborait avec les néo-fascistes allemands, ce qui est bien documenté. D'ailleurs, une procédure avait été ouverte à son encontre, car il était accusé d'avoir organisé et encouragé des massacres de masse. En 1990, la procédure a été suspendue. Ses membres sont toujours actifs dans les groupes paramilitaires anti-kurdes. Ils organisent, y compris, des opérations de punition visant des membres du parlement. Or, la place et le rôle de ce parti dans le gouvernement turc actuel ne suscitent aucune campagne de la part des gouvernants des démocraties européennes. Pourtant, cette formation politique, le MHP, pourrait être la cible d'une campagne de dénonciation au nom des valeurs démocratiques défendues officiellement par les divers gouvernements européens. Ce n'est pas le cas. D'une part, comme

pour les Etats-Unis, la stabilité de la Turquie constitue une priorité pour l'UE et en premier lieu pour l'Allemagne. D'autre part, une sorte de préjugé raciste reste diffuse : « La Turquie ne peut accéder à la démocratie que très lentement. »

La terreur carcérale comme message politique

Pour saisir la gestion politique de la crise économique par le régime, il est nécessaire d'avoir à l'esprit deux facteurs. Le premier a trait au recul, depuis mars 1999, du mouvement national kurde. Le second concerne l'isolement politique relatif dans lequel a été laissée la lutte des prisonniers politiques pour des droits démocratiques fondamentaux par les forces syndicales, le mouvement social et la gauche. Ainsi, malgré les différences internes au sein des cercles dirigeants, le régime peut imposer sa politique d'austérité et « d'ordre », sans opposition large structurée.

L'isolement de la gauche révolutionnaire est un élément à prendre en compte pour comprendre le type de gestion de la crise par la classe des possédants. Cet isolement politique a abouti à un affaiblissement de la résistance sociale, malgré la dureté des coups reçus. Le régime pense pouvoir terroriser des secteurs entiers des couches populaires en manifestant sa volonté d'écraser des milliers de prisonniers politiques, et cela immédiatement après une amnistie touchant une partie significative de la « population carcérale », mais excluant explicitement les prisonniers politiques de l'extrême gauche.

Au plan tactique, le gouvernement a opéré de la sorte. Il a suscité une démobilisation de l'opinion publique avec les déclarations du ministre de la Justice, H. Sami Türk, selon lesquelles le projet de système pénitencier à cellules de type F (cellule d'isolement) serait annulé. A peine la déclaration faite, l'opération militaire dans les prisons commença, le 19 décembre 2000: 31 prisonniers furent assassinés. La grève de la faim engagée par les prisonniers politiques s'est malgré tout prolongée. Actuellement, 62 prisonniers et prisonnières sont décédés.

La dimension politique d'ensemble des massacres dans les prisons n'a pas été saisie, pour diverses raisons, par la gauche électorale et le mouvement kurde. Ce dernier cherche à obtenir un signe de reconnaissance et de confiance de la part des autorités, en multipliant les déclarations de bonne volonté. Les militaires et les gouvernants n'ont pas bougé d'un millimètre. En perpétuant leurs pratiques tortionnaires à l'encontre des prisonniers politiques, ils savaient qu'ils adressaient directement un message de terreur à la population.

Un régime qui se nourrit de la guerre

La crise en Turquie est considérée par les Etats-Unis comme un problème de sécurité régionale. La Turquie concentre ses forces armées vers le nord de l'Irak. De plus, une atmosphère permanente de guerre est entretenue dans la région. Les déclarations des plus hautes personnalités du régime la nourrissent sans cesse.

Ainsi, le ministre d'Etat Enis Eksuz vient de déclarer que « *le salut de la Turquie passe par un engagement militaire* ». Il a été conforté dans ses déclarations par le ministre des Armées de l'Etat israélien, Ben Elliezer, qui a insisté, lors de sa conférence de presse de mi-août à Ankara, sur le rôle de militaire que la Turquie devait jouer contre les pays de la région qui développent des armes nucléaires. Il visait évidemment l'Irak, mais aussi l'Iran.

Ce climat de guerre, qui s'inscrit dans la stratégie traditionnelle de la direction politico-militaire de l'Etat turc, est un instrument devant justifier l'ensemble des mesures répressives et devant créer un sentiment « d'unité nationale », cultivé depuis des décennies.

Ce n'est pas un hasard si deux opérations se déroulant dans le même temps étaient planifiées. La première devait consister en une attaque de l'armée turque contre l'Irak dans les régions pétrolières (Mossoul, Kirkük). La seconde concernait l'intensification des opérations militaires de l'Etat israélien contre le peuple palestinien. Selon divers analystes, les Etats-Unis auraient requis un ajournement des opérations de la Turquie, car ils craignaient une détérioration de la stabilité sociale de cet allié stratégique. C'est pour cette raison qu'un vice-président de la Banque mondiale, Kemal Dervis, a été envoyé de Washington pour élaborer et mettre en œuvre le programme de « stabilité » adopté

et accepté par tous les partis parlementaires à Ankara. L'intrication entre la politique impérialiste et la nature du régime turc est un fait d'évidence. La nouvelle situation internationale, depuis début septembre, ne laisse aucun doute à ce sujet. ■

1. Responsable des massacres et des lynchages contre les Kurdes, première force derrière les troupes paramilitaires et dont plusieurs dirigeants ont été convoqués à cause des scandales de fraude et d'utilisation d'armes Uzi (d'origine israélienne) pendant les opérations « contre les terroristes ».

2. Kémalisme par référence au « fondateur de la Turquie », Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938).

3. Surtout après avoir expulsé ceux qui apportaient un soutien minimum aux Kurdes et aux prisonniers et prisonnières politiques.

Le meilleur allié

Le gouvernement turc, par la voix de Bulent Ecevit, n'a pas laissé passer plus d'une semaine avant de faire savoir qu'il était au service des Etats-Unis dans sa « guerre contre le terrorisme ». Ecevit a offert d'entraîner les forces afghanes de l'Alliance du Nord – actuellement sponsorisée entre autres par les Etats-Unis – et de mettre à leur service des militaires ayant l'expérience de la lutte contre le terrorisme. Lisez: ayant combattu le PKK, exterminé quelque 30000 civils et détruit des milliers de villages.

La Turquie, le seul membre de l'OTAN dont une grande partie de la population est musulmane, a voté l'article 5 de la Charte de l'OTAN. Cet article considère qu'une agression contre l'un des 19 membres exige l'appui de tous les autres.

Les grands médias ont donné un large écho aux déclarations faites par l'ancien chef de la coalition militaire lors de la guerre du Golfe, le général Norman Schwarzkopf. Ce dernier a salué la Turquie « *comme le véritable ami de l'Occident dans la région* ». L'ancien chef de l'état-major turc, le général Cevik Bir, assurait que « *depuis maintenant la Turquie sera au premier rang* », aux côtés des Etats-Unis. Il n'est pourtant pas nécessaire de rassurer les militaires et le gouvernement américains. Ils connaissent les raisons de leur importante aide à la Turquie. La base d'Incirlik, au sud-est du pays, sert déjà pour les opérations aériennes, comme lors de la guerre du Golfe.

La situation de guerre est utilisée par divers secteurs des élites dominantes. Ainsi, les militaires tiennent à faire la démonstration, y compris aux yeux de l'Union européenne, que leur tradition de « guerre de basse intensité » peut être mise à profit, aujourd'hui en Afghanistan et, demain, ailleurs. Quant au ministre de l'Economie, éduqué dans le sérail de la Banque mondiale, Kemal Dervis, il a souligné: « *Dans le cadre des développements actuels, les pays amis allaient mieux réaliser l'importance de la Turquie. Si cette importance est comprise, le processus d'intégration à l'Union européenne pourra s'accélérer.* » La communion entre militaires et néo-libéraux est complète. D'ailleurs, les derniers ne rechignent pas à recevoir, une fois par mois, les « *recommandations* » du Conseil de sécurité nationale.

Parmi ces avis devait figurer la suspension *sine die*, depuis le 26 septembre, de la prestigieuse revue *Idea Politika*, à la rédaction de laquelle participe le président de la Cour de cassation. Cette revue avait publié, il y a six mois, un article intitulé « Le coup d'Etat permanent ». Ce qui lui a valu des poursuites. Dans sa dernière livraison, elle posait la question: « A qui sert l'armée? ». La réponse lui a été donnée.

Depuis le 11 septembre, les mesures répressives s'intensifient, d'autant plus que le climat social est lourd. Les quelques révisions de la Constitution, adoptées le 4 octobre 2001, ne changent rien sur le fond. C'est avant tout un message diplomatique en direction de l'Europe. Comme le dit le directeur de *Idea Politika*, Erol Ozkoray: « *La Turquie reste de fait dirigée par cette élite [militaire] échappant au contrôle démocratique.* »

Une question reste ouverte: quels seront les effets conjoints de la crise et de cette guerre sur le moyen terme?

Pas de terminus sur la ligne

Le 28 août, Volkswagen (VW) et le syndicat IG Metall ont signé un accord présenté comme « révolutionnaire » (Financial Times, 29 août 2001) et désigné par la formule « 5000 x 5000 », c'est-à-dire 5000 nouveaux emplois pour un salaire de 5000 DM (environ 3950 fr.). En 1993 déjà, la multinationale avait bouleversé les repères sociaux en Allemagne, et dans le reste de l'Europe, en introduisant la semaine de 4 jours, le fameux « modèle VW », présenté urbi et orbi comme un exemple de « partage du travail ». Huit ans plus tard, et avec une nouvelle récession qui pointe son nez, voici le « modèle VW » au carré.

J.-F. Marquis

Le 11 août, le *Financial Times* annonçait en première page que le chancelier allemand, le social-démocrate Gerhard Schröder, avait profité de la fête organisée à l'occasion du soixantième anniversaire de Peter Hartz, le chef du personnel du groupe VW, pour organiser une rencontre informelle avec Jürgen Peters, le numéro deux de IG Metall, et Ferdinand Piëch, le patron de VW, et les enjoindre à trouver un accord sur ce fameux projet « 5000 x 5000 », bloqué depuis fin juin. Deux semaines plus tard, ses « vœux » étaient exaucés.

L'anecdote en dit long sur les liens de connivence existant entre la direction d'un des groupes industriels les plus puissants d'Allemagne et du monde, le chancelier social-démocrate et des sommets des directions syndicales. Gerhard Schröder a d'ailleurs longtemps siégé en tant que

représentant du Land de Basse-Saxe au conseil de surveillance de VW (l'équivalent du conseil d'administration) et il est un « ami » de Piëch. Elle montre surtout l'importance accordée à cet accord. L'analyse du contenu de ce dernier – valable d'octobre 2002 à fin mars 2006 – permet rapidement de comprendre pourquoi.

Un projet d'ensemble

VW veut lancer à l'automne 2002 en Allemagne (à Wolfsburg, la ville de VW dans un premier temps, à Hanovre, peut-être, dans un deuxième temps) la production d'un nouveau modèle de véhicule, du type de la « Scénic » de Renault, construit sur la plate-forme de la Golf. Pour cela, VW a créé une nouvelle société – Auto 5000 – et a mis au point un « projet pour entièrement redéfinir et réorganiser l'ensemble du processus de production et de distribution. Cela signifie que toute la production, de la planification à la finition et jusqu'à la distribution, est entièrement rationalisée dans une conception d'ensemble. » (*IG Metall Newsletter*, août 2001, www.igmetall-bezirk-hannover.de)

Un des fils rouges de cette réorganisation est l'objectif de réduire le délai entre la commande du client et la livraison du véhicule à 15 jours. VW veut ainsi acquérir un avantage concurrentiel important et se donner les moyens d'augmenter sa rentabilité, en réduisant les stocks immobilisés et en accélérant les cycles de production. Une des conséquences de cet objectif est une redéfinition décisive des conditions de travail, des droits des salarié-e-s et du type de

contrat qui les lie à leur employeur. C'est ce que fait l'accord signé avec IG Metall.

L'accord 5000 x 5000 ne porte donc pas seulement sur le salaire, le temps de travail et la flexibilité. C'est un accord qui prétend refaçonner les rapports mêmes entre employeur et employé-e-s. De plus, c'est un accord qui est conçu pour faire modèle: ce qui a été expérimenté ici pourra être repris demain, sous une forme ou une autre, dans l'ensemble du groupe VW, et plus largement encore. C'est bel et bien un accord « révolutionnaire ».

Créer un travailleur nouveau

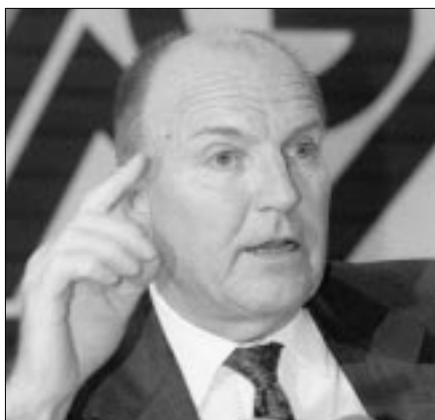
Pour atteindre cet objectif, VW reprend à son compte l'utopie stalinienne: créer un travailleur nouveau. La multinationale a en effet besoin de « ressources humaines » totalement malléables et pouvant devenir un rouage de la machinerie conçue pour produire plus, dans des délais toujours plus courts. Pour atteindre ce but sans provoquer trop de résistances, la caution syndicale est nécessaire.

Auto 5000 ne va ainsi engager que des chômeurs-euses, 3500 pour la première étape, 1500 pour la seconde, si elle a bien lieu. Ce choix est présenté comme un « signal » dans la lutte contre le chômage. Le but effectif est autre: réunir un ensemble d'hommes et de femmes toutes et tous fragilisés-e-s par l'expérience du chômage, n'étant plus insérés-e-s dans des collectifs nourrissant les solidarités, ayant perdu les repères de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas dans les rapports de travail, bref disponibles pour s'adapter aux contours du nouveau moule VW.

À l'origine, VW voulait d'ailleurs ne les engager que pour une durée déterminée de 3 ans. Il fallait créer une sorte de salarié-e-s durablement précaires, mercenaires à engager de cas en cas sur les champs de bataille de la course à la compétitivité. Ce point a été abandonné, mais tout le dispositif mis en place concourt néanmoins à cet objectif¹.

Formation, déformation

Recrutés, ces anciens chômeurs devront se former. Durant trois mois, la formation sera



Klaus Zwickel, président de IG Metall. Membre du conseil de surveillance de Mannesmann au moment du rachat de ce groupe par Vodafone, en 2000, il était également l'un des quatre membres du « comité de rémunération » du groupe, avec Joachim Funk, président du conseil de surveillance, Jürgen Ladberg, un autre membre du conseil de surveillance et Josef Ackermann, un des patrons de la Deutsche Bank. Zwickel a à ce titre participé aux décisions qui ont confirmé la distribution de « parachutes d'or » de 147 millions de DM aux très hauts cadres de Mannesmann, à commencer par 59 millions pour le seul Klaus Esser, l'ancien patron (*Financial Times*, 22 août 2001).

des renoncements syndicaux !

financée par l'assurance chômage. Puis, dès octobre 2002, elle se poursuivra durant six mois en entreprise, avec un salaire inférieur de 500 DM à la rémunération de base. Cette période terminée, les salarié·e·s d'Auto 5000 continueront à suivre une formation hebdomadaire, de 3 heures en moyenne, dont la moitié seulement se fera sur le temps de travail payé. Ce dispositif est, bien sûr, présenté comme une contribution supplémentaire de VW à la lutte contre le chômage, dans le sillage de l'idée largement diffusée, y compris par des responsables syndicaux, qu'un « déficit » de formation serait une cause majeure de la faible « employabilité » des sans-emploi.

On peut parier que l'objectif réel est double et fort différent. Premièrement, une formation technique, brève et directement articulée à la production, contribue à tisser des liens de dépendance/fidélité à l'égard de l'entreprise Auto 5000 dans un premier temps, du groupe VW dans un second (durant la durée de l'accord, d'octobre 2002 à mars 2006, les salarié·e·s d'Auto 5000 ne pourront pas être engagés par d'autres sociétés du groupe Volkswagen).

Deuxièmement, cette formation ne vise pas seulement à l'acquisition de connaissances techniques, mais également de « compétences sociales », correspondant à l'exigence patronale d'identification des salarié·e·s à l'entreprise et à ses objectifs. Selon le contrat approuvé par IG Metall, il s'agit d'inculquer aux salarié·e·s « la capacité de coopérer et de communiquer, l'ouverture aux nouvelles formes de partage du travail ; la capacité à résoudre les conflits de manière coopérative et la capacité à venir à bout des tâches en travaillant en équipe, en développant son sens des responsabilités et en intégrant de hautes exigences en matière de qualité » (Qualifizierungstarifvertrag, art. 2).

Flexibilité : no limits !

La durée de référence du temps de travail est de 35 heures. Cette règle générale, pouvant apparaître « généreuse » vue depuis la Suisse, est la couverture pour une flexibilisation sans limite.

1. L'horaire de 35 heures signifie en premier lieu que la fameuse semaine de 4

jours (28,8 heures) du « modèle VW », édition 1993, est officiellement morte et enterrée (pratiquement, cela fait des années que les horaires effectifs dépassent les 28,8 heures). La multinationale a ainsi réussi à imposer, fait sans précédent depuis longtemps en Allemagne, un allongement de la durée normale – et pas seulement effective – du temps de travail. La direction de VW avait même commencé les négociations en exigeant un horaire de 42,5 heures hebdomadaires, comme dans les années 50 et 60 !

2. Le travail est organisé en trois équipes, ce qui est nécessaire pour tenir les délais très courts imposés. Traditionnellement, l'organisation du travail chez VW est en deux équipes. Cela fait plusieurs années que le chef du personnel de VW, Peter Hartz, veut passer aux trois équipes. Un membre du comité d'entreprise des usines VW de Hanovre, Manfred Stöter, le dénonçait déjà au printemps 1997 : « *La flexibilité va encore s'accroître. On va probablement bientôt travailler en trois équipes.* » (cf. *Page Deux*, mai 1997, p. 41) C'est aujourd'hui chose faite, au prix le plus bas, puisque tous les suppléments, y compris pour le travail de nuit, sont inclus dans le salaire forfaitaire de 5000 DM.

3. La semaine de travail va du lundi au samedi, qui devient ainsi un jour ouvrable comme les autres. La semaine effective de travail pourra par conséquent être de 42 heures. Les équipes du samedi matin seront régulières. En plus, l'entreprise aura le droit de faire travailler des équipes le samedi après-midi 30 fois par an. Cela signifie que chaque salarié pourra être contraint de travailler 10 samedis après-midi par an. Sans la moindre compensation.

4. La durée du travail est annualisée. Chaque salarié·e aura un compte temps individuel. A la fin de l'année, son décompte pourra fluctuer dans une bande de plus ou moins 200 heures par rapport à la durée normale calculée sur la moyenne hebdomadaire de 35 heures. Cette marge énorme, correspondant à plus ou moins 6 semaines de travail, est la même que celle imposée par BMW pour l'ouverture, annoncée en juillet dernier, d'un nouveau site de production à Leipzig. C'est une illustration de la manière dont le patronat allemand organise la course au moins disant social, en s'appuyant sur les régions de l'ancienne Allemagne de l'Est, économiquement sinistrées depuis la réunification, et plus largement sur ses possibilités d'implantation en Tchéquie, en Hongrie, en Pologne, etc. ►

Quand G. Schröder, alors premier ministre de Basse-Saxe, décorait son ami F. Piëch, patron de VW.



5. Dans l'accord, le temps de travail est systématiquement désigné par l'expression de « *temps de travail produisant de la valeur* ». L'hommage indirect à l'analyse marxiste, qui place le travail à la source de la richesse sociale, est à relever, au moment où des cohortes de syndicalistes et de politiciens « de gauche » rallient, avec armes et bagages, le camp des chantres de l'« économie de marché ». L'enjeu de la précision est cependant plus pratique : c'est une porte ouverte à la chasse systématique au temps mort, à l'exclusion du temps de travail payé de toutes les plages de présence ne « *produisant [pas] de la valeur* ». L'enjeu n'est pas mineur, puisque la définition concrète des horaires de travail fera l'objet de négociations ultérieures, et probablement permanentes.

Le retour du travail à la tâche

La nouveauté la plus radicale de l'accord est la réintroduction dans les faits du travail à la tâche.

Chaque jour, chaque équipe – qui est organisée en *team*, c'est-à-dire avec une responsabilité collective – aura des objectifs, quantitatifs et qualitatifs, à atteindre. Le contrat prévoit que ces objectifs, et les effectifs correspondants, seront fixés d'un « *commun accord entre la direction le comité d'entreprise* ». Comme dans le cas du travail aux pièces, la direction pourra stimu-

ler la concurrence entre équipes pour pousser progressivement les exigences vers le haut. L'accord fait d'ailleurs explicitement référence à la méthode des « benchmarks » – la méthode des « niveaux de référence », courante pour imposer des niveaux de rentabilité financière croissants – pour l'établissement des objectifs.

Or, si ces objectifs ne sont pas atteints, l'équipe devra *immédiatement* poursuivre son travail, jusqu'à la réalisation pleine et entière de l'objectif fixé.

Si cela se produit pour des raisons dont la responsabilité peut être attribuée à l'employeur, ce travail supplémentaire sera comptabilisé dans le compte temps des travailleurs concernés. Si le retard est considéré comme imputable à l'équipe, les heures supplémentaires que celle-ci devra faire ne seront pas payées. En cas de désaccord à ce sujet, les « partenaires sociaux » trancheront dans un délai d'une semaine, avec possibilité de recours à une instance d'arbitrage.

Inutile de spéculer sur la manière dont les disputes sur cette « responsabilité » se trancheront. L'essentiel est ailleurs : ce nouveau type de « travail à la tâche » plonge structurellement les salarié-e-s dans une situation où ils sont contraints de reprendre totalement à leur compte les objectifs de production de l'entreprise, sous peine de voir leurs journées de travail

s'allonger fortement. Ce dispositif est indispensable pour VW, car cette obligation d'atteindre les objectifs quotidiens de production, à tout prix, est la condition pour tenir, avec des effectifs minimums, un planning de production extrêmement contracté par la contrainte du délai de 15 jours entre commande et livraison. Mais il signifie en même temps un nouveau degré dans la subordination des salarié-e-s aux exigences de l'entreprise : le salarié cumule en effet les contraintes caractéristiques du contrat de travail avec les obligations typiques du contrat commercial.

Dégringolade... escalier par escalier

Le syndicat IG Metall, soucieux de « vendre » cet accord, insiste sur le fait que les salaires versés – 5000 DM – sont conformes à ceux fixés par le contrat collectif valable dans l'industrie des machines du Land de Basse-Saxe. Voilà une « bonne nouvelle », qui a pour fonction d'en cacher de nombreuses autres, nettement moins bonnes.

1. Le salaire mensuel sera en fait de 4500 DM. S'y ajoutera un bonus annuel minimum de 6000 DM. C'est ainsi qu'on arrive au chiffre de 5000.

En fonction de la « *marche des affaires* », seront aussi versés un « *bonus personnel au mérite* » et une « *participation aux résultats* ». L'éclatement de la rémunéra-

Le « modèle VW », modèle 1993

VW n'en est pas à son coup d'essai. En 1993, la multinationale a signé avec le syndicat IG Metall son fameux accord sur la semaine de « 4 jours ». Officiellement, cet accord devait permettre de « sauver 30 000 emplois » en Allemagne. Pour cela, la durée du travail des salarié-e-s était officiellement réduite à 4 jours par semaine, soit 28,8 heures hebdomadaires au lieu de 36. Le salaire annuel global était réduit proportionnellement, les diverses primes annuelles permettant d'effectuer cette coupe sans toucher fortement au salaire mensuel. Les coûts salariaux des usines VW en Allemagne ont ainsi baissé de 20 %.

Le « modèle VW » était né : nombre de responsables syndicaux et de politiciens « de gauche » s'en sont emparés pour « prouver » qu'il serait possible d'établir un nouveau compromis social, ménageant à la fois les exigences de rentabilité des entreprises et les besoins des salarié-e-s. Cette présentation idyllique ne correspond pas à la réalité.

1. Le « modèle VW » n'a pas stoppé les suppressions d'emplois chez VW : les postes de travail ont chuté dans ses usines d'Allemagne de 128 000 en 1991 à 95 000 en 1997 (*Die Zeit*, 11.4. 1997).

2. Le passage à la « semaine de 4 jours » a été le point de départ pour imposer une flexibilité très large aux salarié-e-s et pour faire éclater les collectifs de salarié-e-s. Plus de 150 modèles d'horaires de travail différents ont été mis en place. Dès la reprise des affaires, les heures supplémentaires se sont multipliées, les 28,8 heures hebdomadaires ont été oubliées.

3. La caution syndicale apportée au « modèle VW » a crédibilisé une idée particulièrement pernicieuse : face au chômage, ce serait aux travailleurs de « partager » le travail, et les revenus, entre eux. Car les profits sont, eux, intouchables.

De fait, le « modèle VW » de 1993 a accompagné une restructuration de la multinationale qui en a fait, dans la seconde moitié des années 90, une entreprise en pleine expansion et extrêmement rentable. Aujourd'hui, le groupe VW contrôle 18,8 % du marché automobile européen, 3 % de plus qu'en 1993, et il a distancé tous ses concurrents. Quant aux profits déclarés, ils ont plus que triplé de 1997 à 2000, pour atteindre près de 1,8 milliard de dollars (*Business Week*, 23 juillet 2001).

tion – salaire de base, salaire « au mérite », primes – est ainsi entériné.

2. Ce n'est qu'en tenant compte de l'ensemble de ces primes – dont certaines ne sont pas encore définies – que la rémunération annuelle des salarié·e·s d'Auto 5000 sera équivalente à celle d'un travailleur de l'industrie des machines du Land de Basse-Saxe durant ses trois premières années de travail.

Cependant, le niveau des salaires du contrat de Basse-Saxe est nettement inférieur à celui du contrat collectif de VW. En 1997 déjà, la direction de VW, qui voulait engager du personnel temporaire pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre sur ses chaînes tournant à plein régime, avait utilisé le même artifice pour imposer des niveaux de salaires différents pour des postes de travail équivalents (cf. *Le Gutenberg*, 15 mai 1997). Quoi qu'en dise IG Metall, c'est donc bel et bien à un processus d'ébranlement des normes contractuelles – par mise en concurrence entre elles – que contribue cet accord.

3. L'introduction d'un salaire unique pour tous les salarié·e·s – à l'exception des cadres, tout de même! – peut être perçu comme une mesure d'égalité. Mais alors d'égalité de caserne, taillée sur mesure pour le patronat! Car elle aboutit, d'une part, à un nivellement des niveaux de rémunération vers le bas. Et, d'autre part, elle revient à exproprier les syndicats et les salarié·e·s de la possibilité de négocier collectivement leurs salaires, en fonction de leur qualification et de leurs années d'expérience notamment. C'est l'employeur qui, dans un acte d'autorité, fixe ce dont le « bon peuple » a besoin pour vivre : 5000 DM.

20 % d'économies... qui dit mieux ?

Pour faire avaler la pilule, VW a offert une « participation élargie » aux représentants du syndicat et du personnel, au sein du Comité d'entreprise et du Conseil de surveillance, dont la moitié des membres seront des représentants du personnel. L'expérience même de la négociation de ce contrat « 5000 x 5000 » montre cependant comment ce type de « participation » est davantage une manière d'impliquer le syndicat dans la mise en œuvre des contre-« révolutions » imposées par le patronat – ce qui est un moyen très efficace pour



désamorcer l'opposition potentielle parmi les salarié·e·s – qu'un point d'appui pour aider les salarié·e·s à défendre leurs droits.

VW, d'ailleurs, ne se prive pas de diffuser un chiffre qui, à lui seul, est l'indice synthétique qui indique à qui profite cet accord : l'entreprise compte réaliser une économie de 20 % par rapport à ce qu'elle aurait dû déboursier si elle avait dû appliquer le contrat collectif VW. En d'autres termes, 20 % de perdu par les futurs salarié·e·s d'Auto 5000 ; et 20 % qui vont alimenter la concurrence au moins disant social, que le patronat allemand est décidé à accélérer dans les mois à venir.

Emulation patronale

Depuis des années, le patronat allemand fait campagne pour briser, dans les faits, le système de contrats collectifs de travail nationaux, pour « rompre la poigne de fer de la loi du travail » selon la formule de l'hebdomadaire des milieux d'affaires américains, *Business Week* (13 août 2001). L'accord signé par IG Metall lui confirme qu'il lui est possible, en utilisant sans vergogne le bras de levier du chômage, d'imposer des exceptions massives aux contrats existants. La porte à l'éclatement du dispo-

sitif contractuel est ainsi encore davantage ouverte. Les employeurs vont s'y engouffrer, comme ils se sont engouffrés dans l'ouverture du premier « modèle VW » pour accélérer la généralisation de la flexibilité.

Le quotidien du patronat italien, *Sole 24ore*, tire, dans un article de 1^{re} page de son édition du 2 septembre 2001, la leçon – très profitable pour tout le patronat européen – de l'accord « 5000 x 5000 » : « *Les multinationales et, de manière générale les entreprises qui sont en compétition avec des concurrents dans le monde entier doivent réagir aux défis auxquels ils sont confrontés, y compris en se débarrassant des obligations imposées par des réglementations locales. Si possible avec l'accord des syndicats ; sinon, sans cet accord et en s'adressant directement aux salarié·e·s. [...] La morale [de l'accord chez VW] est simple : des pratiques limitées jusque-là à l'Amérique du Nord et au Sud-Est asiatique pénètrent dans le syndicalisme allemand. Mais si l'on veut avoir 5000 postes de travail, il faut s'adapter à la logique du marché global. A la fin, le syndicat l'a compris.* »

Cet accord est aussi une indication de quel côté de la balance pèse le gouvernement, le parti social-démocrate et ses nombreux

relais au sein des appareils syndicaux. A condition, élections en 2002 obligent, que les patrons permettent aux syndicats de « sauver la face » en participant à des « négociations » et en pouvant exhiber quelques « résultats » – plus de « participation » par exemple –, le chancelier Gerhard Schröder pèsera de tout son poids sur les directions syndicales pour qu'elles se montrent « raisonnables », au nom de la « lutte contre le chômage ».

Au début de l'année déjà, ce mécanisme – renforcé par les interventions de la Banque centrale européenne (BCE) contre les revendications salariales « exagérées » – avait étouffé la campagne salariale des syndicats, qui a abouti à des résultats très faibles. L'accord signé chez VW en août va encourager le patronat allemand à encore augmenter la pression en vue de la prochaine ronde de négociations, fin 2001/début 2002. La nouvelle récession qui plane sur l'économie mondiale va également peser. Les salarié-e-s d'Allemagne auront donc à faire à forte partie et, par ondes de choc, chaque recul qu'ils subiront se répercutera négativement sur le rapport de force des salarié-e-s des autres pays d'Europe.

Leçons d'une faillite...

Cet accord montre enfin que, sur la ligne des renoncements syndicaux, il n'y a pas

de terminus... On peut toujours tomber plus bas.

Le premier « modèle VW » était censé contribuer à stopper l'hémorragie d'emplois. Il n'en a rien été (cf. p. 38); par contre, il a provoqué une première hémorragie des droits des salarié-e-s, en ouvrant complètement la vanne de la flexibilité. Huit ans plus tard, la direction de VW impose le franchissement d'un nouveau palier: c'est l'accord « 5000 x 5000 », une nouvelle fois accepté au nom de la lutte contre le chômage.

La leçon est claire, et valable pour l'ensemble des organisations syndicales et des forces politiques se disant de gauche. L'acceptation du cadre de l'« économie de marché » – du capitalisme, en clair – comme la seule forme d'organisation possible de l'économie désarme complètement les salarié-e-s et leurs organisations: ils n'ont plus rien à opposer aux exigences patronales, présentées comme autant de conséquences inévitables de la course à la compétitivité, permanente dans une économie capitaliste. Chaque concession, justifiée aujourd'hui comme étant la part du feu, ne contribue pas à relâcher la pression, au contraire. Elle alimente la poursuite, demain, de la course au moins disant social. Elle désoriente les salarié-e-s et rend plus difficile l'organisation d'une résistance.

Bloquer cette spirale descendante exige de renverser la perspective. Le respect des

droits des salarié-e-s, qui constituent la très grande majorité de la population, doit devenir le point de départ pour déterminer à quoi les ressources de la société sont utilisées et comment l'économie est organisée. Cela suppose de mettre un terme à l'autocratie d'une infime minorité de grandes fortunes et de puissants actionnaires qui, adossés à leur propriété privée, imposent leurs choix et ravagent des entreprises ou des régions entières, au nom de la course au profit.

Dans l'immédiat, cela justifie le refus sans concession des prétentions patronales sans cesse croissantes. Ce rejet ne pourra s'imposer que s'il est porté par un salariat convaincu de ses droits et par conséquent solidaire. C'est à cela que devraient œuvrer les organisations syndicales, et non pas à cultiver la résignation, au nom du moindre mal. ■

1. L'histoire enseigne qu'entre ce type d'« utopie » patronale et la réalité, le chemin est souvent long et plein de surprises. Plus d'une fois des salariats, que des patronats voulaient refaçonner de toutes pièces, se sont rebiffés, de diverses manières. Stéphane Beaud et Michel Pialoux en donnent un exemple récent dans le récit qu'ils font de la reprise en main patronale des usines Peugeot dans les années 80 et des tentatives de la direction d'y minoriser la vieille garde d'ouvriers syndicalistes et de gauche par une nouvelle génération, marquée par le chômage. (Cf. *Retour sur la condition ouvrière: enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, 1999.)

Le périodique à l'encontre est lancé par des membres de solidaritéS (Lausanne et Fribourg pour l'instant).

Le numéro 0 est paru fin septembre. Il était consacré au mouvement des sans-papiers en Suisse qui est à un tournant et à la première partie d'un article sur les attentats du 11 septembre à New York et Washington, avec leurs répercussions internationales.

Au sommaire du numéro 2 vous trouverez un dossier sur la propriété intellectuelle.

Demandez un exemplaire à l'examen, abonnez-vous aux adresses suivantes:

cp 805, 1701 Fribourg
e-mail: solidarites-fr@bluemail.ch

cp 120, 1000 Lausanne 20

fax: 021/661 20 71

e-mail: solidarites-vd@fastnet.ch

ccp 10-95859-4

10 numéros par année

- abonnement annuel: 50.–
- abonnement de soutien: dès 75.–

page*2:

Jean-Marie Vincent

UN AUTRE MARX Après les marxismes

268 pages, 34 FS

L'auteur, professeur à l'Université Paris VIII, réexamine les théories mises en avant par les marxistes à la fin du XIXe siècle et au cours du XXe siècle. Il observe qu'à quelques rares exceptions, Georg Lukacs, Henri Lefebvre, Pierre Naville, Guy Debord, ils ont ignoré un des moments forts de la théorie marxienne, la conception du fétichisme de la marchandise qui explique comment la pensée sociale peut être prisonnière des automatismes de la valorisation, comment elle peut être aveugle sur ce qui se passe dans la société.

Claude Meillassoux

MYTHES ET LIMITES DE L'ANTHROPOLOGIE Le Sang et les Mots

483 pages, 55 FS

Une contribution théorique nouvelle qui propose de revisiter l'institution de la parenté. Par l'auteur de *L'anthropologie de l'esclavage* et de *Femmes, greniers et capitaux*.

Alain Bihl

LA REPRODUCTION DU CAPITAL

2 vol., 347 et 359 pages, en souscription pour 65 FS, port compris.

Eléments pour une critique d'ensemble de la civilisation du capital.

A. Bihl est maître de conférences en sociologie à l'Université de Haute Alsace.

**En librairie ou à commander aux Editions Page deux, CP 34, 1000 Lausanne 20
tél. 021/621 89 89 - fax 021/621 89 88 - e-mail: page2@fastnet.ch**